

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion vise à aider les lecteurs à apprécier les changements importants survenus dans la situation financière et les résultats d'exploitation du Groupe Financier Banque TD (la Banque) pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007 comparativement aux périodes correspondantes. Il doit être lu avec nos états financiers consolidés et les notes y afférentes pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007. Le présent rapport de gestion est daté du 28 novembre 2007. À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens et proviennent principalement des états financiers consolidés annuels de la Banque dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

14 APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS

- 17 Bénéfice net
- 18 Revenus
- 20 Frais
- 21 Impôts
- 22 Information financière trimestrielle

ANALYSE DES SECTEURS D'EXPLOITATION

- 24 Description des activités
- 28 Services bancaires personnels et commerciaux au Canada
- 32 Gestion de patrimoine
- 36 Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis
- 39 Services bancaires en gros
- 42 Siège social

APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS DE 2006

- 43 Sommaire du rendement de 2006
- 44 Rendement financier de 2006 par secteur d'exploitation

SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

- 46 Revue du bilan
- 47 Qualité du portefeuille de crédit
- 54 Situation du capital
- 56 Arrangements hors bilan
- 59 Instruments financiers

FACTEURS DE RISQUE ET GESTION DES RISQUES

- 59 Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs
- 60 Gestion des risques

NORMES ET CONVENTIONS COMPTABLES

- 70 Estimations comptables critiques
- 74 Modifications futures de conventions comptables et de la présentation de l'information financière
- 75 Contrôles et procédures

Certains chiffres correspondants ont été redressés afin que leur présentation soit conforme à celle qui a été adoptée pour l'exercice écoulé.

Pour d'autres renseignements sur la Banque, y compris la notice annuelle de la Banque, consulter le site de la Banque à www.td.com, le site SEDAR à www.sedar.com de même que le site de la Securities and Exchange Commission des États-Unis à www.sec.gov (section EDGAR Filers).

Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs

De temps à autre, la Banque fait des énoncés prospectifs, écrits ou verbaux, y compris dans le présent rapport de gestion, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et d'autres communications. En outre, la haute direction de la Banque peut faire des énoncés prospectifs de vive voix aux analystes, aux investisseurs, aux représentants des médias et à d'autres personnes. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis et des lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables. Les énoncés prospectifs comprennent, entre autres, des énoncés concernant les objectifs et les cibles de la Banque pour 2008 et par la suite et ses stratégies pour les atteindre, les perspectives pour les unités fonctionnelles de la Banque, ainsi que la performance financière prévue de la Banque. Les hypothèses économiques à l'égard de chaque secteur d'exploitation pour 2008 sont établies dans le présent rapport de gestion aux rubriques «Perspectives économiques» et «Perspectives et orientation pour 2008», telles qu'elles ont été mises à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés ultérieurement. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme «croire», «prévoir», «anticiper», «avoir l'intention de», «estimer», «planifier» et «pouvoir», et de verbes au futur et au conditionnel. De par leur nature, ces énoncés nous obligent à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques, qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Certains des facteurs – dont bon nombre sont hors de notre contrôle – qui pourraient entraîner de tels écarts incluent les risques, notamment de crédit, de marché (y compris les marchés des actions et de marchandises), d'illiquidité, de taux d'intérêt, d'exploitation, de réputation, d'assurance, de stratégie, de change, de réglementation, juridiques et les autres risques présentés dans le présent rapport de gestion et d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation du Canada et auprès de la SEC; les conditions économiques et commerciales générales au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays où la Banque exerce des activités de même que l'incidence des modifications apportées aux politiques monétaires dans ces territoires et les variations des taux de change des monnaies ayant cours dans ces territoires; le degré de concurrence sur les marchés où la Banque exerce ses activités, de la part des concurrents établis comme des nouveaux venus; la précision et l'intégralité des informations que la Banque recueille à l'égard des clients et des contreparties; la conception et le lancement de nouveaux produits et services sur le marché; la mise sur pied de nouveaux canaux de distribution et la réalisation de revenus accrus tirés de ces canaux; la capacité de la Banque de mener à bien ses stratégies, y compris ses stratégies d'intégration, de croissance et d'acquisition, ainsi que celles de ses filiales, particulièrement aux États-Unis; les modifications des conventions et méthodes comptables que la Banque utilise pour faire rapport sur sa situation financière, y compris les incertitudes associées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques; l'incidence de l'application de modifications comptables futures; l'activité sur les marchés financiers mondiaux; la capacité de la Banque de recruter des dirigeants clés et de les maintenir en poste; la dépendance à l'égard de tiers relativement à la fourniture de l'infrastructure nécessaire aux activités de la Banque; le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou ses sociétés affiliées dans la mesure où ces obligations sont liées au traitement de renseignements personnels; l'évolution de la technologie; l'utilisation inédite de nouvelles technologies dans le but de frauder la Banque ou ses clients; l'élaboration de lois et de règlements, les modifications des lois fiscales; les procédures judiciaires ou réglementaires imprévues; l'incidence néfaste continue des litiges dans le secteur des valeurs mobilières aux États-Unis; les changements imprévus dans les habitudes de consommation et d'épargne des consommateurs; l'adéquation du cadre de gestion des risques de la Banque, y compris le risque que les modèles de gestion des risques de la Banque ne tiennent pas compte de tous les facteurs pertinents; l'incidence possible sur les activités de la Banque des conflits internationaux, du terrorisme ou de catastrophes naturelles comme les séismes; les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou internationales; et les retombées des perturbations dans les infrastructures publiques comme le transport, les télécommunications, l'électricité ou l'approvisionnement en eau. Une part importante des activités de la Banque consiste à faire des prêts ou à attribuer des ressources sous d'autres formes à des entreprises, des industries ou des pays. Des événements imprévus touchant ces emprunteurs, industries ou pays pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les résultats financiers, les activités, la situation financière ou la liquidité de la Banque. Cette liste n'inclut pas tous les facteurs possibles. D'autres facteurs peuvent nuire aux résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section débutant à la page 59 du présent rapport de gestion. Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque et ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs. La Banque n'effectuera pas de mise à jour des énoncés prospectifs, écrits ou verbaux, qui peuvent être faits de temps à autre par elle ou en son nom.

APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS

Le Groupe Financier Banque TD a dégagé des résultats financiers exceptionnels en 2007. Le bénéfice de chaque secteur a atteint une croissance dans les deux chiffres pour l'exercice.

APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

Le Groupe Financier Banque TD (la Banque) est l'un des plus importants prestataires de services financiers en Amérique du Nord, offrant une gamme complète de produits et de services bancaires de détail, de gros et commerciaux de même que des services de gestion de patrimoine. L'exploitation et les activités de la Banque s'articulent autour des groupes suivants : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Gestion de patrimoine, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et Services bancaires en gros.

PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE DE LA BANQUE

La Banque dresse ses états financiers selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et désigne les résultats dressés selon les PCGR «comme présentés».

La Banque utilise également des mesures financières non conformes aux PCGR, les «résultats rajustés», pour évaluer chacun de ses secteurs d'activité et pour mesurer sa performance globale. Pour obtenir les résultats rajustés, la Banque renverse les «éléments à noter» (déduction faite des impôts sur les bénéfices) des résultats comme présentés. Les éléments à noter sont liés aux éléments qui, selon la direction, ne sont pas indicateurs du rendement des activités sous-jacentes. Les éléments à noter sont présentés dans le tableau 2. Les éléments à noter comprennent l'amortissement des actifs incorporels de la Banque qui se rapporte principalement à l'acquisition de Canada Trust en 2000, à l'acquisition de TD Banknorth Inc. (TD Banknorth) en 2005 et aux acquisitions par TD Banknorth de Hudson United Bancorp (Hudson) en 2006 et d'Interchange Financial Services Corporation (Interchange) en 2007, ainsi qu'à l'amortissement des actifs incorporels compris dans la quote-part du bénéfice net de TD Ameritrade Holding Corporation (TD Ameritrade). La Banque croit que les résultats rajustés permettent au lecteur de mieux comprendre comment la direction évalue la performance de la Banque. Comme il est expliqué, les résultats rajustés sont différents des résultats comme présentés selon les PCGR. Les résultats rajustés, les éléments à noter et les termes semblables utilisés dans le présent rapport ne sont pas définis aux termes des PCGR et, par conséquent, ils pourraient ne pas être comparables à des termes similaires utilisés par d'autres émetteurs. Le tableau 2 présente un rapprochement des résultats comme présentés de la Banque et de ses résultats rajustés.

TABLEAU 1	RÉSULTATS D'EXPLOITATION – COMME PRÉSENTÉS		
(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005
Revenu d'intérêts net	6 924 \$	6 371 \$	6 008 \$
Autres revenus	7 357	6 821	5 951
Total des revenus	14 281	13 192	11 959
Provision pour pertes sur créances	(645)	(409)	(55)
Frais autres que d'intérêts	(8 975)	(8 815)	(8 844)
Gain sur dilution, montant net	–	1 559	–
Bénéfice avant charge d'impôts sur les bénéfices, participations sans contrôle dans les filiales et quote-part du bénéfice net d'une société liée	4 661	5 527	3 060
Charge d'impôts sur les bénéfices	(853)	(874)	(699)
Participations sans contrôle, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(95)	(184)	(132)
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices	284	134	–
Bénéfice net – comme présenté	3 997	4 603	2 229
Dividendes sur actions privilégiées	(20)	(22)	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté	3 977 \$	4 581 \$	2 229 \$

TABLEAU 2 RAPPROCHEMENT DES MESURES NON CONFORMES AUX PCGR ¹			
Bénéfice net rajusté par rapport aux résultats présentés			
Résultats d'exploitation – rajustés			
(en millions de dollars canadiens)			
	2007	2006	2005
Revenu d'intérêts net ²	6 924 \$	6 371 \$	6 021 \$
Autres revenus ³	7 148	6 862	6 077
Total des revenus	14 072	13 233	12 098
Provision pour pertes sur créances ⁴	(705)	(441)	(319)
Frais autres que d'intérêts ⁵	(8 390)	(8 260)	(7 887)
Bénéfice avant charge d'impôts sur les bénéfices, participations sans contrôle dans les filiales et quote-part du bénéfice net d'une société liée			
	4 977	4 532	3 892
Charge d'impôts sur les bénéfices ⁶	(1 000)	(1 107)	(899)
Participations sans contrôle, déduction faite des impôts sur les bénéfices ⁷	(119)	(211)	(132)
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices ⁸	331	162	–
Bénéfice net – rajusté			
	4 189	3 376	2 861
Dividendes sur actions privilégiées	(20)	(22)	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté			
	4 169	3 354	2 861
Éléments à noter ayant une incidence sur le bénéfice net, déduction faite des impôts sur les bénéfices			
Amortissement des actifs incorporels ⁹	(353)	(316)	(354)
Gain lié à la restructuration de Visa ¹⁰	135	–	–
Coûts de restructuration, coûts de privatisation et frais relatifs à la fusion de TD Banknorth ¹¹	(43)	–	–
Gain sur dilution de l'opération avec Ameritrade, déduction faite des coûts	–	1 665	–
Perte sur dilution liée à l'acquisition de Hudson par TD Banknorth	–	(72)	–
Imputation pour restructuration du bilan de TD Banknorth	–	(19)	–
Imputation pour restructuration des Services bancaires en gros	–	(35)	(29)
Variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises ¹²	30	7	17
Reprise de provisions générales	39	39	23
Recouvrements de pertes sur portefeuille de prêts secondaires (provisions sectorielles)	–	–	127
Pertes sur portefeuille d'instruments dérivés structurés	–	–	(100)
Imputations fiscales liées aux restructurations	–	–	(163)
Autres éléments fiscaux	–	(24)	98
Rachats d'actions privilégiées	–	–	(13)
Établissement initial de la provision spécifique pour prêts sur cartes de crédit et prêts pour découverts	–	(18)	–
Imputation pour litiges	–	–	(238)
Total des éléments à noter	(192)	1 227	(632)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté			
	3 977 \$	4 581 \$	2 229 \$
Rapprochement du bénéfice par action comme présenté et rajusté			
(en dollars canadiens)			
	2007	2006	2005
Dilué – comme présenté	5,48 \$	6,34 \$	3,20 \$
Éléments à noter ayant une incidence sur le bénéfice (voir ci-dessus)	0,27	(1,70)	0,91
Éléments à noter ayant une incidence sur le bénéfice par action seulement ¹³	–	0,02	0,03
Dilué – rajusté	5,75 \$	4,66 \$	4,14 \$
De base – comme présenté	5,53 \$	6,39 \$	3,22 \$

¹ Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle qui a été adoptée pour l'exercice écoulé.

² Le revenu d'intérêts net rajusté exclut l'élément à noter suivant : perte de 13 millions de dollars au rachat d'actions privilégiées en 2005.

³ Les autres revenus rajustés excluent les éléments à noter suivants : en 2007, gain avant impôts de 163 millions de dollars lié à la restructuration de Visa, comme expliqué dans la note 10; gain avant impôts de 46 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises; en 2006, gain avant impôts de 11 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises; perte de 52 millions de dollars liée à l'imputation pour restructuration du bilan de TD Banknorth; en 2005, gain de 27 millions de dollars découlant de la variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises; pertes sur portefeuille d'instruments dérivés structurés de 153 millions de dollars.

⁴ Les provisions rajustées pour pertes sur créances excluent les éléments à noter suivants : en 2007, reprise de provisions générales de 60 millions de dollars fondée sur des facteurs de taux de perte révisés, à partir de l'historique interne comme préconisé par le dispositif Bâle II; en 2006, reprise de provisions générales de 60 millions de dollars; établissement initial de la provision spécifique pour les prêts sur cartes de crédit et prêts pour découverts de 28 millions de dollars; en 2005, reprise de provisions générales de 35 millions de dollars; recouvrements de pertes sur portefeuille de prêts secondaires (provisions sectorielles) de 229 millions de dollars.

⁵ Les frais autres que d'intérêts rajustés excluent les éléments à noter suivants : en 2007, amortissement des actifs incorporels de 499 millions de dollars; charges de restructuration, coûts de privatisation et frais relatifs à la fusion de 86 millions de dollars comme expliqué dans la note 11; en 2006, amortissement des actifs incorporels de 505 millions de dollars; imputation pour restructuration des Services bancaires en gros de 50 millions de dollars; en 2005, amortissement des actifs incorporels de 546 millions de dollars; imputation pour litiges de 368 millions de dollars et imputation pour restructuration des Services bancaires en gros de 43 millions de dollars.

⁶ Pour un rapprochement de la charge d'impôts sur les bénéfices présentée et de la charge d'impôts sur les bénéfices rajustée, se reporter au tableau 11.

⁷ Les participations sans contrôle rajustés excluent les éléments à noter suivants : en 2007, amortissement des actifs incorporels de 9 millions de dollars; charges

de restructuration, coûts de privatisation et frais relatifs à la fusion de 15 millions de dollars; en 2006, amortissement des actifs incorporels de 12 millions de dollars; imputation pour restructuration du bilan de TD Banknorth de 15 millions de dollars.

⁸ La quote-part du bénéfice net d'une société liée exclut les éléments à noter suivants : en 2007, amortissement des actifs incorporels de 47 millions de dollars; en 2006, amortissement des actifs incorporels de 28 millions de dollars.

⁹ Voir des renseignements additionnels dans le tableau 3.

¹⁰ Dans le cadre de la restructuration à l'échelle mondiale de Visa USA Inc., l'Association Visa Canada et Visa International Service Association, conclue le 3 octobre 2007 (date de restructuration), la Banque a reçu des actions de la nouvelle entité mondiale (Visa Inc.) en échange de la participation de la Banque à titre de membre dans l'Association Visa Canada. Tel qu'il est exigé par les normes comptables applicables, les actions que la Banque a reçues dans Visa Inc. ont été évaluées à la juste valeur et un gain estimatif de 135 millions de dollars après impôts a été constaté dans le secteur Siège social, en fonction des résultats d'une évaluation indépendante des actions. Le gain peut faire l'objet d'un autre rajustement selon le pourcentage final de la participation de la Banque dans Visa Inc.

¹¹ L'imputation pour coûts de restructuration, coûts de privatisation et frais relatifs à la fusion de TD Banknorth comprend les éléments suivants : imputation pour restructuration de 31 millions de dollars, composée principalement des frais liés aux indemnités de départ, des frais liés à la modification des contrats d'emploi et de prime de certains dirigeants et de la dépréciation d'actifs à long terme, comprise dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis; imputation pour restructuration de 4 millions de dollars liée au transfert de fonctions entre TD Bank USA et TD Banknorth, comprise dans le secteur Siège social; imputation pour privatisation de 5 millions de dollars, principalement composée d'honoraires d'avocats et de preneurs fermes, comprise dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis; imputation de frais relatifs à la fusion de 3 millions de dollars attribuable à la conversion et aux avis aux clients relativement à l'intégration de Hudson et d'Interchange à TD Banknorth, comprise dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis. Dans l'état des résultats consolidé au 31 octobre 2007, les imputations pour restructuration sont comprises dans les coûts de restructuration alors que les imputations pour coûts de privatisation et frais relatifs à la fusion sont comprises dans les frais autres que d'intérêts.

¹² La Banque conclut des swaps sur défaillance de crédit pour couvrir le risque de crédit du portefeuille de prêts aux grandes entreprises des Services bancaires en gros. Ces swaps ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture et ils sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont passées en résultat pour la période courante. Les prêts connexes sont comptabilisés au coût après amortissement. La direction estime que cette asymétrie entre le traitement comptable des swaps sur défaillance de crédit et celui des prêts entraînerait une volatilité périodique des profits et des pertes, qui n'est représentative ni des caractéristiques économiques du portefeuille de prêts aux grandes entreprises ni de la performance de l'entreprise sous-jacente des Services bancaires en gros. Par conséquent, les swaps sur défaillance de crédit sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice dans le secteur Services bancaires en gros, et les gains et les pertes sur les swaps sur défaillance de crédit, en sus des coûts comptabilisés, sont constatés dans le secteur Siège social. Le bénéfice rajusté

exclut les gains et les pertes relatifs aux swaps sur défaillance de crédit, en sus des coûts comptabilisés. Avant le 1^{er} novembre 2006, cet élément était désigné comme «Incidence de la NOC-13 sur les activités de couverture». Dans le cadre de l'adoption des nouvelles normes sur les instruments financiers qui sont entrées en vigueur pour la Banque le 1^{er} novembre 2006, les directives de la NOC-13, «Relations de couverture», ont été remplacées par le chapitre 3865, «Couvertures», du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (ICCA).

¹³ En 2006, rajustement ponctuel pour l'incidence des résultats de TD Ameritrade, en raison du décalage de un mois entre la fin des trimestres financiers. Les résultats de la Banque englobent sa participation en actions dans TD Ameritrade du 25 janvier 2006 au 30 septembre 2006. En 2005, rajustement pour l'incidence des résultats de TD Banknorth, en raison du décalage de un mois entre la fin des trimestres financiers.

TABLEAU 3	AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS, DÉDUCTION FAITE DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES		
(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005
TD Canada Trust	175 \$	207 \$	301 \$
TD Banknorth – Amortissement des actifs incorporels – comme présenté	112	72	35
Déduire : Participations sans contrôle	9	12	2
Amortissement des actifs incorporels, montant net	103	60	33
TD Ameritrade (compris dans la quote-part du bénéfice net d'une société liée)	47	28	–
Autres	28	21	20
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices¹	353 \$	316 \$	354 \$

¹ L'amortissement des actifs incorporels est inclus dans le secteur Siège social.

PROFIT ÉCONOMIQUE ET RENDEMENT DU CAPITAL INVESTI

La Banque utilise le profit économique comme outil de mesure de la création de valeur pour les actionnaires. Le taux utilisé pour la charge au titre du capital investi correspond au coût du capital calculé à l'aide du modèle d'évaluation des actifs financiers. La charge représente un rendement minimum présumé exigé par les actionnaires ordinaires sur le capital investi de la Banque. Le but de la Banque est de générer un profit économique positif et croissant.

Le rendement du capital investi (RCI) est une variante de la mesure du profit économique qui s'avère utile comparativement au coût du capital. Le RCI et le coût du capital sont des pourcentages, tandis que le profit

économique est exprimé en dollars. Si le RCI excède le coût du capital, le profit économique est positif. Le but de la Banque est de maximiser le profit économique en générant un RCI supérieur au coût du capital.

Le profit économique et le RCI sont des mesures financières non conformes aux PCGR, puisque ce ne sont pas des termes définis par les PCGR. Le bénéfice et les autres mesures rajustés par rapport à une base autre que les PCGR n'ont pas de définition normalisée aux termes des PCGR et ils pourraient donc ne pas être comparables à des termes similaires utilisés par d'autres émetteurs. Le tableau 4 présente un rapprochement du profit économique de la Banque, du RCI et du bénéfice net rajusté. Les résultats rajustés et les termes connexes sont décrits à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque».

TABLEAU 4	RAPPROCHEMENT DU PROFIT ÉCONOMIQUE, DU RENDEMENT DU CAPITAL INVESTI ET DU BÉNÉFICE NET RAJUSTÉ		
(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005
Avoir des actionnaires ordinaires moyen	20 572 \$	17 983 \$	14 600 \$
Amortissement cumulatif moyen des écarts d'acquisition / des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	3 825	3 540	3 213
Capital investi moyen	24 397	21 523	17 813
Taux d'imputation au titre du capital investi	9,4 %	9,5 %	10,1 %
Imputation au titre du capital investi	(2 293) \$	(2 045) \$	(1 799) \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté	3 977 \$	4 581 \$	2 229 \$
Éléments à noter ayant une incidence sur le bénéfice, déduction faite des impôts sur les bénéfices	192	(1 227)	632
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté	4 169 \$	3 354 \$	2 861 \$
Profit économique	1 876 \$	1 309 \$	1 062 \$
Rendement du capital investi	17,1 %	15,6 %	16,1 %

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS EN 2007

Acquisition de Commerce Bancorp, Inc.

Le 2 octobre 2007, la Banque a annoncé la signature d'une entente définitive pour l'acquisition de la totalité de Commerce Bancorp, Inc. (Commerce) pour une contrepartie en actions et au comptant totale d'environ 8,5 milliards de dollars US à la date de l'annonce. Commerce est une société ouverte dont l'actif totalisait environ 50 milliards de dollars US au 30 septembre 2007. L'acquisition sera comptabilisée selon la méthode de l'acquisition et chaque action de Commerce sera échangée contre 0,4142 action ordinaire de la Banque et 10,50 \$ US au comptant. L'opération sera imposable pour les actionnaires de Commerce, aux fins de l'impôt sur le revenu fédéral des États-Unis, y compris les actions de la Banque qu'ils reçoivent.

La Banque a également annoncé le 2 octobre 2007 que, suivant la conclusion de l'opération, la Banque prévoit subir une charge de restructuration non récurrente d'environ 490 millions de dollars US avant impôts. Comme présenté, l'opération devrait avoir un effet dilutif à hauteur de 28 cents à l'exercice 2008 et de 22 cents en 2009 sur le bénéfice par action de la Banque, et un effet dilutif à hauteur de 10 cents en 2008 et de 0 cent en 2009 sur le bénéfice par action rajusté¹. Avec l'ajout de Commerce, la Banque comptera plus de 2 000 succursales en Amérique du Nord et presque 250 milliards de dollars en dépôts de détail. Les incidences financières prévues de l'opération supposent notamment l'intégration rapide et efficace de la Banque et de Commerce, et la réalisation des synergies de coûts

¹ Dans ces projections, les estimations, selon les PCGR et comme rajustées, du bénéfice net et du bénéfice par action (BPA) pour 2008 de la Banque se fondent sur les estimations consensuelles des analystes à la date de l'annonce de l'acquisition, et les estimations du bénéfice net et du BPA de 2009 de la Banque sont les estimations du bénéfice net et du BPA de 2008 de la Banque, rajustées au taux de croissance à long terme de 10,5 % de

l'Institutional Brokers' Estimate System (IBES). Le bénéfice futur de Commerce et tous les autres rajustements se fondent sur les estimations de gestion interne de la Banque. Les projections et estimations sont exposées à des risques et à des incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement.

attendues au niveau des montants et des échéanciers anticipés à la date de l'annonce, ainsi que l'obtention des approbations requises et le respect des autres conditions de clôture.

L'acquisition est conditionnelle à l'approbation des actionnaires de Commerce et des organismes de réglementation des États-Unis et du Canada et sous réserve d'autres conditions de clôture habituelles. Les parties ont l'intention de poster la circulaire de sollicitation de procurations / prospectus aux actionnaires en décembre et, par conséquent, l'acquisition devrait être conclue en février ou mars 2008.

TD Banknorth

Opération de privatisation

Le 20 avril 2007, la Banque a conclu la privatisation de TD Banknorth. Aux termes de cette opération, la Banque a acquis toutes les actions ordinaires en circulation de TD Banknorth qu'elle ne détenait pas encore pour 32,33 \$US par action de TD Banknorth. La contrepartie totale s'élève à 3,7 milliards de dollars au comptant (3,3 milliards de dollars US). L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. À la conclusion de l'opération, TD Banknorth est devenue une filiale en propriété exclusive de la Banque et ses actions ont été retirées de la cote de la Bourse de New York.

Par suite de l'opération, une augmentation nette d'environ 1,5 milliard de dollars au titre des écarts d'acquisition et des actifs incorporels a été portée au bilan consolidé de la Banque à la conclusion de l'opération. Les autres rajustements liés à la répartition du prix d'acquisition sont négligeables. La répartition du prix d'acquisition reste à finaliser.

Dans le cours normal de la présentation de l'information financière de la Banque, les résultats de TD Banknorth sont consolidés avec un décalage de un mois.

Acquisition d'Interchange Financial Services Corporation

TD Banknorth a conclu son acquisition d'Interchange le 1^{er} janvier 2007 pour une contrepartie au comptant totale de 545 millions de dollars (468,1 millions de dollars US), principalement financée par la vente par TD Banknorth de treize millions de ses propres actions ordinaires à la Banque pour une contrepartie de 472 millions de dollars (405 millions de dollars US). Par conséquent, 1,9 milliard de dollars d'actifs et 1,4 milliard de dollars de passifs ont été inclus dans le bilan consolidé intermédiaire de la Banque à la date de l'acquisition. TD Banknorth consolide les résultats financiers d'Interchange.

TD Ameritrade

TD Ameritrade a annoncé deux programmes de rachat d'actions ordinaires en 2006 visant un nombre total de 32 millions d'actions. Par suite des activités de rachat d'actions de TD Ameritrade, la participation directe de la Banque dans TD Ameritrade a augmenté au-dessus de la limite de participation de 39,9 % aux termes de la convention d'actionnaires. Conformément à ses intentions annoncées auparavant, la Banque a vendu trois millions d'actions de TD Ameritrade au deuxième trimestre afin de ramener sa participation directe à 39,9 %. La Banque a comptabilisé un gain de 6 millions de dollars découlant de cette vente.

Au 31 octobre 2007, la participation réelle de la Banque dans TD Ameritrade atteignait 39,99 % en raison des activités continues de rachat d'actions de TD Ameritrade. La Banque entend vendre des actions de TD Ameritrade afin de diminuer sa participation réelle dans TD Ameritrade en qualité de propriétaire à la limite de participation de 39,9 % prévue dans la convention d'actionnaires, ou sous cette limite.

En outre, du fait de la consolidation des états financiers de Lillooet Limited (Lillooet) dans les états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007, les actions de TD Ameritrade détenues par Lillooet ont été intégrées dans le placement comptabilisé de la Banque dans TD Ameritrade. La Banque a comptabilisé le bénéfice de TD Ameritrade lié aux actions de TD Ameritrade détenues par Lillooet pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 28 afférente aux états financiers consolidés.

APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS

Bénéfice net

APERÇU

- **Le bénéfice net comme présenté s'est établi à 3 997 millions de dollars, en baisse de 606 millions de dollars, ou 13 %, par rapport à 2006.**
- **Le bénéfice net rajusté a atteint 4 189 millions de dollars, soit une augmentation de 813 millions de dollars, ou 24 %, en regard de 2006.**

Le bénéfice net comme présenté s'est établi à 3 997 millions de dollars comparativement à 4 603 millions de dollars en 2006. Cette diminution est entièrement due au gain sur dilution de 1 665 millions de dollars tiré de la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade enregistré en 2006, en partie contrebalancé par un bénéfice d'exploitation plus élevé. Le bénéfice net rajusté a atteint 4 189 millions de dollars, contre 3 376 millions de dollars en 2006. L'augmentation du bénéfice net rajusté a été induite par la croissance des bénéfices de tous les secteurs d'exploitation d'un exercice par rapport à l'autre, de même que par une perte moins élevée dans le secteur Siège social. Le bénéfice net des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada a grimpé de 287 millions de dollars, attisé par la croissance des volumes, la hausse des revenus tirés des activités d'assurances et l'amélioration des revenus tirés des frais. Pour les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, le bénéfice net rajusté a progressé de 104 millions de dollars. La progression tient surtout à l'accroissement des participations détenues par la Banque par suite de la privatisation de TD Banknorth le 20 avril 2007. Les activités

canadiennes de Gestion de patrimoine ont fait croître le bénéfice net de 91 millions de dollars, surtout grâce à l'augmentation des actifs gérés et des actifs administrés. La contribution au bénéfice net de TD Ameritrade a monté de 81 millions de dollars pour l'exercice du fait d'une participation économique accrue et d'une forte croissance des revenus. Le bénéfice net rajusté des Services bancaires en gros s'est renforcé de 160 millions de dollars, surtout en raison des solides résultats qu'ont générés les marchés financiers.

Le bénéfice dilué par action comme présenté a été de 5,48 \$, contre 6,34 \$ en 2006. Le bénéfice dilué par action rajusté a atteint 5,75 \$, en hausse de 23 % par rapport à 4,66 \$ en 2006. L'augmentation du bénéfice dilué par action rajusté est liée à la hausse du bénéfice net rajusté.

PCGR DES ÉTATS-UNIS (se reporter à la rubrique «Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis», qui figure dans le rapport annuel 2007 de la Banque sur le formulaire 40-F déposé auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et accessible sur le site Web de la Banque à www.td.com/investor/index.jsp et sur le site Web de la SEC à www.sec.gov).

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires selon les PCGR des États-Unis s'est établi à 4 053 millions de dollars, par rapport à 3 977 millions de dollars selon les PCGR du Canada. Le fait que le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires soit plus élevé selon les PCGR des États-Unis tient à la comptabilisation de gains latents liés au reclassement de certains titres, qui, de disponibles à la vente sont passés à détenus à des fins de transaction, ainsi qu'à une augmentation du bénéfice attribuable à l'annulation de la désignation de certaines relations de couverture de juste valeur et de flux de trésorerie qui ont été désignées selon les PCGR du Canada en date du 1^{er} novembre 2006.

APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS

Revenus

APERÇU

- Le total des revenus a augmenté de 1 089 millions de dollars, ou 8 %, par rapport au total de l'exercice précédent.
- Le revenu d'intérêts net marque une hausse de 553 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à celui de l'exercice précédent.
- Les autres revenus ont monté de 536 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à l'exercice précédent.

REVENU D'INTÉRÊTS NET

Le revenu d'intérêts net pour 2007 a atteint 6 924 millions de dollars, soit une augmentation de 553 millions de dollars ou 9 %. Le revenu d'intérêts net des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada a progressé de 522 millions de dollars, et ce, en grande partie sous l'effet d'une poussée des volumes de produits. Du côté des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, la progression du revenu d'intérêts net découle principalement de l'incidence pour un exercice entier de l'acquisition de Hudson et d'Interchange. Quant aux Services bancaires en gros, le revenu d'intérêts net s'est amélioré en grande partie du fait de la hausse du revenu d'intérêt net lié aux activités de négociation. Ces augmentations ont été en partie annulées par une perte de revenu d'intérêts net liée à l'incidence de la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade.

Marge d'intérêt nette

La marge d'intérêt nette a gagné 4 points de base en 2007, passant à 2,06 % en regard de 2,02 % en 2006. L'augmentation résulte d'une légère hausse de la marge dans le secteur des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, d'une montée du revenu d'intérêts net dans le secteur des Services bancaires en gros, et de l'incidence de la variation de la composition générale des produits de la Banque. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par une légère compression des marges dans le secteur des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis.

REVENU D'INTÉRÊTS NET
(en millions de dollars canadiens)



TABLEAU 5 **REVENU D'INTÉRÊTS NET SUR LES SOLDES MOYENS PRODUCTIFS¹**

(en millions de dollars canadiens)

	2007			2006			2005		
	Solde moyen	Intérêt	Taux moyen	Solde moyen	Intérêt	Taux moyen	Solde moyen	Intérêt	Taux moyen
Actifs productifs									
Dépôts auprès de banques	12 184 \$	357 \$	2,93 %	11 680 \$	302 \$	2,59 %	10 654 \$	415 \$	3,90 %
Valeurs mobilières									
Détenues à des fins de transaction	81 756	3 124	3,82	76 679	2 653	3,46	77 906	2 536	3,26
Détenues à des fins autres que de transaction	43 970	1 642	3,73	—	—	—	—	—	—
Titres de placement	—	—	—	40 172	1 782	4,44	32 354	1 503	4,65
Total des valeurs mobilières	125 726	4 766	3,79	116 851	4 435	3,80	110 260	4 039	3,66
Valeurs mobilières prises en pension	31 960	1 829	5,72	30 910	1 413	4,57	27 253	907	3,33
Prêts									
Prêts hypothécaires	63 991	3 471	5,42	60 325	3 131	5,19	58 033	2 807	4,84
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	64 502	4 510	6,99	62 797	4 036	6,43	55 975	3 067	5,48
Cartes de crédit	5 467	731	13,37	3 830	509	13,29	2 690	323	12,01
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	31 913	2 188	6,86	28 562	1 743	6,10	23 288	1 218	5,23
Total des prêts	165 873	10 900	6,57	155 514	9 419	6,06	139 986	7 415	5,30
Total des actifs productifs	335 743 \$	17 852 \$	5,32 %	314 955 \$	15 569 \$	4,94 %	288 153 \$	12 776 \$	4,43 %
Passifs portant intérêt									
Dépôts									
Particuliers	144 364 \$	3 733 \$	2,59 %	132 135 \$	3 027 \$	2,29 %	122 032 \$	2 509 \$	2,06 %
Banques	19 954	814	4,08	15 874	661	4,16	14 683	462	3,15
Entreprises et gouvernements	105 196	3 700	3,52	105 252	3 393	3,22	99 827	2 158	2,16
Total des dépôts	269 514	8 247	3,06	253 261	7 081	2,80	236 542	5 129	2,17
Billets et débentures subordonnés	9 061	484	5,34	6 956	388	5,58	5 626	328	5,83
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert et mises en pension	46 487	2 088	4,49	44 287	1 603	3,62	34 499	1 164	3,37
Actions privilégiées et titres de fiducie de capital	1 797	109	6,07	1 790	126	7,04	2 215	147	6,64
Total des passifs portant intérêt	326 859 \$	10 928 \$	3,34 %	306 294 \$	9 198 \$	3,00 %	278 882 \$	6 768 \$	2,43 %
Total du revenu d'intérêts net sur les actifs moyens productifs	335 743 \$	6 924 \$	2,06 %	314,955 \$	6 371 \$	2,02 %	288 153 \$	6 008 \$	2,09 %

¹ Le revenu d'intérêts net comprend les dividendes sur les valeurs mobilières.

TABLEAU 6	ANALYSE DES MOUVEMENTS DU REVENU D'INTÉRÊTS NET					
	2007 par rapport à 2006			2006 par rapport à 2005		
	Mouvement favorable (défavorable) attribuable à la variation du			Mouvement favorable (défavorable) attribuable à la variation du		
	Volume moyen	Taux moyen	Mouvement net	Volume moyen	Taux moyen	Mouvement net
Total des actifs productifs	1 028 \$	1 255 \$	2 283 \$	1 332 \$	1 461 \$	2 793 \$
Total des passifs portant intérêt	(645)	(1 085)	(1 730)	(742)	(1 688)	(2 430)
Revenu d'intérêts net	383 \$	170 \$	553 \$	590 \$	(227) \$	363 \$

AUTRES REVENUS

Les autres revenus ont été de 7 357 millions de dollars pour 2007, en hausse de 536 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à 2006.

Le secteur des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada a affiché une hausse de 275 millions de dollars des autres revenus liée à l'augmentation des frais de service, des services de cartes, du revenu d'assurance et des monnaies étrangères détenues à des fins autres que de transaction. Les autres revenus du secteur de la Gestion de patrimoine ont progressé en raison d'une hausse des actifs administrés, d'une augmentation du nombre d'opérations par jour et d'une progression des actifs gérés de fonds communs de placement, en partie enrayées par une baisse des revenus de commission attribuable à l'incidence pour un exercice entier de la vente de TD Waterhouse U.S.A.

à Ameritrade. La progression de 19 % des autres revenus des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis est principalement attribuable à l'incidence pour un exercice entier de l'acquisition de Hudson et d'Interchange et d'autres initiatives de révision des frais. Les autres revenus des Services bancaires en gros ont fléchi en regard de 2006 étant donné que la montée des revenus de syndication, des honoraires de fusion et d'acquisition et de la prise ferme d'actions et de titres d'emprunt a été plus que neutralisée par la baisse du revenu de négociation. Les autres revenus ont également augmenté, en raison d'un gain de 163 millions de dollars lié à la restructuration de Visa et d'une perte nette sur valeurs mobilières de 52 millions de dollars en 2006 attribuable à la restructuration du bilan du secteur des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis.

TABLEAU 7	AUTRES REVENUS			
	2007 par rapport à 2006			
(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005	Variation en %
Services de placement et de valeurs mobilières :				
Courtage à escompte	445 \$	567 \$	881 \$	(21,5) %
Services de courtage traditionnel et autres services de valeurs mobilières	1 087	988	927	10,0
Fonds communs de placement	868	704	671	23,3
Commissions sur crédit	420	371	343	13,2
Gains nets sur valeurs mobilières	326	305	242	6,9
Revenu (perte) de négociation	591	797	147	(25,8)
Revenus tirés des instruments financiers désignés comme couvertures selon l'option de la juste valeur	(55)	–	–	–
Frais de service	1 019	937	787	8,8
Titrisations de prêts	397	346	414	14,7
Services de cartes	457	383	279	19,3
Assurances, déduction faite des règlements	1 005	896	826	12,2
Honoraires de fiducie	133	130	111	2,3
Divers	664	397	323	67,3
Total	7 357 \$	6 821 \$	5 951 \$	7,9 %

REVENU LIÉ AUX ACTIVITÉS DE NÉGOCIATION

Le revenu lié aux activités de négociation, soit le total du revenu d'intérêts net sur les positions de négociation et du revenu de négociation présenté dans les autres revenus, a baissé de 234 millions de dollars ou 32 % en regard de 2006. La baisse fait principalement suite au repli du revenu de négociation tiré du crédit attribuable à la volatilité dans les marchés du crédit et à la rupture des relations traditionnelles entre les prix des obligations de sociétés et des swaps sur défaillance de crédit dans la seconde moitié de l'exercice. En outre, le rendement des opérations sur actions a été plus faible.

La proportion du revenu lié aux activités de négociation qui est attribuable au revenu d'intérêts net et celle attribuable au revenu de négociation dépendent beaucoup du niveau des taux d'intérêt, qui influe sur les coûts de financement de nos portefeuilles de négociation. En général, lorsque les taux d'intérêt montent, le revenu d'intérêts net diminue et le revenu de négociation présenté dans les autres revenus augmente. La direction estime que le total du revenu lié aux activités de négociation est une mesure appropriée du rendement des activités de négociation.

TABLEAU 8 REVENU LIÉ AUX ACTIVITÉS DE NÉGOCIATION¹

Revenu lié aux activités de négociation		2007 par rapport à 2006		
(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005	Variation en %
Revenu d'intérêts net	(55) \$	(65) \$	457 \$	(15,4)
Revenu de négociation				
Valeurs mobilières et dérivés détenus à des fins de transaction	591	797	147	(25,9)
Prêts désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur	(38)	–	–	–
Total du revenu de négociation	553 \$	797 \$	147 \$	(30,6)
Total du revenu lié aux activités de négociation	498 \$	732 \$	604 \$	(32,0)
Par produit				
Portefeuilles – titres portant intérêt et instruments de crédit	239 \$	362 \$	370 \$	(34,0)
Portefeuilles – monnaies étrangères	312	306	248	2,0
Portefeuilles – actions et autres	(15)	64	(14)	(123,4)
Prêts désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur	(38)	–	–	–
Total du revenu lié aux activités de négociation	498 \$	732 \$	604 \$	(32,0)

¹ Le revenu lié aux activités de négociation comprend le revenu de négociation tiré des valeurs mobilières, des dérivés et des prêts désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur, ainsi que le revenu d'intérêts net tiré des instruments détenus à des fins de transaction.

APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS

Frais

APERÇU

- Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 160 millions de dollars, ou 2 %, en regard de l'exercice 2006.
- Le ratio d'efficacité comme présenté s'est établi à 62,8 %.
- Le ratio d'efficacité rajusté a été de 59,6 %, ce qui représente une amélioration de 260 points de base par rapport à l'exercice précédent.

FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊTS

Les frais autres que d'intérêts pour 2007 se sont établis à 8 975 millions de dollars, contre 8 815 millions de dollars pour 2006, soit une hausse de 160 millions de dollars. La hausse des frais s'explique par la croissance qu'ont connue la plupart des unités d'exploitation. Les frais des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont monté de 170 millions de dollars, principalement en raison de l'augmentation des charges salariales et des avantages sociaux, sous l'effet surtout de l'ouverture de succursales et de l'accroissement des charges de rémunération des employés. L'augmentation de 12 % dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis reflète principalement l'incidence pour un exercice entier de l'inclusion des résultats de Hudson et de l'acquisition en 2007 d'Interchange. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par la diminution des frais autres que d'intérêts dans les secteurs Gestion de patrimoine et Services bancaires en gros. Gestion de patrimoine a vu ses frais décroître de 24 millions de dollars, compte tenu surtout de l'incidence de la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade sur un exercice entier, laquelle a été en partie contrebalancée par les paiements plus élevés aux vendeurs de fonds communs de placement de la Banque en raison de la croissance des volumes, et par l'augmentation de la rémunération de l'effectif de vente des services de conseil. La baisse des frais des Services bancaires en gros s'explique essentiellement par la diminution des frais liés à la sortie de certaines activités de produits structurés.

RATIO D'EFFICACITÉ

Le ratio d'efficacité mesure l'efficacité de l'exploitation. Il est calculé d'après les frais autres que d'intérêts exprimés en pourcentage du total des revenus. Un pourcentage plus faible indique une meilleure efficacité de nos activités.

Le ratio d'efficacité global présenté par la Banque s'est affaibli sous l'effet du gain sur dilution découlant de la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade en 2006. Sur une base rajustée, le ratio d'efficacité s'est amélioré de 260 points de base, puisqu'il est passé de 62,2 % en 2006 à 59,6 %, la croissance des revenus continuant à dépasser celle des frais. Ce sont les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et les Services bancaires en gros qui ont le plus contribué à cette amélioration grâce à la forte croissance des revenus et à une gestion minutieuse des dépenses. Le ratio d'efficacité de Gestion de patrimoine s'est également amélioré du fait de la solide croissance des revenus et de l'incidence positive de la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade.

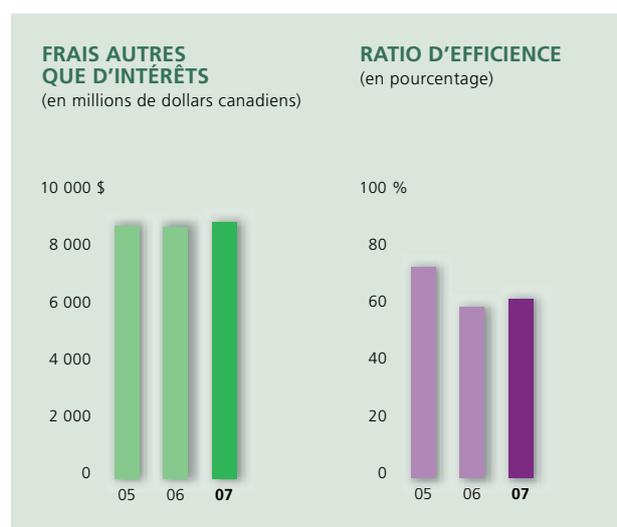


TABLEAU 9		FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊTS ET RATIO D'EFFICIENCE			
(en millions de dollars canadiens)		2007 par rapport à 2006			
	2007	2006	2005	Variation en %	
Salaires et avantages sociaux					
Salaires	2 737 \$	2 700 \$	2 544 \$	1,4 %	
Rémunération au rendement	1 286	1 207	1 139	6,5	
Prestations de retraite et autres avantages sociaux	583	578	535	0,9	
Total des salaires et des avantages sociaux	4 606	4 485	4 218	2,7	
Frais d'occupation des locaux					
Loyers	390	371	373	5,1	
Amortissement	163	160	147	1,9	
Impôt foncier	21	21	17	-	
Divers	162	149	139	8,7	
Total des frais d'occupation des locaux	736	701	676	5,0	
Frais de matériel et de mobilier					
Loyers	192	200	192	(4,0)	
Amortissement	199	183	175	8,7	
Divers	223	216	242	3,2	
Total des frais de matériel et de mobilier	614	599	609	2,5	
Amortissement des autres actifs incorporels	499	505	546	(1,2)	
Coûts de restructuration	67	50	43	34,0	
Marketing et développement des affaires	445	470	469	(5,3)	
Frais liés aux activités de courtage	233	222	263	5,0	
Services professionnels et consultatifs	488	540	519	(9,6)	
Communications	193	201	205	(4,0)	
Divers					
Impôts et taxe sur le capital et taxe d'affaires	196	205	167	(4,4)	
Affranchissement	122	121	108	0,8	
Déplacements et déménagements	84	87	78	(3,4)	
Divers	692	629	943	10,0	
Total des divers frais	1 094	1 042	1 296	5,0	
Total des frais	8 975 \$	8 815 \$	8 844 \$	1,8 %	
Ratio d'efficacité – comme présenté	62,8 %	59,8 %	74,0 %	300 points de base	
Ratio d'efficacité – rajusté	59,6	62,4	65,2	(280)	

APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS

Impôts

Le total comme présenté de la charge d'impôts sur les bénéfices et des autres impôts et taxes a baissé de 26 millions de dollars, ou 1,7 %, par rapport à 2006. La charge d'impôts comme présentée a reculé de 21 millions de dollars, ou 2,4 %, par rapport à 2006. Les autres impôts et taxes ont diminué de 5 millions de dollars, ou 1,7 %, en regard de 2006. Le total rajusté de la charge d'impôts sur les bénéfices et des autres impôts et taxes s'est résorbé de 112 millions de dollars, ou 6,3 %, par rapport à 2006. La charge d'impôts exigibles rajustée s'est repliée de 107 millions de dollars, ou 9,7 %, par rapport à 2006.

Le taux d'impôt sur les bénéfices réel de la Banque comme présenté a été de 18,3 % pour 2007 par rapport à 15,8 % en 2006. La hausse est attribuable dans une large mesure au gain sur dilution net découlant de l'opération avec Ameritrade en 2006 qui était assortie d'une charge d'impôts limitée. Cet élément a été en partie compensé par l'incidence accrue des revenus non imposables reçus et des activités internationales sur le taux d'impôt, comparativement à 2006. Le taux d'impôt sur les bénéfices réel rajusté a été de 20,1 % pour 2007, comparativement à 24,4 % en 2006.

Avant la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade visant à créer TD Ameritrade, les états financiers présentaient séparément les résultats avant et après impôts de TD Waterhouse U.S.A. La Banque présente son placement dans TD Ameritrade selon la méthode de la comptabilisation à la valeur d'acquisition; la charge d'impôts de 173 millions de dollars pour l'exercice ne fait pas partie du rapprochement des taux d'impôt.

TABLEAU 10		IMPÔTS				
(en millions de dollars canadiens)		2007		2006		2005
Impôts au taux d'impôt sur les bénéfices canadien prévu par la loi	1 627 \$	34,9 %	1 934 \$	35,0 %	1 072 \$	35,0 %
Augmentation (diminution) attribuable aux éléments suivants :						
Dividendes reçus	(423)	(9,1) %	(234)	(4,2) %	(232)	(7,6) %
Écarts de taux liés aux activités internationales	(336)	(7,2) %	(248)	(4,5) %	(215)	(7,0) %
Éléments liés aux gains et pertes sur dilution	-	- %	(582)	(10,5) %	163	5,3 %
Divers	(15)	(0,3) %	4	- %	(89)	(2,9) %
Charge d'impôts sur les bénéfices et taux d'impôt sur les bénéfices réel – comme présentés	853 \$	18,3 %	874 \$	15,8 %	699 \$	22,8 %

TABLEAU 11	RAPPROCHEMENT DE LA CHARGE D'IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES NON CONFORME AUX PCGR		
(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005
Charge d'impôts sur les bénéfices – comme présentée	853 \$	874 \$	699 \$
Augmentation (diminution) attribuable aux éléments à noter suivants :			
Amortissement des actifs incorporels	184	205	192
Gain lié à la restructuration de Visa	(28)	–	–
Coûts de restructuration, coûts de privatisation et frais relatifs à la fusion de TD Banknorth	28	–	–
Gain sur dilution de l'opération avec Ameritrade, déduction faite des coûts	–	34	–
Imputation pour restructuration du bilan de TD Banknorth	–	18	–
Imputation pour restructuration des Services bancaires en gros	–	15	14
Variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises	(16)	(4)	(10)
Imputations fiscales liées aux restructurations	–	–	(163)
Autres éléments fiscaux	–	(24)	98
Pertes sur portefeuille d'instruments dérivés structurés	–	–	53
Imputation pour litiges	–	–	130
Recouvrements de pertes sur portefeuille de prêts secondaires (provisions sectorielles)	–	–	(102)
Reprise de provisions générales	(21)	(21)	(12)
Établissement initial de la provision spécifique pour prêts sur cartes de crédit et prêts pour découverts	–	10	–
Incidence fiscale – éléments à noter	147	233	200
Charge d'impôts sur les bénéfices – rajustée	1 000	1 107	899
Autres impôts et taxes :			
Charges sociales	218	199	222
Impôts et taxes sur le capital et sur les primes	191	197	161
TPS et taxes de vente provinciales	170	184	178
Taxes municipales et taxes d'affaires	89	93	84
Total des autres impôts et taxes	668	673	645
Total des impôts et taxes – rajusté	1 668 \$	1 780 \$	1 544 \$
Taux d'impôt sur les bénéfices réel – rajusté¹	20,1 %	24,4 %	23,1 %

¹ Le taux d'impôt sur les bénéfices réel rajusté correspond à la charge d'impôts sur les bénéfices rajustée avant les autres impôts et taxes en pourcentage du bénéfice net rajusté avant les impôts et taxes.

APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS

Information financière trimestrielle

SOMMAIRE DU RENDEMENT DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2007

Pour le quatrième trimestre de 2007, le bénéfice net comme présenté s'est établi à 1 094 millions de dollars, contre 762 millions de dollars pour le dernier trimestre de 2006. Le bénéfice dilué par action comme présenté a atteint 1,50 \$ pour le trimestre, par rapport à 1,04 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Le bénéfice net rajusté pour le trimestre a été de 1 021 millions de dollars, alors qu'il avait été de 875 millions de dollars pour le quatrième trimestre de 2006. Le bénéfice dilué par action rajusté s'est établi à 1,40 \$ pour le trimestre, par rapport à 1,20 \$ au quatrième trimestre de 2006. Tous les secteurs d'exploitation ont contribué à la hausse du bénéfice net rajusté. Le bénéfice net du secteur des Services bancaires personnels et commerciaux du Canada a atteint 572 millions de dollars, une augmentation de 71 millions de dollars, ou 14 %, par rapport au quatrième trimestre de 2006. Les secteurs Gestion de patrimoine et Services bancaires en gros ont également contribué à la hausse par une croissance de leurs bénéfices de respectivement 31 % et 8 %. Le bénéfice des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis a progressé de 61 millions de dollars au quatrième trimestre, en raison surtout de l'augmentation de la participation dans TD Banknorth par suite de la privatisation de celle-ci.

Les revenus ont augmenté de 232 millions de dollars, ou 7 %, en regard du quatrième trimestre de 2006, sous l'effet de gains enregistrés au titre du revenu d'intérêts net et des autres revenus. Du côté des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, les revenus se sont accrus de 11 % avec la hausse des volumes pour la plupart des produits. Dans le secteur Gestion de patrimoine, les revenus ont progressé de 15 % étant donné l'augmentation des actifs gérés et administrés et la hausse des volumes liés au courtage à escompte. Les revenus du secteur des Services bancaires en gros ont augmenté de 7 %, sous l'effet en

grande partie de la hausse du revenu lié aux activités de négociation. Le gain de 163 millions de dollars avant impôts lié à Visa a également contribué à la hausse des autres revenus.

La provision pour pertes sur créances, comme présentée, a diminué de 31 millions de dollars en regard du quatrième trimestre de 2006, en particulier pour refléter une reprise de provisions générales de 60 millions de dollars au cours du trimestre écoulé et l'établissement initial, au cours du quatrième trimestre de 2006, de la provision spécifique pour prêts sur cartes de crédit et prêts pour découverts de 28 millions de dollars. Sur une base rajustée, la provision pour pertes sur créances a augmenté de 57 millions de dollars. Dans le secteur des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, la provision pour pertes sur créances a augmenté de 44 millions de dollars, essentiellement du fait des volumes de prêts aux particuliers et de cartes de crédit. Dans le secteur des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, la provision pour pertes sur créances a augmenté également, étant donné une hausse des prêts douteux nets liée à un ralentissement du marché de la construction immobilière résidentielle aux États-Unis.

Pour le trimestre, les frais ont augmenté de 30 millions de dollars par rapport au quatrième trimestre de 2006. L'augmentation est attribuable à une hausse de 46 millions de dollars des frais autres que d'intérêts dans le secteur des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, qui s'explique surtout par l'augmentation des coûts de rémunération de l'effectif et l'investissement dans de nouvelles succursales, ainsi que par la hausse des frais dans le secteur Gestion de patrimoine. Ces hausses ont été neutralisées par des compressions de frais dans les secteurs des Services bancaires en gros et des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, ainsi qu'au Siège social.

Le taux d'imposition réel de la Banque a été de 13,1 % pour le trimestre, contre 18,7 % pour le dernier trimestre de 2006. La baisse s'explique surtout par la hausse des revenus non imposables reçus au cours du trimestre sur les opérations sur actions.

Pour obtenir une analyse des résultats trimestriels par secteur d'exploitation, consulter le communiqué de presse sur les résultats du quatrième trimestre de 2007 de la Banque daté du 29 novembre 2007.

TABLEAU 12	RÉSULTATS TRIMESTRIELS							
	(en millions de dollars canadiens)							
	2007				2006			
	Trimestres terminés les				Trimestres terminés les			
	31 octobre	31 juillet	30 avril	31 janvier	31 octobre	31 juillet	30 avril	31 janvier
Revenu d'intérêts net	1 808 \$	1 783 \$	1 662 \$	1 671 \$	1 714 \$	1 623 \$	1 427 \$	1 607 \$
Autres revenus	1 742	1 899	1 882	1 834	1 604	1 688	1 712	1 817
Total des revenus	3 550	3 682	3 544	3 505	3 318	3 311	3 139	3 424
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	(139)	(171)	(172)	(163)	(170)	(109)	(16)	(114)
Frais autres que d'intérêts	(2 241)	(2 216)	(2 297)	(2 221)	(2 211)	(2 170)	(2 124)	(2 310)
Gain sur dilution, montant net	–	–	–	–	–	–	(5)	1 564
Charge d'impôts sur les bénéfices	(153)	(248)	(234)	(218)	(175)	(235)	(244)	(220)
Participations sans contrôle dans les filiales, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(8)	(13)	(27)	(47)	(48)	(52)	(47)	(37)
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices	85	69	65	65	48	51	35	–
Bénéfice net – comme présenté	1 094	1 103	879	921	762	796	738	2 307
Éléments à noter ayant une incidence sur le bénéfice net, déduction faite des impôts sur les bénéfices :								
Amortissement des actifs incorporels	99	91	80	83	87	61	86	82
Gain lié à la restructuration de Visa	(135)	–	–	–	–	–	–	–
(Gain) perte sur dilution de l'opération avec Ameritrade, déduction faite des coûts	–	–	–	–	–	–	5	(1 670)
Perte sur dilution liée à l'acquisition de Hudson par TD Banknorth	–	–	–	–	–	–	–	72
Imputation pour restructuration du bilan de TD Banknorth	–	–	–	–	–	–	–	19
Imputation pour restructuration des Services bancaires en gros	–	–	–	–	–	–	–	35
Coûts de restructuration, coûts de privatisation et frais relatifs à la fusion de TD Banknorth	–	–	43	–	–	–	–	–
Variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises	2	(30)	(7)	5	8	5	(10)	(10)
Autres éléments fiscaux	–	–	–	–	–	24	–	–
Établissement initial de la provision spécifique pour prêts sur cartes de crédit et prêts pour découverts	–	–	–	–	18	–	–	–
Reprise de provisions générales	(39)	–	–	–	–	–	(39)	–
Total des rajustements pour les éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(73)	61	116	88	113	90	42	(1 472)
Bénéfice net – rajusté	1 021	1 164	995	1 009	875	886	780	835
Dividendes sur actions privilégiées	(5)	(2)	(7)	(6)	(5)	(6)	(6)	(5)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté	1 016 \$	1 162 \$	988 \$	1 003 \$	870 \$	880 \$	774 \$	830 \$
(en dollars canadiens)								
Bénéfice de base par action								
– comme présenté	1,52 \$	1,53 \$	1,21 \$	1,27 \$	1,05 \$	1,10 \$	1,02 \$	3,23 \$
– rajusté	1,42	1,61	1,37	1,40	1,21	1,22	1,10	1,16
Bénéfice dilué par action								
– comme présenté	1,50	1,51	1,20	1,26	1,04	1,09	1,01	3,20
– rajusté	1,40	1,60	1,36	1,38	1,20	1,21	1,09	1,15
Rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires	20,8 %	21,0 %	17,1 %	18,2 %	15,7 %	16,8 %	16,5 %	55,4 %
(en milliards de dollars canadiens)								
Actifs productifs moyens	341 \$	329 \$	336 \$	337 \$	321 \$	314 \$	318 \$	308 \$
Marge d'intérêt nette en pourcentage des actifs productifs moyens	2,10 %	2,15 %	2,03 %	1,97 %	2,12 %	2,05 %	1,84 %	2,07 %

Description des activités

Aux fins de la présentation de l'information de gestion, l'exploitation et les activités de la Banque s'articulent autour des secteurs d'exploitation suivants : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Gestion de patrimoine, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et Services bancaires en gros.

Les **Services bancaires personnels et commerciaux au Canada** comprennent les services bancaires aux particuliers et aux entreprises que la Banque offre au Canada de même que les prêts automobiles et les prêts à la consommation, ainsi que les activités mondiales d'assurances de la Banque (à l'exclusion des États-Unis). Sous la bannière TD Canada Trust, les activités de détail offrent un éventail complet de produits et services financiers à environ 11 millions de particuliers et de petites entreprises. En tant que fournisseur de services clients de premier plan, TD Canada Trust offre partout, en tout temps, des solutions bancaires par téléphone, par Internet, par plus de 2 500 guichets automatiques bancaires et par un réseau de 1 070 succursales réparties dans tout le pays. Les Services bancaires commerciaux TD répondent aux besoins des moyennes entreprises canadiennes en leur offrant une vaste gamme personnalisée de produits et services financiers, de placement, de gestion de trésorerie et de commerce international, sans oublier des produits et services bancaires courants. Sous les bannières TD Assurance et TD Meloche Monnex, la Banque offre au Canada un large éventail de produits d'assurances, notamment l'assurance habitation, auto, vie et soins de santé ainsi que la protection de crédit sur les produits de prêts de TD Canada Trust.

Gestion de patrimoine offre une vaste gamme de produits et services de placement sous différentes bannières à une clientèle vaste et diversifiée de particuliers et d'institutions dans le monde entier. Le secteur Gestion de patrimoine est l'un des plus importants gestionnaires d'actifs du Canada, selon la part de marché des actifs, et est formé d'un certain nombre d'entreprises de conseil, de distribution et de gestion d'actifs, y compris TD Waterhouse, Fonds mutuels TD et Gestion de Placements TD Inc. (GPTD). Les canaux de courtage à escompte de Gestion de patrimoine servent des clients au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni. Les clients de Gestion de patrimoine aux États-Unis sont servis par TD Ameritrade, qui propose un éventail complet de services dont un programme de premier plan destiné aux investisseurs actifs et des solutions pour les investisseurs à long terme. Au Canada, Courtage à escompte, Planification financière et Services aux clients privés répondent aux besoins de différents groupes de clients de détail à toutes les étapes de leur cycle de placement. Courtage à escompte domine l'industrie tant en termes de prix que de service. À la clôture de l'exercice, Gestion de patrimoine avait des actifs administrés de 185 milliards de dollars et des actifs gérés de 160 milliards de dollars.

Les **Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis** comprennent les activités de services bancaires personnels et commerciaux de la Banque aux États-Unis. Sous la bannière TD Banknorth, cette entreprise offre des services financiers à plus de 1,5 million de ménages dans les États du nord-est et du centre du littoral de l'Atlantique des États-Unis. L'entreprise, dont le siège social est situé à Portland (Maine), offre des services bancaires commerciaux, d'assurances et de gestion de patrimoine, ainsi que des services bancaires hypothécaires et d'autres services financiers. TD Banknorth distribue ses produits et services par l'intermédiaire d'un réseau de 617 succursales et 761 guichets automatiques. Les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis de la Banque devraient prendre de l'essor dès la clôture de l'acquisition proposée de Commerce en 2008. Cette acquisition devrait ajouter environ 49 milliards de dollars US d'actifs corporels et 46 milliards de dollars US de dépôts dans la région du centre du littoral de l'Atlantique et en Floride.

Les **Services bancaires en gros** servent une clientèle diversifiée, constituée de grandes entreprises, de gouvernements et de clients institutionnels sur les principaux marchés des capitaux du monde. Sous la bannière Valeurs Mobilières TD, les Services bancaires en gros offrent une vaste gamme de produits et services pour les marchés financiers et les placements, dont les suivants : prise ferme et distribution de nouvelles émissions d'actions et de titres de créance, fourniture de conseils sur les acquisitions et dessaisissements stratégiques, exécution d'opérations courantes et satisfaction des besoins de placement.

Les autres activités commerciales de la Banque ne sont pas considérées comme des secteurs isolables et sont, par conséquent, regroupées au sein du secteur Siège social. Ce secteur comprend l'incidence des programmes de titrisation d'actifs, la gestion de trésorerie, les provisions générales pour pertes sur créances, l'élimination de certains rajustements en équivalence fiscale, les économies fiscales au niveau de l'entreprise, ainsi que les revenus et les frais résiduels non répartis.

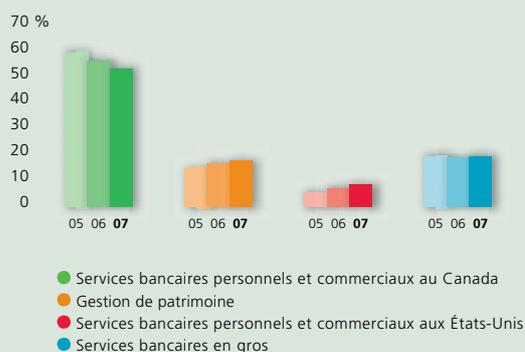
Les résultats de chaque secteur d'exploitation reflètent les revenus, les frais, les actifs et les passifs liés aux activités du secteur. La Banque mesure et évalue le rendement de chaque secteur d'après les résultats rajustés, le cas échéant, et, pour ces secteurs, elle indique que la mesure est rajustée. L'amortissement des frais liés aux actifs incorporels est inclus dans le secteur Siège social. Par conséquent, le bénéfice net des secteurs d'exploitation est présenté avant l'amortissement des actifs incorporels, ainsi que tout autre élément à noter non attribué aux secteurs d'exploitation, y compris les éléments que la direction ne considère pas comme étant sous le contrôle des secteurs d'exploitation. Pour de l'information détaillée, se reporter à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque». Pour de l'information sur les mesures du profit économique et du rendement du capital investi de la Banque, lesquelles sont des mesures non conformes aux PCGR, se reporter à la page 16. De l'information sectorielle est également présentée à la note 27 afférente aux états financiers consolidés de la Banque.

Le revenu d'intérêts net au sein des Services bancaires en gros est présenté en équivalence fiscale, ce qui signifie que la valeur des bénéfices non imposables ou exonérés d'impôt, tels les dividendes, est rajustée à la valeur équivalente avant impôts. L'équivalence fiscale permet à la Banque de mesurer le revenu tiré de toutes les valeurs mobilières et de tous les prêts de manière uniforme. Elle procure en outre des éléments de comparaison plus significatifs du revenu d'intérêts net avec celui d'institutions semblables. Le rajustement de l'équivalence fiscale présenté dans le secteur des Services bancaires en gros est éliminé dans le secteur Siège social. Le rajustement de l'équivalence fiscale pour l'exercice s'est établi à 664 millions de dollars, comparativement à 343 millions de dollars à l'exercice précédent.

Tel qu'il est indiqué à la note 4 afférente aux états financiers consolidés de l'exercice 2007, la Banque titrise les prêts de détail et les débiteurs détenus par le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada dans le cadre d'opérations qui sont comptabilisées comme des ventes. Aux fins de la présentation sectorielle, le secteur des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada comptabilise les opérations comme s'il s'agissait d'accords de financement. Par conséquent, le revenu d'intérêts sur les actifs vendus, déduction faite des coûts de financement engagés par les fiduciaires cessionnaires, est constaté dans le revenu d'intérêts net, et la provision pour pertes sur créances à l'égard de ces actifs est imputée à la provision (reprise de provision) pour pertes sur créances. Cette comptabilisation est renversée dans le secteur Siège social, et le gain constaté à la vente, qui est conforme aux normes comptables appropriées, et le revenu sur les droits conservés, déduction faite des pertes sur créances, sont inclus dans les autres revenus.

Les rubriques «Sommaire et perspectives économiques», «Perspectives économiques» et «Perspectives et orientation pour 2008» figurant pour chaque secteur dans les pages qui suivent sont fondées sur les opinions de la Banque, et les résultats réels pourraient être très différents. Pour de l'information détaillée, voir la rubrique «Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs», à la page 13 et la section «Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs».

BÉNÉFICE NET PAR SECTEUR D'EXPLOITATION (en pourcentage du bénéfice net total¹)



¹ Rajusté, exclusion faite du secteur Siège social

TABLEAU 13	RÉSULTATS SECTORIELS											
------------	----------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires personnels et commerciaux au Canada				Gestion de patrimoine		Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis ¹		Services bancaires en gros ²		Siège social ²		Total
	2007		2006		2007		2006		2007		2006		2007
	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007
Revenu d'intérêts net (perte d'intérêts nette) ³	5 401 \$	4 879 \$	318 \$	377 \$	1 365 \$	1 290 \$	875 \$	479 \$	(1 035) \$	(654) \$	6 924 \$	6 371 \$	6 924 \$
Autres revenus	2 848	2 573	1 995	1 883	583	490	1 619	1 792	312	83	7 357	6 821	7 357
Total des revenus	8 249	7 452	2 313	2 260	1 948	1 780	2 494	2 271	(723)	(571)	14 281	13 192	14 281
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances ³	608	413	–	–	120	40	48	68	(131)	(112)	645	409	645
Frais autres que d'intérêts	4 256	4 086	1 551	1 575	1 221	1 087	1 261	1 312	686	755	8 975	8 815	8 975
Gain sur dilution, montant net	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1 559	–	1 559	–
Bénéfice avant charge d'impôts sur les bénéfices	3 385	2 953	762	685	607	653	1 185	891	(1 278)	345	4 661	5 527	4 661
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices	1 132	987	261	242	196	222	361	262	(1 097)	(839)	853	874	853
Participations sans contrôle dans les filiales, déduction faite des impôts sur les bénéfices	–	–	–	–	91	195	–	–	4	(11)	95	184	95
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices	–	–	261	147	–	–	–	–	23	(13)	284	134	284
Bénéfice net – comme présenté	2 253	1 966	762	590	320	236	824	629	(162)	1 182	3 997	4 603	3 997
Éléments à noter ayant une incidence sur le bénéfice net, déduction faite des impôts sur les bénéfices :													
Amortissement des actifs incorporels	–	–	–	–	–	–	–	–	353	316	353	316	353
Gain lié à la restructuration de Visa	–	–	–	–	–	–	–	–	(135)	–	(135)	–	(135)
Gain sur dilution de l'opération avec Ameritrade, déduction faite des coûts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(1 665)	–	(1 665)	–
Perte sur dilution liée à l'acquisition de Hudson par TD Banknorth	–	–	–	–	–	–	–	–	–	72	–	72	–
Imputation pour restructuration des Services bancaires en gros	–	–	–	–	–	–	–	35	–	–	–	35	–
Imputation pour restructuration du bilan de TD Banknorth	–	–	–	–	–	19	–	–	–	–	–	19	–
Coûts de restructuration, coûts de privatisation et frais relatifs à la fusion de TD Banknorth	–	–	–	–	39	–	–	–	4	–	43	–	43
Variation de la juste valeur des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises	–	–	–	–	–	–	–	–	(30)	(7)	(30)	(7)	(30)
Autres éléments fiscaux	–	–	–	–	–	–	–	–	–	24	–	24	–
Établissement initial de la provision spécifique pour prêts sur cartes de crédit et prêts pour découverts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	18	–	18	–
Reprises de provisions générales	–	–	–	–	–	–	–	–	(39)	(39)	(39)	(39)	(39)
Éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices	–	–	–	–	39	19	–	35	153	(1 281)	192	(1 227)	192
Bénéfice net – rajusté	2 253 \$	1 966 \$	762 \$	590 \$	359 \$	255 \$	824 \$	664 \$	(9) \$	(99) \$	4 189 \$	3 376 \$	4 189 \$
(en milliards de dollars canadiens)													
Capital investi moyen	8,3 \$	7,8 \$	3,8 \$	3,0 \$	7,9 \$	5,5 \$	2,8 \$	2,4 \$	1,6 \$	2,8 \$	24,4 \$	21,5 \$	24,4 \$
Actifs pondérés en fonction des risques	68 \$	65 \$	5 \$	5 \$	31 \$	32 \$	44 \$	34 \$	5 \$	6 \$	153 \$	142 \$	153 \$

¹ À compter du 1^{er} mai 2007, les résultats de TD Bank U.S.A. Inc. (auparavant présentés dans le secteur Siège social pour la période allant du deuxième trimestre de 2006 au deuxième trimestre de 2007 et dans le secteur Gestion de patrimoine avant le deuxième trimestre de 2006) sont inclus dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis de façon prospective. Les chiffres des périodes précédentes n'ont pas été retraités puisque l'incidence n'est pas importante.

² L'augmentation de l'équivalence fiscale du revenu d'intérêts net et de la charge d'impôts sur les bénéfices reflétée dans les résultats du secteur Services bancaires en gros est renversée dans le secteur Siège social.

³ Les résultats des secteurs d'exploitation sont présentés compte non tenu de l'incidence des programmes de titrisation d'actifs, lesquels sont reclassés dans le secteur Siège social.

SOMMAIRE ET PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

L'économie canadienne a connu une période éprouvante en 2007, mais a tout de même réussi à achever l'année avec un rendement exceptionnel. Le secteur des exportations été durement touché par la hausse du dollar canadien et le ralentissement de la demande aux États-Unis. Par extension, les pertes d'emploi ont continué de sévir de plus belle dans le secteur de la fabrication. Toutefois, les secteurs intérieurs de l'économie s'en sont très bien tirés, ayant plus que contrebalancé la faiblesse du secteur extérieur. Le principal moteur de l'économie canadienne a été les dépenses de consommation, soutenues par des taux de chômage les plus bas en 30 ans, de solides gains salariaux et des gains de richesse foncière attribuables à une nouvelle appréciation du prix des maisons. Du côté des sociétés, les bénéfices en proportion de l'économie nationale ont atteint des sommets presque record, tandis que le dollar canadien fort a stimulé les importations d'outillage et de matériel au milieu de l'exercice. La croissance économique globale devrait avoisiner les 2,6 % pour l'année, ce qui est légèrement inférieur au taux tendanciel à long terme.

Bien que les conditions de crédit se soient resserrées partout dans le monde au cours de l'été, les marchés financiers étant devenus de plus en plus nerveux face au papier commercial adossé à des actifs et aux produits connexes, la débâcle financière est survenue à une période où l'économie canadienne était suffisamment vigoureuse pour résister au choc. De fait, l'économie intérieure était si forte que la Banque du Canada a haussé les taux d'intérêt d'un quart de point au début de juillet. N'eût été de la perturbation sur les marchés des capitaux qui a suivi, la banque centrale aurait probablement procédé à une ou deux autres hausses de taux d'un quart de point. La Banque du Canada aurait pu prendre des mesures concrètes pour resserrer les conditions monétaires, comme hausser le taux d'escompte, mais le resserrement des conditions dans les marchés du crédit et la hausse du dollar canadien ont donné le même résultat.

On ne peut en dire autant toutefois de l'économie américaine, qui se ressentait déjà du recul du marché de l'habitation. Les conditions économiques et financières sont devenues de moins en moins favorables aux banques tout au long de l'année, la détérioration rapide du marché de l'habitation demeurant le catalyseur d'un maigre rendement économique de seulement 2 % à l'exercice 2007. Le resserrement des conditions de crédit attribuable à la débâcle financière menaçait de perturber encore davantage l'activité économique. Bien que la Réserve fédérale ait réagi en réduisant les taux d'intérêt, cette mesure ne suffira pas à raviver le marché de l'habitation qui demeure miné par des niveaux élevés de stocks, laissant supposer une autre année difficile.

La croissance économique canadienne devrait descendre à 2,3 % en 2008, alors que l'économie américaine tournera à ce même régime. Les inducteurs économiques de chaque pays, toutefois, devraient être à l'opposé. Le secteur externe pose, dans les perspectives économiques canadiennes, le plus grand risque de perte. Le dollar canadien fort et la faible demande aux États-Unis continueront de miner les exportations, agissant comme les principaux obstacles à la croissance économique pour le prochain exercice de la Banque. Les retombées économiques viendront des secteurs intérieurs, où les consommateurs devraient bénéficier d'une croissance solide et soutenue des salaires et d'une appréciation du prix des maisons dans la plupart des marchés. Le marché de l'habitation au Canada repose sur des assises plus solides que son pendant américain, à en juger par les prêts hypothécaires à risque qui représentent environ 3 % de l'ensemble des prêts hypothécaires en cours et 5 % de tous les nouveaux prêts hypothécaires consentis en 2006 au Canada. Aux États-Unis, ces taux sont estimés respectivement à 15 % et 25 %. De plus, le dollar canadien fort devrait inciter les entreprises à hausser leurs investissements compte tenu que la grande majorité de l'outillage et du matériel est importée et que le coût de ce capital est réduit du fait d'un dollar canadien fort.

L'expérience américaine sera à l'opposé de celle du Canada. La faiblesse de l'économie continuera vraisemblablement d'émaner dans une large mesure des secteurs intérieurs – surtout de la construction résidentielle et des dépenses de consommation. L'essoufflement de l'effet de richesse immobilière, conjugué à une appréciation quasi inexistante du prix des maisons, devrait freiner les dépenses de consommation. Toutefois, compte tenu que l'économie américaine a connu une importante restructuration de l'emploi au début de la décennie, nous ne prévoyons pas que cette performance se répétera avec le ralentissement économique actuel. Par conséquent, les dépenses de consommation devraient ralentir, mais non chuter, étant donné que la croissance des salaires continuera vraisemblablement de dépasser l'inflation. Contrairement à la situation au Canada, le secteur des exportations aux États-Unis devrait demeurer un des secteurs les plus vigoureux. La dépréciation du dollar américain par rapport à la monnaie des principaux partenaires commerciaux des États-Unis devrait continuer de stimuler la croissance des exportations.

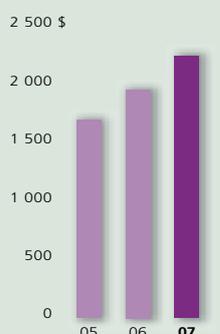
Services bancaires personnels et commerciaux au Canada

Les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada comprennent les services bancaires aux particuliers et aux entreprises de la Banque au Canada, ainsi que les activités mondiales d'assurances de la Banque (à l'exclusion des États-Unis). Sous la bannière TD Canada Trust, les activités de détail offrent un éventail complet de produits et services financiers à environ 11 millions de personnes et de petites entreprises.

2 253 \$

(en millions de dollars canadiens)

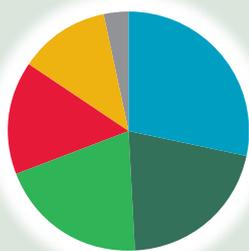
BÉNÉFICE NET



51,6 %

(en pourcentage)

RATIO D'EFFICIENCE



Revenus

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006 ²	2005
● Dépôts des particuliers	2 353 \$	2 219 \$	2 000 \$
● Crédit à la consommation	1 714	1 459	1 262
● Services bancaires aux entreprises	1 654	1 541	1 441
● Prêts immobiliers garantis	1 260	1 109	912
● Assurances, déduction faite des réclamations	1 013	911	835
● Autres ¹	255	213	253
Total	8 249 \$	7 452 \$	6 703 \$

¹ Les autres revenus comprennent les commissions internes sur les ventes de fonds communs de placement et d'autres produits de Gestion de patrimoine, les frais de change, les locations de coffres de sûreté et les revenus tirés des autres services en succursale.

² Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice écoulé.

POINTS SAILLANTS

- Les revenus se sont accrus de 11 % grâce à la croissance générale des volumes et à la hausse des revenus tirés des frais.
- Investissement continu dans des secteurs de contact avec la clientèle, y compris améliorer le service à la clientèle, renforcer notre position de chef de file sur le plan des heures d'ouverture des succursales et continuer à dominer l'industrie pour ce qui est de l'ouverture de nouvelles succursales.
- Nous sommes demeurés au premier rang du marché pour les dépôts des particuliers et les prêts aux particuliers (y compris les cartes). Nous avons augmenté notre part de marché dans les services bancaires aux entreprises et l'assurance.
- Toujours reconnu comme chef de file du secteur en matière d'excellence du service à la clientèle, comme en font foi les mentions suivantes :
 - Premier rang pour la qualité globale du service à la clientèle parmi les cinq grandes banques au pays, selon Synovate¹, spécialistes en études de marché, pour la troisième année de suite (2005, 2006 et 2007).
 - Premier rang pour la satisfaction globale de la clientèle parmi les cinq grandes banques canadiennes, pour la deuxième année d'affilée (2006 et 2007), selon J.D. Power and Associates².
 - Nommée la «meilleure banque pour les services bancaires par Internet au Canada» pour la quatrième année, selon Global Finance, magazine financier international³.

ENJEUX DE 2007

- La volatilité sur les marchés de crédit qui a commencé au quatrième trimestre a eu une incidence sur les produits liés au taux préférentiel.
- La concurrence est toujours vive de la part des grandes banques canadiennes et d'autres concurrents sur le marché des prêts hypothécaires résidentiels, des comptes d'épargne à rendement élevé et des dépôts à terme.
- Des pertes sur créances ont découlé de modifications des critères d'octroi de crédit et d'une forte croissance des cartes de crédit au cours des deux dernières années.

PROFIL DU SECTEUR

Les grandes banques au pays et quelques solides joueurs régionaux se livrent une vive concurrence dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada. La concurrence fait en sorte qu'il est devenu difficile de maintenir la croissance de la part de marché et d'en retirer des avantages concurrentiels distinctifs à long terme. Les clients s'attendent à des solutions bancaires plus pratiques et économiques. La réussite continue est fonction d'un service à la clientèle et d'une facilité d'accès exceptionnels et de pratiques rigoureuses en matière de gestion des risques et de gestion des frais. L'industrie canadienne de l'assurance de dommages aux particuliers compte un nombre relativement important de joueurs, chacun ayant une part de marché limitée. Ces deux dernières années, le coût des réclamations exprimé en pourcentage des primes a commencé à afficher une tendance à la hausse après avoir connu un creux cyclique, revenant ainsi à des normes historiques. Le secteur de l'assurance de personnes au Canada et le marché de la réassurance à l'échelle internationale sont davantage regroupés, ne comptant que quelques grands joueurs.

STRATÉGIE GLOBALE

La stratégie des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada demeure la même d'année en année :

- Être reconnu pour une expérience client hors pair.
- Être reconnu comme un employeur de choix.
- Comblent l'écart dans les secteurs sous-représentés.
- Maintenir un écart entre la croissance des revenus et celle des frais.
- Assurer un rendement supérieur par une croissance à deux chiffres des bénéfices au fil du temps.

REVUE DU RENDEMENT FINANCIER

Les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont déclaré un bénéfice record pour l'exercice 2007. Le bénéfice net de 2 253 millions de dollars pour l'exercice s'est accru de 287 millions de dollars ou 15 % par rapport à l'exercice précédent. Le rendement du capital investi a progressé, passant de 25,2 % il y a un an à 27,1 % en 2007, la croissance des bénéfices ayant dépassé la progression approximative de 7 % du capital investi moyen.

Les revenus ont augmenté de 797 millions de dollars, ou 11 %, au cours du dernier exercice, en raison surtout de l'accroissement des comptes et des initiatives de révision des frais, ainsi que d'une hausse des revenus tirés des activités d'assurances et du revenu d'intérêts net. Le principal facteur responsable de la hausse des revenus internes a été la solide croissance générale des volumes généraux, notamment dans le secteur des prêts immobiliers garantis. La hausse des frais sur les opérations, l'augmentation des revenus tirés des activités d'assurances, l'accroissement global des comptes de dépôt et de carte de crédit et les mesures prises en vue d'établir de nouveaux prix concurrentiels ont aussi contribué largement à la croissance des revenus.

En comparaison de l'exercice précédent, le volume moyen des prêts immobiliers garantis (y compris les titrisations) s'est accru de 13 milliards de dollars, ou 11 %, le volume des prêts liés aux cartes de crédit, de 1 milliard de dollars, ou 21 %, et le volume des dépôts de particuliers, de 5 milliards de dollars, ou 5 %. Les dépôts d'entreprises ont progressé de 3 milliards de dollars, ou 9 %, et les primes brutes d'assurance souscrites, de 169 millions de dollars, ou 7 %. Les prêts personnels ont augmenté de 1 milliard de dollars, ou 6 %, et les prêts commerciaux et les acceptations, de 2 milliards de dollars, ou 9 %.

La marge sur les actifs productifs moyens a été de 3,05 %, comparativement à 3,04 % à l'exercice précédent. Les marges ont été modérées quelque peu par la volatilité qui est apparue dans les marchés du crédit au quatrième trimestre de 2007, notamment les marges sur les produits de prêts à taux préférentiel et la concurrence de plus en plus vive pour les comptes de dépôt.

La provision pour pertes sur créances a augmenté de 195 millions de dollars, ou 47 %, par rapport à l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances au titre des prêts aux particuliers de 582 millions de dollars a augmenté de 190 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout d'une croissance robuste des volumes de cartes de crédit au cours des deux derniers exercices, d'une hausse des taux de perte sur les cartes de crédit et de l'incidence sur un exercice complet de l'acquisition de VFC Inc. (VFC), un des premiers fournisseurs de financement automobile et de prêts à la consommation, le 15 mai 2006. La provision pour pertes sur créances pour les prêts commerciaux et les prêts aux petites entreprises s'est établie à 26 millions de dollars, en hausse de 5 millions de dollars par rapport à il y a un an, du fait surtout d'une baisse des recouvrements de pertes sur prêts commerciaux et des reprises de provision. La provision pour pertes sur créances en pourcentage du volume des prêts s'est établie à 0,34 %, en hausse de 9 points de base par rapport au dernier exercice.

Les frais ont augmenté de 170 millions de dollars, ou 4 %, en comparaison de l'exercice précédent. Une charge de rémunération plus élevée, des investissements dans de nouvelles succursales, la préparation en vue du prolongement des heures d'ouverture des succursales à compter du 1^{er} novembre 2007 et l'incidence de VFC sur un exercice complet ont contribué à la hausse des frais. L'effectif moyen a augmenté de 974 postes équivalents temps plein (ETP) depuis le dernier exercice, par suite surtout de l'ouverture de nouvelles succursales et de l'expansion de l'effectif de vente. Le ratio d'efficacité a été de 51,6 % pour l'exercice, ce qui représente une amélioration de 320 points de base par rapport à l'exercice précédent.

¹ Le classement de Synovate se fonde sur un sondage réalisé entre juillet et la mi-août 2007 auprès d'un échantillon représentatif au niveau régional et démographique de 17 500 clients de services bancaires partout au pays. Appelé «indice de service à la clientèle», ce sondage est réalisé par Synovate chaque année depuis 1987.

² Les résultats de 2007 se fondent sur les réponses de 11 325 clients des services bancaires de détail au Canada, recueillies en février et juillet 2007 par J. D. Power and Associates, société mondiale de services d'information en marketing. TD Canada Trust a obtenu une note particulièrement élevée pour les cinq facteurs suivants : la manière d'effectuer les opérations, l'établissement de comptes et les produits offerts, les installations, les relevés et la résolution de problèmes.

³ Le service BanqueNet de TD Canada Trust a été choisi selon un certain nombre de critères incluant la force de la stratégie d'attirer et de servir une clientèle en ligne; le nombre de clients en ligne; l'étendue des produits et services offerts; la preuve des avantages tangibles tirés des initiatives Internet; et la conception et la fonctionnalité du site Web.

TABLEAU 14	SERVICES BANCAIRES PERSONNELS ET COMMERCIAUX AU CANADA		
(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005
Revenu d'intérêts net ¹	5 401 \$	4 879 \$	4 342 \$
Autres revenus	2 848	2 573	2 361
Provision pour pertes sur créances ¹	608	413	373
Frais autres que d'intérêts	4 256	4 086	3 773
Bénéfice avant charge d'impôts sur les bénéfices	3 385	2 953	2 557
Charge d'impôts sur les bénéfices	1 132	987	855
Bénéfice net – comme présenté	2 253	1 966	1 702
Éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices	–	–	–
Bénéfice net – rajusté	2 253 \$	1 966 \$	1 702 \$
Principaux volumes et ratios			
Moyenne des prêts et des acceptations (en milliards de dollars canadiens)	133 \$	128 \$	117 \$
Moyenne des dépôts (en milliards de dollars canadiens)	141 \$	132 \$	124 \$
Rendement du capital investi	27,1 %	25,2 %	23,1 %
Ratio d'efficacité	51,6 %	54,8 %	56,3 %
Marge sur les actifs productifs moyens ¹	3,05 %	3,04 %	2,96 %

¹ Y compris les actifs titrisés.

PRINCIPAUX GROUPES DE PRODUITS

Services bancaires aux particuliers

- **Dépôts des particuliers** – Le secteur des dépôts des particuliers étant devenu de plus en plus concurrentiel, la Banque a continué de maintenir sa part de marché dominante, soutenue par la croissance continue des volumes de comptes-chèques et de comptes d'épargne. Les dépôts à terme ont continué de dominer en termes de part de marché en dépit de solides offres concurrentielles. L'accent maintenu sur les comptes-chèques actifs a entraîné une croissance annuelle de 4 % des dépôts sans terme.
- **Prêts à la consommation** – Les prêts aux particuliers et les soldes de cartes de crédit se sont accrus par rapport à 2006, résultat des solides dépenses de consommation et de l'attention soutenue accordée par la direction au secteur des cartes de crédit et des prêts aux particuliers. La Banque a lancé deux nouvelles cartes Visa* au cours de l'exercice.
- **Crédit immobilier garanti** – Le marché canadien de l'habitation est demeuré stable en 2007 quant au nombre des mises en chantier et des hausses du prix des maisons, entraînant une progression des volumes par rapport à l'exercice précédent, ce qui est conforme à la moyenne de l'industrie. La fidélisation de la clientèle est demeurée très forte.

Services bancaires aux entreprises

- **Services bancaires aux petites entreprises et services aux commerçants** – La clientèle s'est accrue de 4 % en 2007, grâce à une attention soutenue accordée aux clients, notamment par une augmentation du nombre de conseillers auprès des petites entreprises en succursale, qui est passé de 270 à 292. De plus, 140 directeurs de compte répondent aux besoins de services bancaires des entreprises agricoles par l'entremise d'un réseau de succursales en milieu rural. Les services aux commerçants offrent des solutions de règlement aux points de

vente pour les transactions effectuées par carte de débit et de crédit, et ce, dans plus de 100 000 établissements de commerce au Canada. En 2007, TD Canada Trust a été la première au Canada à réaliser une opération par carte de débit Interac à un point de vente à l'aide de sa technologie de carte à puce. Les commerçants commenceront à accepter les nouvelles cartes de débit et de crédit à puce qui seront lancées sur le marché en 2008.

- **Services bancaires commerciaux** – Le maintien d'un contexte favorable au crédit et l'investissement continu dans des ressources en relation directe avec les clients se sont traduits par une forte croissance des volumes de prêts et une augmentation du nombre d'emprunteurs. Les dépôts commerciaux ont poursuivi leur forte progression, bien que la croissance par rapport à l'exercice précédent ait chuté juste sous la croissance à deux chiffres enregistrée en 2006. Bien que les pertes sur prêts aient légèrement augmenté par rapport à 2006, la récente tendance favorable de ces pertes s'est poursuivie en 2007, les pertes étant demeurées bien inférieures aux niveaux historiques.

Assurance

- **TD Meloche Monnex** cherche à être la référence dans le secteur de l'assurance automobile et habitation des particuliers au Canada. Les primes se sont accrues de 4 % par rapport à 2006, ce qui a permis à la société de conserver le premier rang du marché de l'assurance directe et le troisième rang sur le marché de l'assurance des particuliers. Le ratio réclamations-primes a augmenté, passant de 69,3 % en 2006 à 70,6 % en 2007, du fait du maintien de saines pratiques de tarification et d'un taux de réclamations plus élevé.
- **Groupe TD Vie**, qui assure plus de 500 000 clients, est le chef de file en matière d'assurance en cas de maladie grave au Canada.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

- La conjoncture économique devrait demeurer favorable au secteur des services bancaires personnels et commerciaux; toutefois, la croissance des prêts et des dépôts sera probablement plus modérée.
- La croissance des dépôts des particuliers devrait ralentir, tout comme la croissance du revenu après impôts, mais elle se poursuivra à un bon rythme dans les deux cas.
- Les dépôts de base surpasseront vraisemblablement les dépôts à terme, reflet d'une croissance modérée du revenu après impôts et de l'incidence d'un recul des dépenses de consommation.
- Un ralentissement sur le marché de l'habitation au Canada aura probablement pour effet de modérer la croissance des prêts hypothécaires. Cependant, le rythme de progression devrait demeurer ferme et les prêts sur valeurs domiciliaires devraient dépasser les prêts hypothécaires conventionnels.
- Les dépenses de consommation devraient diminuer, particulièrement les achats de biens coûteux, ce qui devrait freiner la croissance des prêts aux particuliers.
- La croissance des dépôts commerciaux sera probablement modérée par une croissance plus lente des bénéfices, mais elle devrait se poursuivre à un rythme respectable. Les dépôts de base devraient progresser un peu plus rapidement que les dépôts à terme.
- Les investissements des entreprises devraient demeurer importants, ce qui maintiendra la demande de prêts commerciaux. L'expiration du régime d'amortissement fiscal accéléré du gouvernement fédéral à la fin de 2008 pourrait stimuler les investissements en 2008, ce qui entraînera inévitablement un ralentissement en 2009.
- La conjoncture au chapitre des services bancaires personnels et commerciaux devrait être plus vigoureuse dans l'Ouest canadien.

PERSPECTIVES ET ORIENTATION POUR 2008

Après trois exercices de très forte croissance, on prévoit que les revenus croîtront à un rythme modéré en 2008, compte tenu que la croissance des volumes ralentit dans le secteur des cartes de crédit et que les marges continuent d'être sensibles à la volatilité des marchés du crédit. La croissance des volumes risque d'être touchée par un ralentissement économique induit par les États-Unis. La croissance des revenus sera attisée par la position de leadership accrue de la Banque sur le plan des heures d'ouverture des succursales et des nouveaux investissements dans les succursales et en marketing, ainsi que par une hausse des ventes croisées et une amélioration de la productivité. Les taux de provision pour pertes sur créances, qui sont fonction des volumes de prêts, devraient refléter les conditions économiques changeantes au Canada. La croissance des frais sera légèrement plus élevée qu'à l'exercice précédent compte tenu de la croissance des frais liée aux investissements dans de nouvelles succursales, à la prolongation des heures d'ouverture des succursales et aux systèmes et à l'infrastructure en place pour maintenir le rythme de croissance des revenus. Nos priorités pour 2008 sont les suivantes :

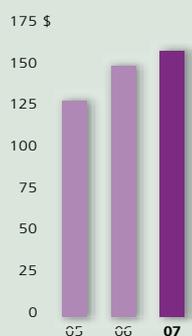
- Miser sur la qualité de notre service à la clientèle, la meilleure de l'industrie, en continuant à investir dans la prolongation des heures d'ouverture des succursales, dans de nouvelles succursales, dans la formation des employés et dans des programmes de perfectionnement, ainsi que dans de nouveaux outils de vente et de souscription.
- Créer un sentiment d'appartenance chez nos employés en bâtissant une culture fondée sur le souci de la performance.
- Promouvoir et inculquer un esprit et un engagement communautaires à tous les échelons de l'entreprise.
- Continuer à tisser des liens avec un nombre toujours plus grand de Canadiens et consolider nos relations avec nos clients actuels, et assurer la croissance des secteurs sous-représentés.

Gestion de patrimoine

Gestion de patrimoine offre une vaste gamme de produits et de services de placement sous différentes marques à une clientèle vaste et diversifiée de particuliers et d'institutions dans le monde entier.

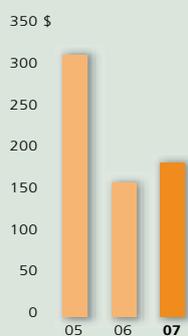
160 \$

(en milliards de dollars canadiens)

ACTIFS GÉRÉS¹

185 \$

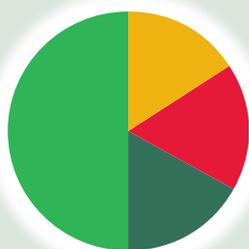
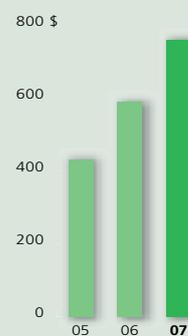
(en milliards de dollars canadiens)

ACTIFS ADMINISTRÉS²

762 \$

(en millions de dollars canadiens)

BÉNÉFICE NET

Revenus³

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005
● Courtage à escompte	740 \$	704 \$	631 \$
● Gestion d'actifs	797	655	545
● Activités de conseil	776	650	581
● Total – Gestion de patrimoine	2 313	2 009	1 757
● TD Waterhouse U.S.A.	–	251	989
Total	2 313 \$	2 260 \$	2 746 \$

¹ Actifs gérés : Actifs appartenant aux clients, gérés par la Banque, pour lesquels la Banque choisit des placements au nom des clients (selon une politique de placement). En plus de la famille de fonds communs de placement TD, la Banque gère des actifs au nom de particuliers, de caisses de retraite, de sociétés, d'institutions, de fonds de dotation et de fondations. Ces actifs ne sont pas constatés au bilan consolidé de la Banque.

² Actifs administrés : Actifs appartenant aux clients pour lesquels la Banque fournit des services de nature administrative, comme la perception du revenu de placement et la transmission des ordres des clients (après sélection du placement par les clients). Ces actifs ne sont pas constatés au bilan consolidé de la Banque. La baisse des actifs administrés en 2006 tient surtout à la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade.

³ Certains revenus sont présentés déduction faite des cessions internes.

POINTS SAILLANTS

- Les actifs administrés de Gestion de patrimoine ont progressé de 24 milliards de dollars, ou 15 %, en regard de 2006, en raison surtout des nouveaux actifs nets des clients et de l'expansion du marché. Les actifs gérés ont progressé de 9 milliards de dollars, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout des nouvelles ventes nettes et de l'essor du marché.
- Le bénéfice net record de 762 millions de dollars, en hausse de 29 % par rapport à 2006, est attribuable à la croissance de toutes les activités.
- TD Ameritrade a apporté 261 millions de dollars aux bénéfices pour l'exercice, en regard de l'apport combiné de TD Ameritrade et TD Waterhouse U.S.A. aux bénéfices de 180 millions de dollars à l'exercice précédent. Les actifs des clients ont totalisé 302,7 milliards de dollars US, en hausse de 16 %.
- TD Ameritrade a terminé avec succès l'intégration des clients de TD Waterhouse U.S.A. et d'Ameritrade, et a conclu l'acquisition des activités de conseil en placements indépendant de Fiserv Inc.
- Les activités de Gestion de patrimoine au Canada ont ajouté 139 conseillers en contact avec la clientèle, dépassant ainsi leur objectif de 130 conseillers.
- Fonds mutuels TD est demeurée au quatrième rang de l'industrie pour la deuxième année d'affilée et s'est hissée au deuxième rang pour ce qui est des ventes nettes de fonds communs de placement à long terme pendant cinq années de suite, avec des ventes nettes de 3,4 milliards de dollars en 2007.
- Gestion de Placements TD (GPTD) est le deuxième gestionnaire de fonds en importance du Canada et occupe une position importante sur le marché dans la gestion de portefeuilles active, quantitative et passive, proposant des solutions de placement aux institutions, aux clients de détail et aux particuliers fortunés.

ENJEUX DE 2007

- Les revenus de commissions ont souffert de la décision stratégique d'abaisser nos prix dans le secteur du courtage à escompte. La hausse des volumes de négociation, l'amélioration des marges et l'augmentation des soldes sur marge et de dépôts ont plus qu'annulé les baisses de prix.
- La volatilité sur les marchés financiers attribuable aux problèmes de crédit aux États-Unis a eu une incidence sur les revenus dans la deuxième moitié de 2007.

PROFIL DU SECTEUR

L'industrie de la gestion de patrimoine en Amérique du Nord est vaste, diversifiée et très concurrentielle. La rentabilité est tributaire de la concurrence sur les prix, de la capacité d'attirer et de garder des actifs de clients, et de la stabilité du marché. Améliorer et étendre les activités est toujours une priorité pour faire progresser les bénéfices. La gestion des coûts est un facteur de succès critique pour l'industrie, et la vague de regroupements se poursuit dans le secteur de la gestion de patrimoine. Les principaux événements survenus en 2007 sont les suivants :

- L'industrie a tiré parti d'une solide croissance des ventes de fonds communs de placement à long terme et de la forte augmentation des actifs dans les canaux de distribution. Les grandes banques canadiennes continuent de livrer une vive concurrence dans l'industrie des fonds communs de placement en tirant parti de leurs canaux de distribution.
- Au Canada, la décision stratégique de TD Waterhouse de réduire les prix dans son secteur du courtage à escompte a modifié le paysage concurrentiel, de nombreuses entreprises de ce secteur détenues par des banques ayant égalé nos prix.
- Les marchés financiers du Canada et des États-Unis ont été tantôt florissants tantôt volatils au cours de l'exercice, ce qui a créé de l'incertitude à court terme chez les investisseurs.

STRATÉGIE GLOBALE

La stratégie de Gestion de patrimoine, qui est demeurée la même ces quatre dernières années, se résume comme suit :

- Développer une organisation intégrée de prise en charge d'actifs, axée sur les clients.
- Assurer un rendement supérieur en maintenant une croissance à deux chiffres des bénéfices.
- Promouvoir les marques Patrimoine de TD Waterhouse et de Fonds mutuels TD comme des services de conseil de premier ordre et de confiance.
- Concevoir une suite de produits, de services et de solutions de classe supérieure pouvant combler les besoins de chaque segment de clientèle.
- Renforcer la technologie pour améliorer l'architecture des systèmes de service à la clientèle et pour hausser l'efficacité opérationnelle.
- Miser sur la solide relation tissée avec les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada afin que les clients recommandés par ces derniers soient servis par le meilleur canal de distribution possible de Gestion de patrimoine.
- Accroître les revenus fondés sur l'actif chez TD Ameritrade.

REVUE DU RENDEMENT FINANCIER

Le bénéfice net de Gestion de patrimoine a été de 762 millions de dollars pour 2007, en regard de 590 millions de dollars pour 2006, soit une hausse de 29 % attribuable à l'apport accru de TD Ameritrade et à la croissance de toutes les activités du secteur Gestion de patrimoine. Le rendement du capital investi a atteint 20,0 % pour l'exercice, contre 19,5 % en 2006.

Les revenus ont progressé de 53 millions de dollars en regard de 2006 pour s'établir à 2 313 millions de dollars, en raison surtout des solides résultats des activités canadiennes de Gestion de patrimoine contrebalancée en partie par l'incidence de la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade. Les revenus de Gestion de patrimoine au Canada se sont accrus de 304 millions de dollars, ou 15 %, du fait de la hausse des volumes de négociation dans le secteur des activités de courtage à escompte, de l'augmentation du revenu d'intérêts net et des revenus tirés des commissions, des solides souscriptions de fonds communs de placement ainsi que de la forte croissance des actifs de clients. Les commissions dans le secteur du courtage à escompte ont subi l'incidence négative en 2007 d'une réduction de la commission par opération résultant des baisses de prix consenties aux investisseurs actifs et aux ménages aisés, quoique cette réduction ait été largement compensée par l'accroissement des volumes de négociation. De nouveaux frais d'administration fixes pour certains fonds de GPTD ont aussi eu une incidence favorable sur les revenus. Depuis le 1^{er} janvier 2007, GPTD absorbe les frais d'exploitation de certains fonds en échange de frais d'administration fixes. Antérieurement, chaque fonds assumait ses coûts d'exploitation. Cette modification s'est traduite par une augmentation des revenus et des charges pour l'exercice.

Les frais autres que d'intérêts ont été de 1 551 millions de dollars en 2007, en baisse de 24 millions de dollars par rapport à 2006, surtout en raison de l'incidence de la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade. Cette baisse a été en partie contrebalancée par une augmentation des paiements liés aux volumes effectués aux vendeurs de fonds communs de placement de la Banque, par une hausse de la rémunération de l'équipe de vente dans le secteur des activités de conseil et par le fait que GPTD ait absorbé les frais d'exploitation. Le ratio d'efficacité s'est amélioré d'environ 260 points de base en regard de l'exercice précédent pour s'établir à 67 %.

L'apport de TD Ameritrade aux bénéfices de Gestion de patrimoine a été de 261 millions de dollars, en regard de 180 millions de dollars en 2006 grâce aux bénéfices combinés du placement de la Banque TD dans TD Ameritrade pendant huit mois et du bénéfice net de TD Waterhouse U.S.A. pendant trois mois. Pour son exercice terminé le 30 septembre 2007, TD Ameritrade a affiché un bénéfice net record de 646 millions de dollars US, ayant généré 554 000 nouveaux comptes, ce qui représente une augmentation de 30 % par rapport à 2006 et donne lieu à une hausse des revenus de 21 %, les revenus fondés sur les actifs ayant progressé de 30 %. En outre, TD Ameritrade a terminé avec succès l'intégration des clients de TD Waterhouse U.S.A. et d'Ameritrade, ce qui a amené des synergies et des économies de coûts.

Les actifs gérés, qui atteignaient 160 milliards de dollars au 31 octobre 2007, marquent une augmentation de 9 milliards de dollars, ou 6 %, par rapport au 31 octobre 2006, entraînée par l'appréciation du marché et l'ajout de nouveaux actifs nets de clients. L'incidence de la progression du marché sur les actifs gérés a été d'environ 4 %. Les actifs administrés totalisaient 185 milliards de dollars à la fin de l'exercice, en hausse de 24 milliards de dollars, ou 15 %, par rapport au 31 octobre 2006, notamment grâce à l'ajout de nouveaux actifs dans tous les secteurs combiné à une appréciation du marché.

TABLEAU 15	GESTION DE PATRIMOINE		
(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005
Revenu d'intérêts net	318 \$	377 \$	643 \$
Autres revenus	1 995	1 883	2 103
Frais autres que d'intérêts	1 551	1 575	2 083
Bénéfice avant charge d'impôts sur les bénéfices	762	685	663
Charge d'impôts sur les bénéfices	261	242	231
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices	261	147	–
Bénéfice net – comme présenté	762	590	432
Éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices	–	–	–
Bénéfice net – rajusté	762 \$	590 \$	432 \$
Principaux volumes et ratios			
Actifs administrés (en milliards de dollars canadiens)	185 \$	161 \$	315 \$
Actifs gérés (en milliards de dollars canadiens)	160 \$	151 \$	130 \$
Rendement du capital investi	20,0 %	19,5 %	16,4 %
Ratio d'efficacité	67,1 %	69,7 %	75,9 %

TABLEAU 16	GESTION DE PATRIMOINE AU CANADA ET AUX ÉTATS-UNIS		
(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005
Gestion de patrimoine au Canada	501 \$	410 \$	324 \$
TD Ameritrade / TD Waterhouse U.S.A.	261	180	108
Bénéfice net	762 \$	590 \$	432 \$

PRINCIPAUX GROUPES DE PRODUITS

Courtage à escompte TD Waterhouse

- Un chef de file du courtage autogéré, servant des clients au Canada et au Royaume-Uni.
- Les revenus ont augmenté de 36 millions de dollars par rapport à l'exercice 2006. Cette augmentation s'explique par la hausse des revenus tirés des opérations attribuable à l'accroissement des volumes d'opérations, conjuguée à la montée du revenu d'intérêts net entraînée par les soldes sur marge et de dépôts de clients plus élevés, qui a plus que compensé l'incidence de la baisse des commissions par opération. La décision stratégique de réduire nos prix dans les secteurs des investisseurs actifs et des clients fortunés s'est fait sentir sur les revenus tirés des commissions, bien que cette incidence ait été largement compensée par une hausse des volumes.
- Les frais au Canada se sont accrus de 14 millions de dollars, sous l'effet surtout des frais de compensation d'opérations et des charges de rémunération plus élevés occasionnés par l'intensification des activités et l'investissement continu dans la technologie pour appuyer la stratégie axée sur les investisseurs actifs.

Gestion de Placements TD

- Fonds mutuels TD est la deuxième famille de fonds communs de placement en importance détenue par une banque au Canada, d'après la part de marché des actifs, qui s'établissait à 56 milliards de dollars d'actifs gérés au 31 octobre 2007, soit un bond de 15 % par rapport à 2006. Fonds mutuels TD est demeurée au quatrième rang de l'industrie pour la deuxième année d'affilée. Les revenus se sont accrus de 26 % par rapport à 2006 en raison de la croissance des actifs et des nouveaux frais d'administration fixes pour certains fonds de GPTD. Quant aux frais, leur hausse de 96 millions de dollars s'explique surtout par l'augmentation des commissions de suivi versées aux vendeurs de fonds offerts par la Banque et par le fait que GPTD absorbe les frais d'exploitation de certains fonds en échange de frais d'administration fixes. Pour la cinquième année de suite, Fonds mutuels TD s'est classée deuxième au chapitre des ventes nettes de fonds communs de placement à long terme.
- TD Investment Management est l'un des principaux gestionnaires de fonds du pays. Ses services englobent la gestion de placements pour les caisses de retraite, les sociétés, les institutions, les fonds de dotation et les fondations ainsi que les particuliers fortunés et les tiers distributeurs. Les revenus ont progressé de 7 % par rapport à 2006, en raison surtout de la hausse du revenu d'intérêts net et de l'accroissement des frais de gestion de placements.

Services de conseil

- Services aux clients privés TD Waterhouse englobe les services fiduciaires, les services bancaires privés et la gestion privée. La croissance des actifs confiés par les clients a contribué à une hausse de 10 % des revenus par rapport à l'exercice précédent. Les frais se sont accrus de 3 millions de dollars, ou 2 %.
- Conseils de placement privés TD Waterhouse offre des services de courtage traditionnel à des clients de détail partout au Canada. En 2007, la poussée des actifs administrés a entraîné une hausse de 17 % des revenus par rapport à l'exercice 2006, en raison surtout de la montée des revenus tirés des produits à commissions. Les frais se sont accrus de 10 % en regard de l'exercice précédent, conséquence de la hausse de la rémunération de l'effectif de vente découlant de la croissance des revenus donnant droit à commission. Le recrutement continu de conseillers en placement expérimentés a aussi contribué à accroître les frais.
- Planification financière TD Waterhouse continue à recruter activement des conseillers en contact avec la clientèle, ayant élargi son effectif de planificateurs de 14 % et affichant une hausse de 21 % des actifs administrés en 2007 par rapport à l'exercice précédent. En conséquence, les revenus ont progressé de 36 % en 2007, tandis que les frais ont crû de 20 %, le nombre des planificateurs financiers ayant continué de s'accroître.

TD Ameritrade

- Gestion de patrimoine englobe les résultats de TD Ameritrade pour tout l'exercice 2007, comparativement à environ huit mois de 2006. TD Ameritrade a terminé l'intégration des clients de TD Waterhouse U.S.A. tout en produisant un bénéfice net record pour son trimestre terminé le 30 septembre 2007, sous l'effet de solides volumes de négociation et de la croissance des revenus en fonction de l'actif tirés des actifs de clients record.
- TD Ameritrade continue d'axer ses efforts sur l'accroissement des actifs de clients et des revenus fondés sur l'actif, tirant parti de la croissance du marché des investisseurs à long terme fortunés.
- Pour toute information sur les produits et les services de TD Ameritrade, consulter les documents de la société déposés auprès de la SEC, disponibles sur EDGAR à l'adresse www.sec.gov/edgar.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

- La demande de services de gestion de patrimoine devrait demeurer forte au cours du prochain exercice.
- Au cours de 2008, les rendements obligataires devraient grimper d'environ 50 points de base. Les taux d'intérêt à long terme devraient demeurer relativement bas et stables.
- La montée des bénéfices des sociétés devrait ralentir sous l'effet d'une croissance modérée des prix des marchandises et d'un ralentissement de la croissance économique. De plus, les profits rapatriés de l'étranger par des multinationales canadiennes seront vraisemblablement atténués par la force du dollar canadien par rapport à d'autres monnaies importantes. Ces tendances laissent supposer des gains d'environ 5 % pour les actions canadiennes.
- Les volumes de négociation pourraient être touchés par l'incertitude économique, mais ces inquiétudes devraient s'estomper au cours de l'année. Toutefois, des périodes de volatilité récurrentes sont probables.
- La croissance vigoureuse soutenue du revenu des particuliers devrait favoriser les nouveaux placements au cours de l'année qui vient. L'incertitude économique pourrait entraîner un mouvement de repli vers des actifs financiers plus défensifs.
- La population vieillissante devrait continuer de représenter un bon créneau pour les volets de la planification financière et de la gestion de patrimoine.

PERSPECTIVES ET ORIENTATION POUR 2008

Les perspectives et les principales priorités pour 2008 sont les suivantes :

- Améliorer la croissance des nouveaux actifs de clients en élargissant l'effectif de conseillers en contact avec les clients, en recrutant chez les concurrents grâce à des programmes de recrutement et de formation de conseillers débutants et expérimentés.
- Mettre l'accent sur la diversification des revenus en se tournant vers des sources plus stables comme les produits à commissions et le revenu d'intérêts net, et atténuer ainsi la pression sur les volumes d'opérations.
- S'assurer que la croissance des revenus dépasse celle des frais en gérant les coûts de façon rigoureuse.
- Soutenir la croissance de nos activités de conseil sous-exploitées en ajoutant de nouveaux conseillers, de nouveaux actifs et de nouveaux produits.
- Maintenir l'essor des fonds communs de placement en haussant les ventes dans nos succursales de détail et les canaux externes.
- Cibler stratégiquement le segment des investisseurs actifs dans le volet du courtage à escompte, en misant sur notre nouvelle plateforme technologique et sur nos prix.
- TD Ameritrade s'attache à maintenir sa position de chef de file du marché des investisseurs actifs et à accroître les actifs de clients et les revenus fondés sur l'actif.

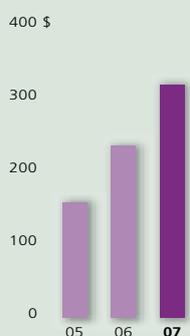
Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis

Le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis offre, sous la bannière TD Banknorth, une gamme complète de produits et de services bancaires, dont les services aux commerçants, les services aux particuliers, la gestion de patrimoine et les services d'organisme assureur.

320 \$

(en millions de dollars canadiens)

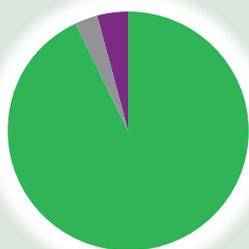
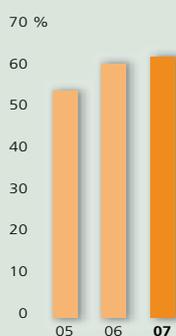
BÉNÉFICE NET



62,7 %

(en pourcentage)

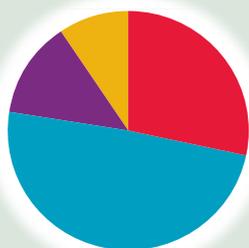
RATIO D'EFFICIENCE



Revenus

(en millions de dollars)	Dollars canadiens			Dollars américains		
	2007	2006	2005 ¹	2007	2006	2005 ¹
● Services bancaires à la collectivité	1 810 \$	1 644 \$	921 \$	1 631 \$	1 443 \$	756 \$
● Assurances	62	62	38	56	54	31
● Gestion de patrimoine	76	74	45	68	65	37
Total	1 948 \$	1 780 \$	1 004 \$	1 755 \$	1 562 \$	824 \$

¹ Pour la période de sept mois du 1^{er} mars 2005 au 30 septembre 2005.



Actifs¹

(en millions de dollars)	Dollars canadiens			Dollars américains		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005
● Prêts à la consommation	9 685 \$	11 511 \$	10 616 \$	9 736 \$	10 299 \$	9 130 \$
● Prêts aux entreprises et aux gouvernements	16 739	17 186	12 555	16 827	15 376	10 798
● Titres de placement	4 438	5 070	5 263	4 461	4 536	4 527
● Autres actifs	3 139	3 303	2 425	3 155	2 955	2 086
Total	34 001 \$	37 070 \$	30 859 \$	34 179 \$	33 166 \$	26 541 \$

¹ Exclusion faite des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels.

POINTS SAILLANTS

- Réalisation de l'acquisition d'Interchange le 1^{er} janvier 2007 et conversion des clients d'Interchange aux systèmes de TD Banknorth en février 2007.
- Opération de privatisation achevée en avril 2007, en vertu de laquelle la Banque a acquis la totalité de TD Banknorth.
- Lancement de notre produit de dépôt «Earn-Smart Money Market» en février 2007, qui a engrangé 2,8 milliards de dollars.
- Remplacement d'environ 500 millions de dollars de titres de fiducie privilégiés par des actions privilégiées de FPI moins onéreuses.
- Accent soutenu sur la croissance interne des revenus et le contrôle des coûts.
- Les gains d'efficacité ont engendré des économies de coûts qui seront réinvesties dans les activités de croissance futures.
- Annonce de l'acquisition de Commerce, sous réserve de l'approbation des actionnaires de Commerce et des organismes de réglementation canadiens et américains.

ENJEUX DE 2007

- Maintien/croissance des dépôts de base.
- Hausse continue des radiations de prêts et des prêts douteux en regard des taux historiquement bas des dernières années.
- Compression des marges causée par la montée des taux d'intérêt à court terme.
- Raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.
- Les statistiques liées à la qualité des actifs se sont détériorées par rapport au creux historique, nécessitant une hausse de la provision pour pertes sur créances, mais la tendance s'est stabilisée.

PROFIL DU SECTEUR

L'industrie des services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis est très concurrentielle pour tous les volets de nos activités. TD Banknorth subit une concurrence féroce des autres banques et institutions financières, notamment les caisses d'épargne, les sociétés de crédit, les coopératives d'épargne et de crédit ainsi que d'autres prestataires de services financiers comme les fonds du marché monétaire, les sociétés de courtage, les sociétés de crédit à la consommation et les sociétés d'assurances. TD Banknorth est l'une des plus grandes institutions financières du nord-est des États-Unis, mais les banques et les institutions financières avec qui elle rivalise possèdent des réseaux de succursales beaucoup plus importants, des gammes de services bancaires commerciaux plus étendues et des ressources plus considérables. Les facteurs clés de la rentabilité sont l'établissement et le maintien de relations durables avec les clients, une gestion des risques efficace, des prix raisonnables, l'utilisation de technologies pour fournir aux clients des produits et des services partout et en tout temps, l'expansion des activités rémunérées à la commission et le contrôle efficace des frais d'exploitation.

STRATÉGIE GLOBALE

- Fournir des services de qualité supérieure aux clients par l'intermédiaire de tous les canaux.
- Accroître la notoriété de la marque TD Banknorth sur le marché.
- Se concentrer sur la croissance bancaire interne, pour ce qui est notamment des principaux comptes-chèques, des prêts commerciaux et des prêts aux petites entreprises, et des groupes de produits donnant droit à des commissions.
- Maintenir la grande qualité des actifs et la gestion rigoureuse des frais.
- Poursuivre la stratégie d'acquisition en Nouvelle-Angleterre et dans les autres régions ciblées des États-Unis.

REVUE DU RENDEMENT FINANCIER

Le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis a constaté un bénéfice net comme présenté et un bénéfice net rajusté respectivement de 320 millions de dollars et 359 millions de dollars pour l'exercice écoulé, par rapport respectivement à 236 millions de dollars et 255 millions de dollars pour l'exercice précédent. Le bénéfice net rajusté pour l'exercice écoulé exclut une charge après impôts de 39 millions de dollars correspondant à la quote-part de la Banque des coûts de restructuration, coûts de privatisation et frais à la fusion imputés pour TD Banknorth. Le bénéfice net rajusté de l'exercice précédent ne tenait pas compte de la tranche de 19 millions de dollars de la Banque d'une perte avant impôts de 52 millions de dollars (34 millions de dollars après impôts) à la vente de 3 milliards de dollars de titres de placement dans le cadre d'une restructuration du bilan. L'augmentation de 104 millions de dollars du bénéfice net rajusté était principalement attribuable à l'accroissement de la participation de la Banque dans TD Banknorth qui est passée à 100 % par suite de l'opération de privatisation qui a été conclue en avril 2007 (le pourcentage de participation moyen est passé de 56 % en 2006 à 72 % en 2007), ainsi qu'à l'incidence sur un exercice entier des acquisitions de Hudson en janvier 2006 et d'Interchange en janvier 2007 par TD Banknorth. En outre, le secteur englobe dorénavant les opérations bancaires de TD Bank USA qui offre des services bancaires aux clients de TD Ameritrade. Les résultats des périodes antérieures n'ont pas été retraités pour inclure les résultats de TD Bank USA étant donné que ceux-ci n'étaient pas considérables. Le rendement annualisé du capital investi a été de 4,6 %.

Les revenus ont atteint 1 948 millions de dollars, en hausse de 168 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à 2006. La hausse est principalement attribuable aux acquisitions d'Interchange et de Hudson, contrebalancée en partie par la compression des marges et le raffermissement du dollar canadien. La marge sur les actifs productifs moyens a reculé, passant de 3,97 % en 2006 à 3,93 % en 2007 en raison surtout de la concurrence pour les prêts et dépôts, d'une courbe de rendement plane et de dépôts à faible coût comportant une plus petite part du total des dépôts.

La provision pour pertes sur créances s'est élevée à 120 millions de dollars en 2007, comparativement à 40 millions de dollars en 2006. Bien que la qualité des actifs demeure solide, les prêts douteux et les radiations de prêts ont augmenté au cours de l'exercice, principalement en raison du ralentissement des marchés de l'immobilier résidentiel aux États-Unis.

Les frais se sont élevés à 1 221 millions de dollars, soit une hausse de 134 millions de dollars en regard de 2006, principalement en raison des frais différentiels liés à l'exploitation des deux banques acquises et des charges de 78 millions de dollars liées à la restructuration, à la privatisation et à la fusion. Le ratio d'efficacité pour l'exercice a atteint 62,7 %, comparativement à 61,1 % en 2006. La hausse du ratio d'efficacité est principalement attribuable à la compression des marges et à la hausse des charges liées à la restructuration, à la privatisation et à la fusion. Le nombre de postes équivalents temps plein (ETP) a été de 7 985 à la fin de 2007, en regard de 8 835 à la fin de 2006. Les efforts en matière d'efficacité nous ont permis de réduire l'ETP tout en maintenant le niveau de service.

TABLEAU 17 SERVICES BANCAIRES PERSONNELS ET COMMERCIAUX AUX ÉTATS-UNIS

	Dollars canadiens			Dollars américains		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Revenu d'intérêts net	1 365 \$	1 290 \$	705 \$	1 230 \$	1 132 \$	579 \$
Autres revenus	583	490	299	525	430	245
Provision pour pertes sur créances	120	40	4	108	35	3
Frais autres que d'intérêts	1 221	1 087	549	1 100	954	451
Bénéfice avant charge d'impôts sur les bénéfices	607	653	451	547	573	370
Charge d'impôts sur les bénéfices	196	222	161	177	195	132
Participations sans contrôle dans les filiales	91	195	132	82	171	108
Bénéfice net – comme présenté	320	236	158	288	207	130
Éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices ¹	39	19	–	35	17	–
Bénéfice net – rajusté	359 \$	255 \$	158 \$	323 \$	224 \$	130 \$
Principaux volumes et ratios						
Moyenne des prêts et des acceptations (en milliards de dollars)	29 \$	\$ 27 \$	24 \$	26 \$	24 \$	20 \$
Moyenne des dépôts (en milliards de dollars)	31 \$	\$ 30 \$	27 \$	28 \$	26 \$	22 \$
Rendement du capital investi	4,6 %	4,6 %	5,4 %			
Ratio d'efficacité – comme présenté	62,7 %	61,1 %	54,7 %			
Ratio d'efficacité – rajusté	58,7 %	59,3 %	54,7 %			
Marge sur les actifs productifs moyens	3,93 %	3,97 %	4,11 %			

¹ Les éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices, comprennent ce qui suit : 19 millions de dollars liés à l'imputation pour restructuration du bilan en 2006; 39 millions de dollars liés aux coûts de restructuration, coûts de privatisation et frais relatifs à la fusion de TD Banknorth en 2007.

PRINCIPAUX GROUPES DE PRODUITS

Services bancaires à la collectivité

Le volet des services bancaires à la collectivité offre un large éventail de produits et de services financiers aux particuliers, aux entreprises et aux gouvernements par l'intermédiaire de succursales, de services bancaires par téléphone et de services bancaires par Internet. Les produits et les services comprennent les prêts et les services de prêts au secteur de l'immobilier commercial, aux entreprises commerciales, au secteur de l'immobilier résidentiel et aux consommateurs ainsi qu'une gamme complète de produits de dépôt aux particuliers, aux entreprises et aux gouvernements, notamment les comptes-chèques, les comptes d'épargne, les produits du marché monétaire, les placements à terme, les services aux commerçants et les produits de gestion de trésorerie conçus pour répondre aux besoins des clients.

Les revenus du volet des services bancaires à la collectivité, qui englobent la plupart des revenus de TD Banknorth, ont totalisé 1 810 millions de dollars, sur un volume moyen de prêts de 29 milliards de dollars et un volume moyen de dépôts de 31 milliards de dollars. L'acquisition d'Interchange en 2007 et l'incidence pour un exercice entier de l'acquisition de Hudson en 2006, la compression de la marge d'intérêt nette, la hausse des frais liés aux chèques et des frais bancaires, et la hausse des provisions pour pertes sur créances représentent d'importants facteurs de la performance par rapport à l'exercice précédent.

Gestion de patrimoine et services de conseil en placement

Le volet de gestion de patrimoine offre des services consultatifs en gestion de patrimoine, en gestion de placements et en placement aux particuliers et aux entreprises. Les revenus du volet gestion de patrimoine se sont élevés à 77 millions de dollars en 2007, en regard de 73 millions de dollars en 2006. Ce volet avait des actifs gérés (incluant des placements discrétionnaires et confiés en garde) qui totalisaient 17,0 milliards de dollars à la fin de 2007, comparativement à 17,3 milliards de dollars à la fin de 2006.

Organisme assureur

Le volet des services d'organisme assureur fournit des produits et des services d'assurances aux particuliers et aux entreprises, dont l'assurance habitation, l'assurance automobile, l'assurance de dommages aux particuliers et les avantages sociaux. Il est l'un des organismes assureurs les plus importants dans le nord-est des États-Unis. Les revenus du volet des services d'organisme assureur, surtout composés de commissions sur les ventes de produits d'assurances, ont totalisé 62 millions de dollars en 2007 et en 2006.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

- Les États-Unis connaissent un ralentissement économique de milieu de cycle qui devrait se poursuivre en 2008, touchant vraisemblablement le nord-est américain.
- C'est sont les secteurs de l'habitation et des dépenses de consommation qui devraient continuer d'être les plus touchés par la faiblesse de l'économie, ce qui donnera lieu à une baisse de la demande de prêts hypothécaires et de prêts personnels.
- Le marché du travail restera tendu, assez pour que le revenu des particuliers croisse plus rapidement que l'inflation, et ainsi contenir toute faiblesse émergeant dans la croissance des dépôts personnels.
- La croissance des dépôts commerciaux pourrait être freinée par un recul des conditions économiques qui gênera la croissance des revenus d'entreprises, bien que les exportateurs de biens pourraient y échapper étant donné l'avantage concurrentiel accru découlant de l'affaiblissement du dollar américain.
- L'économie devrait se raffermir vers la fin de 2008 et être plus stimulante pour les activités bancaires en 2009.

PERSPECTIVES ET ORIENTATION POUR 2008

Nous prévoyons miser sur nos forces pour offrir à nos clients un service de qualité supérieure et prendre des décisions rapidement à l'échelle locale. Les perspectives laissent entrevoir une faible croissance interne des revenus en 2008. Les marges d'intérêt nettes pourraient continuer de subir des pressions. Les provisions pour pertes sur créances devraient commencer à se normaliser par rapport aux niveaux élevés de 2007. Les revenus tirés des commissions et les frais d'exploitation, compte non tenu des acquisitions, devraient croître modérément. Le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis vise une croissance durable de ses bénéfices avec le temps. Les grandes priorités pour 2008 sont les suivantes :

- Maintenir le momentum de la croissance interne des prêts commerciaux et des dépôts de base, tout en conservant la grande qualité des actifs et en maintenant des prix concurrentiels.
- Continuer d'offrir un service à la clientèle nettement supérieur aux attentes des clients.
- Gérer les frais afin de soutenir un levier d'exploitation positif.
- Améliorer l'efficacité en rationalisant les processus d'affaires clés.
- Élaborer notre système interne de références de ventes pour offrir un soutien inégalé pour nos efforts de ventes croisées.
- Achever l'acquisition de Commerce tout en maintenant nos cibles de croissance interne.
- Dresser un plan de transition aux fins de la fusion des activités de TD Banknorth et de Commerce et le mettre en œuvre.

ANALYSE DES SECTEURS D'EXPLOITATION

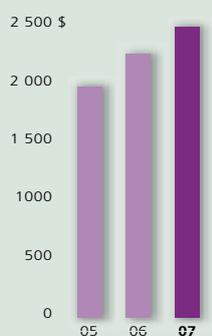
Services bancaires en gros

Les Services bancaires en gros servent une clientèle diversifiée constituée de grandes entreprises, de gouvernements et de clients institutionnels sur les principaux marchés des capitaux du monde.

2 498 \$

(en millions de dollars canadiens)

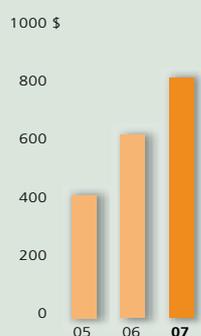
TOTAL DES REVENUS



824 \$

(en millions de dollars canadiens)

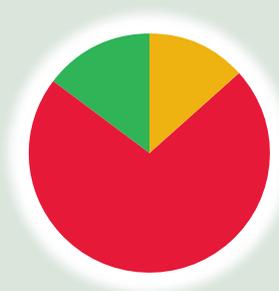
BÉNÉFICE NET



44 \$

(en milliards de dollars canadiens)

ACTIFS PONDÉRÉS EN FONCTION DES RISQUES



Revenus

(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005
● Services bancaires aux grandes entreprises	337 \$	287 \$	266 \$
● Services bancaires de placement et marchés financiers	1 793	1 617	1 467
● Placements en actions	364	367	255
Total	2 494 \$	2 271 \$	1 988 \$

POINTS SAILLANTS

- Le bénéfice comme présenté a grimpé de 31 %, et le bénéfice rajusté, de 24 % par rapport à l'exercice précédent.
- Le rendement du capital investi a atteint 30 %, contre 28 % pour l'exercice précédent.
- Parmi les trois plus grands courtiers au Canada (pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2007) :
 - n° 1 – négociation de blocs d'actions
 - n° 2 – négociation d'instruments à taux fixe
 - n° 2 – prise ferme d'instruments à taux fixe
 - n° 3 – fusions et acquisitions (au sein du groupe de pairs canadiens)
 - n° 3 – prise ferme d'actions (entièrement grâce au syndicaire chef de file)
- De solides gains ont été réalisés sur le portefeuille de titres de placement et les gains latents se sont accrus par rapport à l'exercice précédent.
- Le profil du risque de crédit est resté bas.

ENJEUX DE 2007

- Solidifier notre position en tant que l'un des trois plus grands courtiers au Canada dans un marché parvenu à maturité où il se livre une vive concurrence.
- Faire face à la volatilité des marchés du crédit et la baisse de liquidité, dans la deuxième moitié de l'exercice, et à leur incidence sur les activités des Services bancaires en gros.

PROFIL DU SECTEUR

Au Canada, les services bancaires en gros forment un secteur parvenu à maturité où il se livre une vive concurrence entre les banques canadiennes, les grandes banques d'affaires mondiales et, dans une moindre mesure, des banques et des courtiers en valeurs à petit créneau. Pour tenir tête à la concurrence, il faut offrir des ensembles de solutions et de produits, dont l'élément crédit se révèle souvent le cœur de la relation avec le client. En outre, il faut mettre des compétences internationales au service des sociétés canadiennes dont le rayon d'action est mondial. Il y a des possibilités de plus en plus nombreuses pour une banque de gros qui, dans ses produits et ses activités régionales, se tourne vers des solutions et des idées innovatrices.

STRATÉGIE GLOBALE

- Solidifier notre position en tant que l'un des trois plus grands courtiers au Canada :
 - Garder sur les marchés le premier rang pour la négociation de blocs d'actions et le deuxième rang pour les instruments à taux fixe.
 - Hausser notre part des revenus de l'industrie liés à la prise ferme d'actions et de titres de créance et aux fusions et acquisitions.
 - Rehausser prudemment le niveau du crédit à l'appui de notre stratégie visant à rester l'un des trois plus grands et continuer à nous protéger au moyen de swaps sur défaillance de crédit.
 - Maintenir l'appui fourni à l'entreprise canadienne à l'égard des offres de produits et de services dans des créneaux aux États-Unis, en Europe et en Asie.
- Augmenter les activités de négociation pour compte sur les marchés liquides et sous-exploités.
- Atteindre un taux de rendement attrayant sur le portefeuille de titres de placement, à moyen et à long terme.

REVUE DU RENDEMENT FINANCIER

Le bénéfice net comme présenté s'est établi à 824 millions de dollars en 2007, en hausse de 195 millions de dollars par rapport au bénéfice net de 629 millions de dollars en 2006. Le bénéfice net rajusté s'est établi à 824 millions de dollars en 2007, soit un gain de 160 millions de dollars par rapport à 664 millions de dollars en 2006. Le rendement du capital investi pour 2007 s'est établi à 30 %, contre 28 % pour 2006. Le bénéfice net rajusté de l'exercice précédent ne tenait pas compte d'imputations pour restructuration de 50 millions de dollars. Au cours de l'exercice écoulé, aucun élément à noter (ajustement) n'a été présenté.

Les revenus des Services bancaires en gros ont surtout été tirés des opérations sur les marchés financiers, des activités de placement et des services bancaires aux grandes entreprises. Les revenus pour l'exercice ont atteint 2 494 millions de dollars, contre 2 271 millions de dollars pour l'exercice précédent. Les revenus tirés des marchés financiers ont été plus élevés qu'à l'exercice précédent grâce à la hausse des revenus non imposables tirés des opérations de négociation d'actions et à la progression des revenus tirés de la syndication, des fusions et acquisitions et de la prise ferme. Ces hausses ont été neutralisées par une baisse des revenus de négociation de crédit, qui s'explique surtout par la volatilité des marchés du crédit et la rupture des relations traditionnelles entre les prix des obligations de sociétés et ceux des swaps sur défaillance de crédit au cours de la seconde moitié de l'exercice. Les revenus tirés des portefeuilles de titres de capitaux propres ont reculé modérément en raison du repli des gains sur les placements en actions. Les revenus des services bancaires aux grandes entreprises ont progressé, en raison surtout d'une hausse des prêts et des engagements liés principalement aux activités de fusion et d'acquisition.

Les provisions pour pertes sur créances se sont élevées à 48 millions de dollars pour 2007, en baisse de 20 millions de dollars, en regard de 68 millions de dollars pour 2006. Les provisions pour pertes sur créances du secteur Services bancaires en gros englobent les provisions pour prêts douteux et les coûts de la protection de crédit. La variation de la valeur marchande de la protection de crédit, en sus des coûts engagés, est incluse dans le secteur Siège social. Les coûts engagés pour protéger le crédit dans les Services bancaires en gros en 2007 sont demeurés semblables à ceux de 2006 en s'établissant à 48 millions de dollars.

Les Services bancaires en gros détenaient une protection de crédit de 2,6 milliards de dollars à l'égard du portefeuille de prêts, soit 0,3 milliard de dollars de moins qu'à la fin de l'exercice précédent. La diminution s'explique principalement par la force du dollar canadien par rapport au dollar américain, la protection étant libellée en grande partie en dollars américains. Les Services bancaires en gros continuent à gérer de façon proactive leur risque de crédit par la gestion active du portefeuille de protection de crédit.

Les actifs pondérés en fonction des risques du secteur des Services bancaires en gros ont augmenté de 10 milliards de dollars pour atteindre 44 milliards de dollars pour l'exercice écoulé. Cette augmentation est surtout liée à une progression des prêts aux grandes entreprises attribuable aux activités de fusion et d'acquisition ainsi qu'à la conversion de facilités de trésorerie liées au papier commercial adossé à des actifs, qui sont passées de «en cas de perturbation du marché» à «style mondial», en réponse aux préoccupations à l'égard de la liquidité du marché.

Les frais ont atteint 1 261 millions de dollars, contre 1 312 millions de dollars à l'exercice précédent. La baisse est surtout liée aux imputations pour restructuration de 50 millions de dollars enregistrées l'exercice précédent quant à la sortie des activités mondiales de produits structurés.

TABLEAU 18	SERVICES BANCAIRES EN GROS		
(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005
Revenu d'intérêts net	875 \$	479 \$	977 \$
Autres revenus	1 619	1 792	1 011
Provision pour pertes sur créances	48	68	52
Frais de restructuration	–	50	43
Frais autres que d'intérêts	1 261	1 262	1 282
Bénéfice avant charge d'impôts sur les bénéfices	1 185	891	611
Charge d'impôts sur les bénéfices	361	262	189
Bénéfice net – comme présenté	824	629	422
Éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices ¹	–	35	129
Bénéfice net – rajusté	824 \$	664 \$	551 \$
Principaux volumes et ratios			
Actifs pondérés en fonction des risques (en milliards de dollars canadiens)	44 \$	34 \$	33 \$
Rendement du capital investi	30,1 %	27,9 %	22,3 %
Ratio d'efficacité – comme présenté	51,0 %	57,8 %	66,6 %
Ratio d'efficacité – rajusté	51,0 %	55,6 %	59,9 %

¹ Les éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices, comprennent ce qui suit : 35 millions de dollars rattachés à l'imputation pour restructuration en 2006; 100 millions de dollars liés à une perte sur portefeuille de dérivés structurés et 29 millions de dollars rattachés à l'imputation pour restructuration en 2005.

PRINCIPAUX GROUPES DE PRODUITS

Services bancaires de placement et marchés financiers

- Les revenus tirés des services bancaires de placement et des marchés financiers, qui comprennent les services de conseil, de prise ferme, de négociation, de facilitation et d'exécution ont monté de 11 %, passant de 1 621 millions de dollars en 2006 à 1 793 millions de dollars en 2007. La hausse s'explique par la progression des revenus non imposables tirés des opérations de négociation d'actions et l'augmentation des activités de fusion et d'acquisition et de prise ferme, quelque peu contrebalancées par un repli des activités de négociation de crédit.

Placements en actions

- Le portefeuille de placements en actions, formé d'actions de sociétés ouvertes et privées, a produit de solides résultats dans l'ensemble en 2007, soit des revenus de 364 millions de dollars, en légère baisse par rapport aux revenus de 367 millions de dollars de 2006. Cette baisse est attribuable à un recul modéré des gains sur les placements en actions.

Services bancaires aux grandes entreprises

- Les revenus tirés des services bancaires aux grandes entreprises, qui comprennent les prêts aux entreprises, le financement commercial et les services de gestion des liquidités, ont augmenté de 17 %, passant de 287 millions de dollars en 2006 à 337 millions de dollars en 2007. Cette augmentation est en grande partie attribuable aux volumes accrus des prêts et à une hausse des revenus d'intérêts nets sur les dépôts bancaires correspondants.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

- La situation économique devrait induire une demande modérée de services relatifs aux marchés financiers et de services de placement en 2008.
- Les services de conseil, de prise ferme, de négociation, de facilitation et d'exécution pourraient ralentir au cours de 2008, reflétant une situation économique et financière en légère perte de vigueur. Les conditions serrées de crédit continueront vraisemblablement d'avoir une incidence défavorable au début de 2008.
- Les investissements des sociétés devraient reprendre quelque peu en 2008, étant donné que les sociétés voudront sans doute profiter de la force du dollar canadien. L'incertitude économique pourrait faire en sorte que les sociétés trouveront de plus en plus difficile de financer leurs investissements à même leurs propres fonds internes, et cela devrait stimuler les activités de prêts aux sociétés.
- Cependant, des coûts d'emprunt légèrement plus lourds en 2008 pourraient freiner les demandes de crédit de la part des sociétés.
- L'appréciation du dollar canadien et la hausse des liquidités des sociétés continueront sans doute de stimuler les activités de fusion et d'acquisition.
- Les conditions de crédit devraient s'assouplir légèrement. Cependant, les solides bilans des entreprises devraient limiter la tendance.
- Les marchés boursiers et obligataires dégageront probablement des gains de moins de 10 % en 2008.

PERSPECTIVES ET ORIENTATION POUR 2008

La volatilité des marchés du crédit et la baisse de liquidité, qui ont eu des répercussions sur les activités des Services bancaires en gros au quatrième trimestre de 2007, devraient se maintenir en 2008. La volatilité pourrait ralentir les activités sur les marchés financiers, mais elle pourrait par contre présenter des possibilités de transactions additionnelles. Les principales priorités pour 2008 sont les suivantes :

- Solidifier notre position en tant que l'un des trois plus grands courtiers au Canada.
- Rechercher les occasions d'augmenter les activités de négociation pour compte des marchés liquides et sous-exploités.
- Maintenir un taux de rendement supérieur du capital investi.
- Améliorer le ratio d'efficacité par une gestion plus rigoureuse des frais.

Siège social

Le secteur Siège social comprend l'incidence des programmes de titrisation d'actifs, la gestion de trésorerie, les provisions générales pour pertes sur créances, l'élimination de certains rajustements en équivalence fiscale et des économies fiscales au niveau de l'entreprise ainsi que les revenus et les frais résiduels non répartis.

Le secteur Siège social a enregistré une perte nette de 162 millions de dollars en 2007, en comparaison d'un bénéfice net de 1 182 millions de dollars en 2006. Le résultat rajusté est une perte nette de 9 millions de dollars pour l'exercice écoulé, alors qu'il avait été une perte nette de 99 millions de dollars pour l'exercice précédent. L'augmentation d'un exercice à l'autre du résultat rajusté provient principalement d'une gestion rigoureuse des frais et d'éléments fiscaux favorables.

Le résultat net rajusté exclut un gain de 135 millions de dollars après impôts lié à la valeur estimative des actions de Visa Inc. que la Banque a reçues en échange de sa participation dans l'Association Visa Canada dans le cadre de la restructuration globale de Visa, et une reprise de provisions générales de 39 millions de dollars après impôts fondée sur des facteurs de taux de perte révisés, à partir de l'historique interne comme préconisé par le dispositif Bâle II. Le gain excédant les coûts comptabilisés pour la période pour les swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises a augmenté de 23 millions de dollars après impôts en regard de l'exercice précédent, mais il a été plus que contrebalancé par une augmentation de l'amortissement des actifs incorporels de 37 millions de dollars après impôts.

Les éléments à noter pour l'exercice précédent incluaient un gain sur dilution après impôts de 1 665 millions de dollars découlant de la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade, en partie contrebalancé par une perte sur dilution après impôts de 72 millions de dollars liée à l'acquisition de Hudson par TD Banknorth. L'exercice précédent comprenait également une reprise de provisions générales de 39 millions de dollars après impôts, des charges liées à l'établissement initial d'une provision spécifique pour prêts sur cartes de crédit et prêts pour découverts de 18 millions de dollars après impôts qui découlait d'une modification de la méthode de provisionnement de la Banque et d'une incidence négative des baisses prévues du taux d'impôt sur les bénéfices qui a fait diminuer les actifs d'impôts futurs de 24 millions de dollars.

TABLEAU 19	SIÈGE SOCIAL		
(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005
Perte d'intérêts nette	(1 035)\$	(654) \$	(659) \$
Autres revenus	312	83	177
Reprise de provision pour pertes sur créances	(131)	(112)	(374)
Frais autres que d'intérêts	686	755	1 114
Gain sur dilution, montant net	–	1 559	–
Bénéfice (perte) avant économie d'impôts sur les bénéfices	(1 278)	345	(1 222)
Économie d'impôts sur les bénéfices	(1 097)	(839)	(737)
Participations sans contrôle dans les filiales, déduction faite des impôts sur les bénéfices	4	(11)	–
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices	23	(13)	–
Bénéfice net – comme présenté	(162)	1 182	(485)
Éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices ¹	153	(1 281)	503
Bénéfice net (perte nette) – rajusté(e)	(9)\$	(99) \$	18 \$

¹ Pour des détails sur les éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices, se reporter au tableau 13 à la page 26.

DIRECTION DU SIÈGE SOCIAL

La fonction Direction du siège social de la Banque comprend la Vérification, la Conformité, les Affaires internes et publiques, les Services économiques, les Solutions technologiques (technologie de l'information), les Finances, le Service de gestion de la trésorerie et du bilan, les Ressources humaines, le Service juridique, le Marketing, le Bureau de l'ombudsman, les Services immobiliers, la Gestion des risques, la Sécurité, les Services d'approvisionnement stratégiques et de gestion de la mise en œuvre.

L'industrie des services bancaires est de plus en plus complexe et remplie de défis. Les exigences et attentes de nos parties intéressées – clients, actionnaires, employés, autorités de réglementation, gouvernements et collectivité en général – changent constamment. Veiller à ce que la Banque demeure à l'affût des tendances et des développements en émergence est essentiel pour maintenir la confiance que les parties intéressées accordent à la Banque.

Les gens qui servent nos clients à l'échelle internationale par l'entremise de nos quatre principaux secteurs d'exploitation comptent sur le soutien efficace et solide d'une grande variété de groupes fonctionnels, afin de demeurer centrés sur la priorité essentielle de dépasser les attentes de nos clients. Le mandat de la fonction Direction du siège social est d'agir comme point central d'avis et de conseils, et de concevoir, d'établir et d'instaurer des processus, des systèmes et des technologies pour faire en sorte que les principaux secteurs de la Banque exercent leurs activités de façon efficace, fiable et conforme à toutes les réglementations applicables. Pour ce faire, la fonction Direction du siège social voit à ce que nous ayons les gens, les processus et les outils de la plus grande qualité possible pour appuyer nos activités, nos clients, nos employés et nos actionnaires.

APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS DE 2006

Sommaire du rendement de 2006

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS EN 2006

TD Banknorth a conclu l'acquisition de Hudson en janvier 2006 pour une contrepartie totale de 2,2 milliards de dollars, dont 1 073 millions de dollars au comptant et le reste en actions ordinaires de TD Banknorth, financée par la vente d'actions ordinaires de TD Banknorth à la Banque. En avril 2006, TD Banknorth a annoncé une entente visant à faire l'acquisition d'Interchange pour 480,6 millions de dollars US au comptant. L'opération s'est conclue le 31 janvier 2007. En date du 15 mai 2006, la

Banque détenait toutes les actions ordinaires émises et en circulation de VFC Inc., un des premiers fournisseurs de financement automobile et de prêts à la consommation. Le 24 janvier 2006, la Banque a réalisé l'opération de vente de son entreprise de courtage aux États-Unis, TD Waterhouse U.S.A., à Ameritrade Holding Corporation, à une juste valeur de marché de 2,69 milliards de dollars en échange de 32,5 % de l'entité issue de la fusion qui porte la dénomination «TD Ameritrade». La vente a entraîné un gain sur dilution de 1 559 millions de dollars pour la Banque. En septembre 2006, la Banque a annoncé un arrangement avec Lillooet, société dont le promoteur est la Banque Royale du Canada, selon lequel la Banque a couvert le risque de prix lié à 27 millions d'actions ordinaires de TD Ameritrade. L'arrangement vise à procurer une protection de prix dans le cas où la Banque désirerait augmenter sa participation réelle dans TD Ameritrade en 2009. L'arrangement ne confère à la Banque aucun droit d'achat d'actions de TD Ameritrade, ni aucun droit de vote ou de participation assorti à ces actions.

REVUE DU RENDEMENT FINANCIER

TABLEAU 20 REVUE DU RENDEMENT FINANCIER DE 2006						
(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires personnels et commerciaux au Canada	Gestion de patrimoine	Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis	Services bancaires en gros	Siège social	Total consolidé
Revenu d'intérêts net (perte d'intérêts nette)	4 879 \$	377 \$	1 290 \$	479 \$	(654) \$	6 371 \$
Autres revenus	2 573	1 883	490	1 792	83	6 821
Total des revenus	7 452	2 260	1 780	2 271	(571)	13 192
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	413	–	40	68	(112)	409
Frais autres que d'intérêts	4 086	1 575	1 087	1 312	755	8 815
Gain sur dilution, montant net	–	–	–	–	1 559	1 559
Bénéfice avant charge d'impôts sur les bénéfices	2 953	685	653	891	345	5 527
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices	987	242	222	262	(839)	874
Participations sans contrôle dans les filiales, déduction faite des impôts sur les bénéfices	–	–	195	–	(11)	184
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices	–	147	–	–	(13)	134
Bénéfice net – comme présenté	1 966	590	236	629	1 182	4 603
Éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices	–	–	19	35	(1 281)	(1 227)
Bénéfice net – rajusté	1 966 \$	590 \$	255 \$	664 \$	(99) \$	3 376 \$

Le **revenu d'intérêts net** pour 2006 s'est établi à 6 371 millions de dollars, soit une augmentation de 363 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à un an plus tôt. Cette augmentation est principalement attribuable à la croissance des volumes et des marges des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada. Le revenu d'intérêts net des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis a lui aussi augmenté, dans ce cas principalement sous l'effet de l'intégration des résultats d'un exercice complet de TD Banknorth et de l'acquisition de Hudson par TD Banknorth. Ces augmentations ont été neutralisées en partie par des baisses du côté des Services bancaires en gros attribuables à un repli du revenu d'intérêts net lié aux activités de négociation et, du côté de la Gestion de patrimoine, sous l'effet de la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade.

Les **autres revenus** ont été de 6 821 millions de dollars, une hausse de 870 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à 2005. Les Services bancaires en gros ont été le principal facteur de la hausse, leurs autres revenus ayant affiché une croissance de 781 millions de dollars, ou 77 %. La hausse est en grande partie attribuable à une augmentation de 550 millions de dollars du revenu de négociation et à des gains sur valeurs mobilières plus élevés, lesquels se sont accrus de 63 millions de dollars, ou 26 %. Les autres revenus des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont monté de 212 millions de dollars, ou 9 %, en regard de ceux de l'exercice précédent, du fait surtout de la hausse des frais de service et des commissions sur crédit attribuable à la croissance des volumes et aux initiatives de révision des frais. Les autres revenus provenant de Gestion de patrimoine ont reculé de 220 millions de dollars, ou 10 %, étant donné la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade.

Les **frais autres que d'intérêts** comme présentés ont été de 8 815 millions de dollars contre 8 844 millions de dollars, soit une baisse de 29 millions de dollars par rapport à l'exercice 2005. Cette légère baisse des frais est surtout attribuable à la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade et à la comptabilisation d'une provision pour litiges éventuels à l'égard d'Enron de 365 millions de dollars en 2005. Ces baisses ont été compensées en partie par l'inclusion pour un exercice entier des frais de TD Banknorth (dans laquelle une participation majoritaire a été acquise en mars 2005) et à l'acquisition de Hudson par TD Banknorth en 2006. Les frais d'exploitation rajustés se sont accrus en regard de 2005, principalement en raison de la montée des frais d'exploitation des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada induite par la forte croissance des activités.

La **charge d'impôts** comme présentée s'est accrue de 175 millions de dollars, ou 25 %, par rapport à 2005. Les autres impôts et taxes ont grimpé de 28 millions de dollars, ou 4 %, en regard de 2005. Le total rajusté de la charge d'impôts sur les bénéfices et des autres impôts et taxes a augmenté de 236 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à 2005. La charge d'impôts exigibles rajustée s'est accrue de 208 millions de dollars, ou 23 %, par rapport à 2005. Le taux d'imposition réel s'est élevé à 15,8 % pour 2006, comparativement à 22,8 % en 2005. La baisse est attribuable dans une large mesure au gain sur dilution net de 2006 qui était assorti d'une charge d'impôts limitée.

BILAN

Le total des actifs s'établissait à 393 milliards de dollars au 31 octobre 2006, soit 28 milliards de dollars, ou 8 %, de plus qu'au 31 octobre 2005, dans une large mesure en raison d'une hausse de 16 milliards de dollars des valeurs mobilières, d'une hausse de 8 milliards de dollars des prêts et de l'investissement de 4,4 milliards de dollars dans TD Ameritrade. Au 31 octobre 2006, le total des actifs se composait principalement de prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts) de 161 milliards de dollars, d'actifs détenus à des fins de transaction de 77 milliards de dollars, de titres de placement de 47 milliards de dollars et de valeurs

mobilières prises en pension de 31 milliards de dollars. Le total des actifs productifs moyens atteignait 315 milliards de dollars, contre 288 milliards de dollars en 2005. Le total des passifs avait augmenté de 24 milliards de dollars, sous l'effet d'une hausse de 14 milliards de dollars des dépôts, d'une montée de 8 milliards de dollars des autres passifs, et d'une croissance des billets et débentures subordonnés de 2 milliards de dollars. En outre, au 31 octobre 2006, le total de l'avoir des actionnaires avait augmenté de 4 milliards de dollars pour s'établir à 20 milliards de dollars, en hausse de 24 % par rapport à 2005.

APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS DE 2006

Rendement financier de 2006 par secteur d'exploitation

Les **Services bancaires personnels et commerciaux au Canada** ont déclaré un bénéfice net de 1 966 millions de dollars pour l'exercice 2006, soit une hausse de 264 millions de dollars, ou 16 %, par rapport à 2005. Le rendement du capital investi a progressé, passant de 23,1 % en 2005 à 25,2 % en 2006, la croissance des bénéfices ayant dépassé la progression de 6 % du capital investi moyen.

Les revenus ont grimpé de 749 millions de dollars, ou 11 %, en comparaison de 2005, principalement en raison d'une solide croissance du revenu d'intérêts net et des commissions. L'acquisition de VFC a contribué à la croissance des revenus à raison de 47 millions de dollars. Les principaux facteurs ayant contribué à la croissance interne des revenus ont été l'important accroissement des volumes de presque tous les produits de même que l'amélioration des marges induite par les dépôts à la faveur de taux d'intérêt plus élevés. La hausse des frais sur les opérations, l'accroissement global des comptes de dépôt et de carte de crédit et les mesures prises en vue d'établir de nouveaux prix concurrentiels ont aussi contribué largement à la croissance des revenus. Cette croissance des revenus a été en partie contrebalancée par la concurrence des prix dans le secteur des prêts immobiliers garantis et des dépôts commerciaux, par l'incidence des frais d'intérêts plus élevés sur les cartes de crédit et par le retrait progressif prévu d'une entente contractuelle visant la gestion d'un portefeuille de prêts pour le compte du gouvernement de la Colombie-Britannique.

La marge sur les actifs productifs moyens a progressé, passant de 2,96 % en 2005 à 3,04 % en 2006. La marge s'est améliorée de 0,02 % par suite de l'acquisition de VFC. Les marges se sont accrues sur les dépôts, surtout pour les produits d'épargne à rendement élevé, en raison de la hausse des taux d'intérêt au cours du premier semestre de 2006. Cette croissance a quelque peu été ralentie par un virage des clients vers des produits de dépôt à rendement moins élevé. La hausse du volume de prêts immobiliers garantis dont les marges sont moins élevées, proportionnellement à l'actif productif de revenu, a en partie neutralisé l'amélioration globale des marges.

La provision pour pertes sur créances a augmenté de 40 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à 2005, l'acquisition de VFC représentant 18 millions de dollars de cette augmentation. La provision pour pertes sur créances s'est établie, en 2006, à 21 millions de dollars pour les prêts commerciaux et les prêts aux petites entreprises, en hausse de 2 millions de dollars par rapport à 2005, en raison d'une baisse des recouvrements de prêts commerciaux et des reprises de provision et d'une hausse des radiations. La provision pour pertes sur créances de 374 millions de dollars au titre des prêts personnels, compte non tenu de VFC, a augmenté de 20 millions de dollars en regard de 2005, du fait principalement de la forte croissance du volume des cartes de crédit en 2006 et de la hausse des radiations de prêts personnels. Par rapport à 2005, la provision pour pertes sur créances en pourcentage du volume des prêts est demeurée inchangée à 0,25 %.

Les frais ont augmenté de 313 millions de dollars, ou 8 %, en comparaison de 2005. L'acquisition de VFC a entraîné une croissance des frais de 14 millions de dollars. La hausse de la rémunération des employés et des investissements dans les nouvelles succursales et l'infrastructure a contribué à l'augmentation des frais. L'acquisition de VFC a ajouté 148 postes ETP par rapport à 2005. Les postes ETP ont augmenté en moyenne de 382 en regard de 2005, par suite de l'ouverture de nouvelles succursales et de l'expansion de l'effectif de vente. Le ratio d'efficacité a été de 54,8 % pour 2006, ce qui représente une amélioration de 150 points de base par rapport à 2005.

Le bénéfice net de **Gestion de patrimoine** a été de 590 millions de dollars pour 2006, en regard de 432 millions de dollars en 2005, soit une hausse de 37 % attribuable à la participation dans TD Ameritrade et à la croissance de toutes les activités du secteur. Le rendement du capital investi a atteint 19,5 % pour l'exercice, contre 16,4 % en 2005.

Les revenus ont reculé de 486 millions de dollars sur ceux de 2005 pour s'établir à 2 260 millions de dollars, principalement du fait de la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade, dont l'effet a été réduit en partie par de meilleurs résultats de la part des activités canadiennes. Au Canada, le revenu d'intérêts a augmenté, étant donné la hausse des soldes sur marge et des dépôts de clients ainsi que l'amélioration des marges. La croissance des autres revenus de Gestion de patrimoine au Canada provient de la progression des revenus tirés des opérations et de la hausse des frais de fonds communs de placement engendrée par l'augmentation des actifs. Dans le volet des fonds communs de placement, les frais de gestion ont grimpé à la suite de la croissance de 17 % des actifs et de la pondération plus élevée, dans le portefeuille, des catégories de fonds qui produisent plus de revenus, tandis que la hausse des actifs administrés a produit de meilleurs résultats pour les volets des conseils de placement privés et de la planification financière. Les revenus tirés du courtage à escompte ont augmenté, propulsés par la montée des volumes sur marge et la croissance de 37 % des volumes de négociation, atténués en partie par une baisse des commissions par opération.

Les frais ont été de 1 575 millions de dollars en 2006, en baisse de 508 millions de dollars par rapport à 2005, surtout du fait de la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade. Cette baisse a été contrebalancée en partie par les paiements plus élevés de commissions de suivi aux vendeurs de fonds communs de placement de la Banque et par l'augmentation de la rémunération de l'effectif de vente de conseils de placement privés et de planification financière. Le ratio d'efficacité s'est amélioré de 6,2 % en regard de 2005 pour s'établir à 69,7 %.

Les actifs gérés, qui atteignaient 151 milliards de dollars au 31 octobre 2006, marquent une augmentation de 21 milliards de dollars, ou 16 %, par rapport au 31 octobre 2005, entraînée par la progression du marché et par les fortes ventes de fonds communs de placement. L'incidence de la progression du marché sur les actifs gérés a été d'environ 6 %. Les actifs administrés totalisaient 161 milliards de dollars à la clôture de l'exercice, soit 154 milliards de dollars, ou 49 %, de moins qu'au 31 octobre 2005, surtout par suite de la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade. Le repli des actifs administrés a été corrigé en partie par la croissance marquée des actifs au pays, principalement attribuable à l'ajout de nouveaux actifs dans tous les secteurs, de même qu'à l'essor du marché.

Le secteur **Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis** a présenté un bénéfice net de 236 millions de dollars comparativement à 158 millions de dollars en 2005. L'augmentation est attribuable surtout à un exercice complet de résultats d'exploitation en 2006 par rapport à 2005 qui comprenait seulement sept mois de résultats d'exploitation de même qu'à l'acquisition de Hudson par TD Banknorth en janvier 2006. Le rendement du capital investi a été de 4,6 % pour 2006, contre 5,4 % pour 2005. Le bénéfice net rajusté a été de 255 millions de dollars en 2006, une hausse de 97 millions de dollars par rapport à 158 millions de dollars en 2005.

Les revenus ont atteint 1,8 milliard de dollars, en hausse de 0,8 milliard de dollars par rapport à l'exercice précédent. Cette progression est principalement attribuable à la comptabilisation des résultats de TD Banknorth sur un exercice complet et à l'acquisition de Hudson. La marge sur les actifs productifs moyens a reculé, passant de 4,11 % en 2005 à 3,97 % en 2006, en raison surtout de la concurrence pour les prêts et dépôts, d'une courbe de rendement plane et de dépôts à faible coût comportant une plus petite part du total des dépôts.

La provision pour pertes sur créances s'est établie à 40 millions de dollars, en forte hausse par rapport à l'exercice précédent. Les radiations ont augmenté au cours de l'exercice, les radiations nettes à l'exercice précédent ayant été très basses.

Les frais ont atteint 1,1 milliard de dollars, en hausse de 538 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'inclusion des résultats de TD Banknorth pour un exercice complet et de l'acquisition de Hudson. Le nombre moyen de postes ETP a été de 8 483, comparativement à 7 284 en 2005, principalement en raison de l'acquisition de Hudson. Le ratio d'efficacité pour l'exercice a été de 61,1 %, comparativement à 54,7 % à l'exercice précédent. La hausse du ratio d'efficacité est surtout attribuable aux revenus inférieurs découlant d'une compression des marges, à l'augmentation des dépenses de publicité et à un accroissement des coûts liés aux fusions et aux regroupements.

Le bénéfice net des **Services bancaires en gros** s'est établi à 629 millions de dollars en 2006, en hausse de 207 millions de dollars par rapport aux 422 millions de dollars de 2005. Le bénéfice net rajusté s'est élevé à 664 millions de dollars en 2006, soit une augmentation de 113 millions de dollars en regard de 551 millions de dollars pour 2005. Le rendement du capital investi pour 2006 a été de 27,9 %, alors qu'il avait atteint 22,3 % en 2005.

Les revenus pour 2006 ont atteint 2 271 millions de dollars, comparativement à 1 988 millions de dollars pour 2005. Les revenus tirés des activités des services bancaires de placement et des opérations sur les marchés financiers ont monté en 2006 par rapport à ceux de 2005, qui comprenaient une perte de 153 millions de dollars liée à la réduction de la valeur estimative et à la sortie de certains portefeuilles de dérivés structurés. Compte non tenu de la perte de 153 millions de dollars en 2005, les revenus des services bancaires de placement et des marchés financiers sont demeurés semblables d'un exercice à l'autre, étant donné que le solide revenu de négociation de monnaies étrangères et la croissance importante des revenus tirés des commissions sur actions et des revenus provenant des fusions et acquisitions ont été contrebalancés par un repli des revenus de négociation tirés des taux d'intérêt et du crédit et des revenus dégagés des prises fermes d'actions et de titres de créance. Les revenus tirés des portefeuilles de placements en valeurs ont monté en raison de l'augmentation des gains sur placements en valeurs mobilières. Le revenu des services bancaires aux grandes entreprises a monté surtout par suite de la croissance du portefeuille de crédit.

Les provisions pour pertes sur créances se sont élevées à 68 millions de dollars pour 2006, en hausse de 16 millions de dollars en regard de 52 millions de dollars pour 2005. Les provisions pour pertes sur créances du secteur Services bancaires en gros englobent les provisions pour prêts douteux et les coûts de la protection de crédit. La variation de la valeur marchande de la protection de crédit, en sus des coûts engagés, est incluse dans le secteur Siège social. Les coûts engagés pour protéger le crédit dans les Services bancaires en gros en 2006 se sont établis à 48 millions de dollars, contre 52 millions de dollars en 2005. Au 31 octobre 2006, la protection de crédit des Services bancaires en gros s'élevait à 2,9 milliards de dollars à l'égard du portefeuille de prêts, soit une baisse de 0,3 milliard de dollars depuis la fin de 2005. Les Services bancaires en gros continuent à gérer de façon proactive leur risque de crédit par la gestion active du portefeuille de protection de crédit.

Les actifs pondérés en fonction des risques des Services bancaires en gros se sont établis à 34 milliards de dollars pour 2006, soit une augmentation de 1 milliard de dollars qui s'explique essentiellement par un accroissement des prêts aux entreprises.

Les frais ont été de 1 312 millions de dollars pour 2006, contre 1 325 millions de dollars pour 2005. Cette diminution est attribuable à la baisse de la charge de rémunération sous l'effet des réductions d'effectif, en raison du retrait complet des activités du secteur mondial de produits structurés, partiellement contrebalancée par des coûts de restructuration plus élevés.

Le secteur **Siège social** a enregistré un bénéfice net de 1 182 millions de dollars pour 2006 qui reflète essentiellement un gain sur dilution de 1 665 millions de dollars découlant de la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade, en partie contrebalancé par une perte sur dilution de 72 millions de dollars liée à l'acquisition de Hudson par TD Banknorth. La perte nette rajustée a été de 99 millions de dollars en 2006, une baisse de 117 millions de dollars par rapport au bénéfice net rajusté de 18 millions de dollars en 2005. Les éléments secondaires de ce résultat incluent une reprise de provisions générales de 39 millions de dollars et un gain de 7 millions de dollars, en sus des coûts comptabilisés pour la période au titre des swaps sur défaillance de crédit couvrant le portefeuille de prêts aux grandes entreprises. Ces éléments ont été en partie annulés par l'amortissement d'actifs incorporels de 316 millions de dollars, une charge de 18 millions de dollars au titre de l'établissement initial de la provision spécifique pour prêts sur cartes de crédit et prêts pour découverts, résultat d'une modification de la méthode de provisionnement de la Banque, et l'incidence négative des baisses prévues du taux d'impôt sur les bénéfices qui a fait diminuer les actifs d'impôts futurs de 24 millions de dollars. Les frais non répartis du Siège social, des pertes sur titrisation et une réduction du portefeuille de prêts secondaires se sont aussi répercutés sur les résultats de 2006.

SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

Revue du bilan

APERÇU

- Le total des actifs s'établissait à 422 milliards de dollars au 31 octobre 2007, soit 29 milliards de dollars, ou 7 %, de plus qu'au 31 octobre 2006.

TABLEAU 21	PRINCIPALES DONNÉES DES BILANS CONSOLIDÉS	
	Au 31 octobre 2007	Au 31 octobre 2006
(en millions de dollars canadiens)		
Valeurs mobilières	123 036 \$	124 458 \$
Valeurs mobilières prises en pension	27 648	30 961
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	175 915	160 608
Dépôts	276 393\$	260 907 \$

FACTEURS TOUCHANT LES ACTIFS ET LES PASSIFS

Les **valeurs mobilières** ont reculé de 1,4 milliard de dollars, ou 1 %, en regard des niveaux de 2006. Le recul a été influencé par les fluctuations du marché, les stratégies liées aux opérations et l'incidence de la montée du dollar canadien au cours de l'exercice.

Les **valeurs mobilières prises en pension** ont fléchi de 3,3 milliards de dollars, soit 11 % en regard de 2006, reflétant une baisse des soldes dans le secteur des Services bancaires en gros.

Les **prêts** (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts) au 31 octobre 2007 s'élevaient à 176 milliards de dollars, en hausse de 15 milliards de dollars, ou 10 %, en regard de l'exercice précédent. Les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 5 milliards de dollars, ou 9 %, par rapport à 2006, sous l'effet d'une forte croissance des volumes du côté des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements ont progressé de 4 milliards de dollars, en grande partie par suite de la croissance du portefeuille de prêts aux grandes entreprises dans le secteur des Services bancaires en gros et des prêts commerciaux dans le secteur des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, en partie neutralisés par une légère baisse des prêts commerciaux dans le secteur des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, puisque la croissance des volumes a été plus que contrebalancée par l'incidence de la montée du dollar canadien. Les prêts à la consommation et les autres prêts aux particuliers ont grimpé de 4 milliards de dollars, dans une large mesure en raison de la croissance des volumes des prêts sur valeur domiciliaire du côté des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et de l'accroissement des prêts sur marge dans le secteur Gestion de patrimoine. Une hausse des prêts sur cartes de crédit de 1 milliard de dollars a également contribué à l'accroissement des prêts.

Les **autres actifs** ont progressé de 13 milliards de dollars, ou 19 %. Cette progression est surtout attribuable à une augmentation de 8 milliards de dollars de la valeur marchande des dérivés détenus à des fins de transaction dans le secteur des Services bancaires en gros. Cette augmentation découle en grande partie des fluctuations du marché reflétées dans les contrats de change. Les autres actifs ont également progressé, soit de 3,3 milliards de dollars en raison d'une hausse de 1,8 milliard de dollars de la valeur marchande des dérivés détenus à des fins autres que de transaction, du fait de l'application des nouvelles normes sur les instruments financiers, et d'une augmentation de 1,5 milliard de dollars des montants à recevoir des courtiers qui s'explique par l'accroissement des volumes d'affaires et les fluctuations du marché. En outre, l'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels ont augmenté de 0,7 milliard de dollars par suite de la privatisation de TD Banknorth, effet en partie neutralisé par l'incidence de l'amortissement des actifs incorporels et de la montée du dollar canadien au cours de l'exercice.

Les **dépôts** se sont établis à 276 milliards de dollars, en hausse de 15 milliards de dollars, ou 6 %, par rapport au 31 octobre 2006. Les dépôts des particuliers ont progressé de 1 milliard de dollars étant

donné que la croissance des activités sous-jacentes dans le secteur des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et l'acquisition d'Interchange par TD Banknorth ont été dans une large mesure contrebalancées par l'incidence de la montée du dollar canadien sur les dépôts libellés en dollars américains. La hausse des autres dépôts s'explique en grande partie par la croissance des dépôts à terme au sein des activités de gros aux États-Unis.

Les **passifs divers** ont augmenté de 12 milliards de dollars, ou 12 %. La croissance a été principalement attribuable à une hausse de 10 milliards de dollars des dérivés détenus à des fins de transaction dans le secteur des Services bancaires en gros. Cette hausse résulte en grande partie des fluctuations du marché reflétées dans les contrats de change. Une autre hausse de 6 milliards de dollars a été attribuable à l'accroissement des montants à payer aux courtiers sur des volumes d'activités et des activités sur le marché plus importants et à l'augmentation liée à la valeur des dérivés détenus à des fins autres que de transaction du fait de l'application des nouvelles normes sur les instruments financiers. Ces hausses ont été en partie neutralisées par une baisse de 3 milliards de dollars des obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert étant donné un certain désintéressement pour cette source de financement utilisée dans le secteur des Services bancaires en gros.

Les **billets et débiteures subordonnés** ont progressé de 2,5 milliards de dollars en regard de 2006, sous l'effet de l'émission de billets à moyen terme de 2,3 milliards de dollars en décembre 2006 et de 1,8 milliard de dollars en juillet 2007, effet qui a été en partie neutralisé par les rachats et les échéances totalisant 1,4 milliard de dollars intervenus dans le cadre du programme de billets à moyen terme.

Les **passifs au titre des actions privilégiées et des titres de fiducie de capital** ont reculé de 0,3 milliard de dollars en raison du rachat d'actions privilégiées de Société d'investissement hypothécaire TD en octobre 2007.

Les **participations sans contrôle dans les filiales** ont fléchi de 1,9 milliard de dollars par rapport à 2006, dans une large mesure du fait de l'incidence de la privatisation de TD Banknorth.

L'**avoir des actionnaires** a augmenté de 1,8 milliard de dollars, ou 9 %, par rapport à l'exercice précédent, surtout en raison de la hausse de 2,2 milliards de dollars des bénéfices non répartis et de l'accroissement totalisant 0,3 milliard de dollars des actions ordinaires et du surplus d'apport, découlant des émissions nettes d'actions au cours de l'exercice, en partie contrebalancés par un repli de 0,8 milliard de dollars des autres éléments du résultat étendu, qui s'explique surtout par les écarts de conversion liés à la montée du dollar canadien par rapport au dollar américain.

PCGR des États-Unis (Se reporter à la rubrique «Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis» figurant dans le rapport annuel de 2007 de la Banque sur le formulaire 40-F qui a été déposé auprès de la SEC et qui se trouve sur le site Web de la Banque à l'adresse www.td.com/investor/index.jsp et sur le site Web de la SEC (www.sec.gov)).

Le total des actifs selon les PCGR des États-Unis s'établissait à 428,6 milliards de dollars au 31 octobre 2007, soit 6,5 milliards de dollars de plus que selon les PCGR du Canada. L'écart est principalement attribuable à la comptabilisation des sûretés autres qu'en espèces selon les PCGR des États-Unis, qui exigent que certaines sûretés autres qu'en espèces reçues dans le cadre d'opérations de prêt de valeurs mobilières soient comptabilisées comme un actif et qu'un passif correspondant soit inscrit relativement à l'obligation de remettre la sûreté. Selon les PCGR du Canada, une sûreté autre qu'en espèces reçue dans le cadre d'une opération de prêt de valeurs mobilières n'est pas constatée au bilan consolidé. Le total des passifs selon les PCGR des États-Unis s'établissait à 405,7 milliards de dollars au 31 octobre 2007, soit 5,5 milliards de dollars de plus que selon les PCGR du Canada. La hausse est surtout attribuable à la comptabilisation des sûretés autres qu'en espèces reçues dans le cadre d'opérations de prêt de valeurs mobilières, tel qu'il est décrit ci-dessus. De plus, certaines actions privilégiées et certains titres de fiducie de capital constatés comme passifs selon les PCGR du Canada ont été reclassés respectivement dans les capitaux propres et les participations sans contrôle dans les filiales selon les PCGR des États-Unis.

SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

Qualité du portefeuille de crédit

APERÇU

- Le portefeuille de prêts et d'acceptations qui s'est établi à 185 milliards de dollars, déduction faite des provisions pour pertes sur prêts, est en hausse de 16 milliards de dollars, ou 9 %, par rapport à l'exercice précédent.
- Les prêts douteux, déduction faite des provisions spécifiques, ont atteint 366 millions de dollars, affichant une hausse de 96 millions de dollars, ou 36 %.
- La provision pour pertes sur créances s'est élevée à 645 millions de dollars, comparativement à 409 millions de dollars en 2006.
- Le total des provisions pour pertes sur prêts a fléchi de 22 millions de dollars, ou 2 %, pour s'établir à 1 295 millions de dollars en 2007.

PORTEFEUILLE DE PRÊTS

Dans l'ensemble, en 2007, la qualité du crédit de la Banque est demeurée stable en raison de la vigueur des marchés au Canada, des stratégies d'affaires et de gestion des risques bien établies et des faibles taux d'intérêt qui se sont maintenus. Au cours de l'exercice, la Banque a recensé peu de nouveaux prêts douteux, composés surtout de formations dans le secteur immobilier aux États-Unis.

Au cours de 2007, le portefeuille de prêts et d'acceptations est resté bien diversifié entre les prêts à la consommation et les prêts aux entreprises et aux gouvernements. La Banque a augmenté son portefeuille de crédit de 16 milliards de dollars, ou 9 %, par rapport à l'exercice précédent, surtout en raison d'un accroissement des prêts aux entreprises et aux gouvernements et des acceptations de 12 %, une légère baisse par rapport à la hausse de 20 % en 2006. Les prêts autorisés et l'encours des prêts aux petites et moyennes entreprises sont présentés dans le tableau 22 ci-dessous.

TAB LEAU 22 PRÊTS AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

(en millions de dollars canadiens)

Montant des prêts	Prêts autorisés			Encours		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>						
0 – 24	1 221 \$	1 200 \$	1 137 \$	601 \$	621 \$	589 \$
25 – 49	1 138	1 075	1 000	681	665	648
50 – 99	1 800	1 722	1 582	996	976	931
100 – 249	3 697	3 714	3 251	2 229	2 260	1 988
250 – 499	3 648	3 449	3 100	2 128	2 022	1 798
500 – 999	3 889	3 757	3 235	1 981	1 924	1 653
1 000 – 4 999	11 863	11 285	9 735	5 405	5 226	4 457
Total¹	27 256 \$	26 202 \$	23 040 \$	14 021 \$	13 694 \$	12 064 \$

¹ Les prêts aux particuliers utilisés à des fins commerciales ne sont pas inclus dans ces totaux.

Le portefeuille de prêts de détail a continué à dominer nos activités de crédit. Au cours de l'exercice, le portefeuille, constitué principalement de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers, a progressé de 10 milliards de dollars, ou 8 %, pour s'établir à 131 milliards de dollars à la clôture de l'exercice. Cette progression s'explique surtout par l'expansion du marché canadien qui a crû de 11 %, grâce à la demande pour des produits de prêt à la consommation qui est demeurée bonne et qui a entraîné l'ajout de 12 milliards de dollars au portefeuille. Ce facteur a compensé un recul de 2 milliards de dollars dans le secteur des prêts de détail aux États-Unis.

Le total du portefeuille des activités de détail représente 71 % des prêts nets, y compris les acceptations, en regard de 71 % en 2006 et 75 % en 2005. Les prêts hypothécaires résidentiels ont représenté 32 % du portefeuille en 2007, ce qui correspond au niveau de 2006 et à une

légère baisse par rapport à 33 % en 2005. Les prêts à la consommation et les autres prêts aux particuliers ont représenté 39 % du total des prêts, contre 40 % en 2006 et 41 % en 2005. La partie du risque de crédit qui est liée aux prêts aux entreprises et aux gouvernements est restée conforme à celle de 2006 pour s'établir à 29 %, en plus de la croissance de l'activité dans les marchés intérieurs et du secteur des services financiers, ayant été contrebalancée par une diminution de l'exposition au secteur immobilier aux États-Unis.

La plus grande partie du risque de crédit découle du portefeuille de prêts et d'acceptations. Toutefois, la Banque exerce également des activités qui comportent aussi un risque de crédit hors bilan. Ces activités comprennent des instruments de crédit et des instruments financiers dérivés, comme il est expliqué à la note 26.

TABLEAU 23	PRÊTS ET ACCEPTATIONS, DÉDUCTION FAITE DE LA PROVISION POUR PERTES SUR PRÊTS, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ¹					
	(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			Pourcentage du total		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Canada						
Prêts hypothécaires résidentiels	56 051 \$	50 220 \$	49 067 \$	30,3 %	29,7 %	31,0 %
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	65 397	59 199	54 063	35,3	35,0	34,2
Total des prêts résidentiels et aux particuliers	121 448	109 419	103 130	65,6	64,7	65,2
Prêts pour promotion immobilière						
Commerciaux et industriels	1 213	958	1 326	0,7	0,6	0,9
Résidentiels	2 532	2 183	1 608	1,4	1,3	1,0
Détail	506	347	388	0,3	0,2	0,2
Services immobiliers	282	263	267	0,2	0,2	0,2
Total des prêts immobiliers	4 533	3 751	3 589	2,6	2,3	2,3
Agriculture	2 481	2 243	2 187	1,3	1,3	1,4
Vêtement et textiles	339	303	309	0,2	0,2	0,2
Automobile	1 013	1 330	1 283	0,5	0,8	0,8
Câblodistribution	307	278	386	0,2	0,2	0,2
Produits chimiques	584	479	424	0,3	0,3	0,3
Construction	894	912	754	0,5	0,5	0,5
Services financiers	5 301	3 299	3 745	3,0	1,9	2,4
Alimentation, boissons et tabac	1 811	1 498	1 367	1,0	0,9	0,9
Foresterie	459	508	530	0,2	0,3	0,3
Gouvernements	931	557	537	0,5	0,3	0,3
Services de santé et services sociaux	1 688	1 680	1 264	1,0	1,0	0,8
Médias et divertissements	1 379	2 078	1 201	0,7	1,2	0,8
Métaux et mines	635	975	451	0,3	0,6	0,3
Pétrole et gaz	2 740	2 678	1 205	1,5	1,5	0,8
Détail	1 153	1 105	1 020	0,6	0,7	0,6
Fabrication – divers	1 037	859	810	0,6	0,5	0,5
Télécommunications	384	120	21	0,2	0,1	–
Transports	532	543	520	0,3	0,3	0,3
Services publics	1 146	482	558	0,6	0,3	0,3
Tous les autres prêts	1 593	1 505	1 738	1,0	0,9	1,1
Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements	30 940	27 183	23 899	17,1	16,1	15,1
Total – Canada	152 388	136 602	127 029	82,7	80,8	80,3
États-Unis						
Prêts hypothécaires résidentiels	2 413	3 165	3 625	1,3	1,9	2,3
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	7 257	8 336	11 258	3,9	4,9	7,1
Total des prêts résidentiels et aux particuliers	9 670	11 501	14 883	5,2	6,8	9,4
Prêts pour promotion immobilière						
Résidentiels	1 887	1 614	1 498	1,0	1,0	0,9
Services immobiliers	7 371	8 894	6 009	4,0	5,3	3,8
Total des prêts immobiliers	9 258	10 508	7 507	5,0	6,3	4,7
Agriculture	168	118	103	0,1	0,1	0,1
Vêtement et textiles	91	64	39	–	–	–
Automobile	420	309	317	0,2	0,2	0,2
Câblodistribution	70	195	161	–	0,1	0,1
Produits chimiques	276	272	208	0,1	0,2	0,1
Construction	532	295	291	0,3	0,2	0,2
Services financiers	2 894	842	1 280	1,6	0,5	0,9
Alimentation, boissons et tabac	380	236	198	0,2	0,1	0,1
Foresterie	228	350	178	0,1	0,2	0,1
Gouvernements	176	110	290	0,1	0,1	0,2
Services de santé et services sociaux	369	337	369	0,2	0,2	0,3
Médias et divertissements	410	478	448	0,2	0,3	0,3
Métaux et mines	362	177	193	0,2	0,1	0,1
Pétrole et gaz	428	290	192	0,2	0,2	0,1
Détail	738	321	214	0,4	0,2	0,1
Fabrication – divers	460	457	448	0,2	0,3	0,3
Télécommunications	235	233	230	0,1	0,1	0,1
Transports	445	210	197	0,2	0,1	0,1
Services publics	412	231	292	0,2	0,1	0,2
Tous les autres prêts	1 206	2 905	1 491	0,7	1,6	1,0
Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements	19 558	18 938	14 646	10,3	11,2	9,3
Total – États-Unis	29 228	30 439	29 529	15,5	18,0	18,7
Autres pays						
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	9	8	9	–	–	–
Total des prêts résidentiels et aux particuliers	9	8	9	–	–	–
Prêts pour promotion immobilière						
Détail	17	–	–	–	–	–
Total des prêts immobiliers	17	–	–	–	–	–
Automobile	20	–	83	–	–	0,1
Câblodistribution	48	63	–	–	–	–
Produits chimiques	35	–	52	–	–	–
Construction	75	–	6	–	–	–
Services financiers	1 295	918	755	0,7	0,5	0,5
Alimentation, boissons et tabac	136	116	97	0,1	0,1	0,1
Foresterie	26	2	3	–	–	–
Gouvernements	–	–	14	–	–	–
Médias et divertissements	358	180	199	0,2	0,1	0,1
Métaux et mines	904	288	110	0,5	0,2	0,1
Fabrication – divers	28	–	1	–	–	–
Télécommunications	37	29	51	–	–	–
Transports	183	110	52	0,1	0,1	–
Services publics	362	487	217	0,2	0,2	0,1
Tous les autres prêts	45	42	25	–	–	–
Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements	3 569	2 235	1 665	1,8	1,2	1,0
Total – autres pays	3 578	2 243	1 674	1,8	1,2	1,0
Total	185 194 \$	169 284 \$	158 232 \$	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Variation en pourcentage	9,4 %	7,0 %	22,3 %			

¹ D'après la région géographique de l'unité responsable de la comptabilisation des revenus.

CONCENTRATION DU RISQUE DE CRÉDIT

Géographiquement, le portefeuille de crédit reste principalement concentré au Canada. En 2007, le pourcentage de prêts détenus au Canada était de 82 % par rapport à 80 % en 2006. Le reste est surtout concentré aux États-Unis. Le volume au Royaume-Uni, en Asie, en Australie et en Nouvelle-Zélande est limité.

Comme il est indiqué dans le tableau 24, le risque canadien est surtout concentré en Ontario, soit 49 % du total des prêts en 2007, ce qui représente une légère baisse par rapport à 50 % pour 2006. Hors du Canada, la plus grande concentration se trouve aux États-Unis, avec 16 % du total des prêts, ce qui représente une légère baisse par rapport à 18 % pour 2006.

TABLEAU 24	PRÊTS ET ACCEPTATIONS, DÉDUCTION FAITE DE LA PROVISION POUR PERTES SUR PRÊTS, PAR RÉGION DE RISQUE ULTIME					
	(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			Pourcentage du total		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Canada						
Atlantique	3 961 \$	3 560 \$	3 637 \$	2,1 %	2,1 %	2,3 %
Québec	9 357	8 154	8 312	5,0	4,8	5,3
Ontario	90 498	83 969	75 673	48,9	49,6	47,8
Prairies	25 567	20 187	19 150	13,7	12,0	12,1
Colombie-Britannique	21 916	19 382	19 074	11,8	11,5	12,0
Total – Canada	151 299	135 252	125 846	81,5	80,0	79,5
États-Unis	28 905	29 977	28 609	15,7	17,7	18,1
Autres pays						
Royaume-Uni	1 894	846	1 039	1,0	0,5	0,6
Autres pays européens	274	202	1 095	0,1	0,1	0,7
Australie et Nouvelle-Zélande	1 525	1 424	638	0,8	0,8	0,4
Asie	807	645	573	0,4	0,4	0,4
Amérique latine et Caraïbes	433	870	431	0,5	0,5	0,3
Moyen-Orient et Afrique	57	68	1	–	–	–
Total – autres pays	4 990	4 055	3 777	2,8	2,3	2,4
Total	185 194 \$	169 284 \$	158 232 \$	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Variation en pourcentage par rapport aux exercices précédents						
Canada	11,9 %	7,5 %	5,2 %			
États-Unis	(3,6)	4,8	366,6			
Autres pays	23,1	7,4	1,3			
Total	9,4 %	7,0 %	22,3 %			

Comme il est indiqué dans le tableau 23, les principales concentrations au Canada des prêts aux entreprises et aux gouvernements sont dans les secteurs prêts pour promotion immobilière, services financiers, lesquels s'établissent chacun à 3 %, et pétrole et gaz, qui s'établit à 2 %. Aux États-Unis, la principale concentration est dans le secteur prêts pour promotion immobilière, à 32 %, en baisse de 3 % par rapport à l'exercice précédent.

PRÊTS DOUTEUX

Un prêt est considéré comme douteux lorsque, de l'avis de la direction, il n'y a plus d'assurance raisonnable de pouvoir recouvrer le plein montant du capital et des intérêts selon le calendrier prévu. Voir la note 3 afférente aux états financiers consolidés pour de plus amples renseignements sur les prêts douteux. Le tableau 25 présente l'incidence des prêts douteux sur le revenu d'intérêts net.

TABLEAU 25	INCIDENCE DES PRÊTS DOUTEUX SUR LE REVENU D'INTÉRÊTS NET		
	(en millions de dollars canadiens)		
	2007	2006	2005
Baisse du revenu d'intérêts net attribuable aux prêts douteux	44 \$	29 \$	35 \$
Recouvrements	(5)	(9)	(26)
	39 \$	20 \$	9 \$

Comme il est indiqué dans les tableaux 26 et 27, les prêts douteux avant provisions spécifiques s'établissaient à 366 millions de dollars au 31 octobre 2007, par rapport à un total de 270 millions de dollars un an plus tôt et de 217 millions de dollars en 2005.

TABLEAU 26 PRÊTS DOUTEUX, DÉDUCTION FAITE DES PROVISIONS SPÉCIFIQUES, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2007	2006	2005	Pourcentage du total		
				2007	2006	2005
Canada						
Prêts hypothécaires résidentiels	16 \$	9 \$	8 \$	4,4 %	3,3 %	3,7 %
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	97	73	43	26,5	27,1	19,8
Total des prêts résidentiels et aux particuliers	113	82	51	30,9	30,4	23,5
Prêts pour promotion immobilière						
Commerciaux et industriels	1	–	2	0,3	–	0,9
Résidentiels	–	–	2	–	–	0,9
Total des prêts immobiliers	1	–	4	0,3	–	1,8
Agriculture	6	12	49	1,6	4,5	22,6
Vêtement et textiles	–	–	3	–	–	1,4
Automobile	6	18	10	1,6	6,7	4,6
Produits chimiques	–	–	10	–	–	4,6
Construction	13	2	5	3,6	0,7	2,3
Services financiers	1	–	1	0,3	–	0,5
Alimentation, boissons et tabac	1	1	2	0,3	0,4	0,9
Foresterie	10	34	–	2,7	12,6	–
Services de santé et services sociaux	1	–	2	0,3	–	0,9
Médias et divertissements	–	–	(1)	–	–	(0,5)
Métaux et mines	3	2	1	0,8	0,7	0,5
Pétrole et gaz	–	–	1	–	–	0,5
Détail	2	3	3	0,5	1,1	1,4
Fabrication – divers	3	2	5	0,8	0,7	2,3
Télécommunications	–	–	–	–	–	–
Transports	1	1	1	0,3	0,4	0,5
Services publics	–	–	–	–	–	–
Tous les autres prêts	5	3	–	1,4	1,1	–
Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements	53	78	96	14,5	28,9	44,3
Total – Canada	166	160	147	45,4	59,3	67,8
États-Unis						
Prêts hypothécaires résidentiels	24	16	12	6,6	5,9	5,5
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	22	15	9	6,0	5,6	4,1
Total des prêts résidentiels et aux particuliers	46	31	21	12,6	11,5	9,6
Prêts pour promotion immobilière						
Commerciaux et industriels	29	21	23	7,9	7,8	10,5
Résidentiels	74	9	1	20,2	3,3	0,5
Centres commerciaux	8	1	1	2,2	0,4	0,5
Services immobiliers	–	6	4	–	2,2	1,8
Total des prêts immobiliers	111	37	29	30,3	13,7	13,3
Agriculture	1	–	–	0,3	–	–
Vêtement et textiles	2	1	–	0,5	0,4	–
Automobile	3	1	–	0,8	0,4	–
Câblodistribution	–	–	–	–	–	–
Produits chimiques	1	–	–	0,3	–	–
Construction	5	6	3	1,4	2,2	1,4
Services financiers	11	1	–	3,1	0,4	–
Alimentation, boissons et tabac	2	2	1	0,5	0,7	0,5
Foresterie	2	–	1	0,5	–	0,5
Services de santé et services sociaux	1	1	–	0,3	0,4	–
Médias et divertissements	3	2	1	0,8	0,7	0,5
Métaux et mines	2	3	4	0,5	1,1	1,8
Détail	4	2	–	1,1	0,7	–
Fabrication – divers	4	13	6	1,1	4,8	2,7
Télécommunications	–	–	–	–	–	–
Transports	2	3	1	0,5	1,1	0,5
Services publics	–	–	1	–	–	0,5
Tous les autres prêts	–	7	2	–	2,6	0,9
Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements	154	79	49	42,0	29,2	22,6
Total – États-Unis	200	110	70	54,6	40,7	32,2
Prêts douteux, déduction faite des provisions spécifiques	366 \$	270 \$	217 \$	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Prêts douteux nets en pourcentage de l'avoir en actions ordinaires	1,7 %	1,4 %	1,4 %			

TAB LEAU 27 PRÊTS DOUTEUX, DÉDUCTION FAITE DES PROVISIONS SPÉCIFIQUES, PAR RÉGION¹

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

				Pourcentage du total		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Canada						
Atlantique	4 \$	3 \$	2 \$	1,1 %	1,1 %	0,9 %
Québec	14	8	7	3,8	3,0	3,2
Ontario	128	130	99	35,0	48,2	45,6
Prairies	9	9	33	2,5	3,3	15,2
Colombie-Britannique	11	10	6	3,0	3,7	2,8
Total – Canada	166	160	147	45,4	59,3	67,7
États-Unis	200	110	70	54,6	40,7	32,3
Prêts douteux, déduction faite des provisions spécifiques	366 \$	270 \$	217 \$	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Prêts douteux nets en pourcentage des prêts nets²	0,2 %	0,2 %	0,1 %			

¹ D'après la région géographique de l'unité responsable de la comptabilisation des revenus.

² Comprennent les engagements de clients au titre d'acceptations, déduction faite des provisions spécifiques et générales.

PROVISION POUR PERTES SUR PRÊTS

Le total de la provision pour pertes sur prêts consiste en des provisions générales et spécifiques comptabilisées dans le bilan consolidé. Cette provision est augmentée par la provision pour pertes sur créances et diminuée par les radiations, déduction faite des recouvrements. La Banque maintient la provision à un niveau que la direction juge adéquat pour absorber les pertes du portefeuille de prêts. Les comptes douteux individuels, la conjoncture économique générale ainsi que la pondération sectorielle et géographique dans le portefeuille de prêts sont tous pris en considération par la direction au moment d'évaluer le montant adéquat de la provision.

Provisions spécifiques

La Banque constitue des provisions spécifiques pour pertes sur prêts lorsqu'une perte est probable ou lorsque la valeur de réalisation estimative du prêt, d'après les flux de trésorerie futurs prévus actualisés, est inférieure à la valeur comptable. Les provisions pour les portefeuilles de crédit de particuliers dépendent des défauts de paiement et du type de garantie. Les provisions spécifiques pour pertes sur prêts sont constituées dans le but de ramener la valeur comptable des prêts à la valeur de réalisation estimative dans le cours normal des affaires.

Les provisions spécifiques pour les portefeuilles de prêts de gros et de prêts commerciaux sont établies pour chaque emprunteur et sont revues chaque trimestre. En ce qui a trait au portefeuille des activités de détail, les provisions sont calculées pour l'ensemble d'une facilité à l'aide d'une formule qui tient compte des pertes récentes.

Au cours de 2007, les provisions spécifiques ont monté de 27 millions de dollars, ou 15 %, portant ainsi la provision spécifique totale à 203 millions de dollars. Les provisions pour pertes sur prêt sont décrites plus en détail à la note 3 afférente aux états financiers consolidés.

Provision générale

Une provision générale est établie pour constater les pertes qui, selon la direction, s'étaient déjà produites dans le portefeuille à la date du bilan pour des prêts ou des crédits qui n'étaient pas encore recensés comme douteux. Le niveau de la provision générale correspond aux risques dans tous les portefeuilles et toutes les catégories. La provision générale est révisée chaque trimestre au moyen de modèles d'évaluation des risques de crédit élaborés par la Banque. Le montant de la provision dépend de la probabilité qu'un emprunteur manque à un engagement relatif à un emprunt (fréquence des pertes), de la perte en cas de défaut (importance des pertes) et du montant à risque prévu au moment du défaut.

Dans le cas des portefeuilles de prêts de gros et de prêts commerciaux, les provisions sont établies par emprunteur. La perte en cas de défaut dépend de la garantie obtenue pour la facilité. Le risque de défaut est fonction de l'utilisation courante, de la solvabilité de l'emprunteur et du montant consenti. En ce qui a trait au portefeuille des activités de détail, la provision générale est calculée par portefeuille et dépend d'une estimation statistique de la perte établie à l'aide des modèles fondés sur les pertes passées et les recouvrements ainsi qu'à l'aide des prévisions des soldes. En définitive, la provision générale est établie d'après les pertes prévues et est directement fonction de la variation des pertes et des caractéristiques propres aux produits dans chaque portefeuille. Les modèles sont validés par rapport aux résultats passés et mis à jour au moins chaque année. La méthode de constitution de la provision générale est approuvée chaque année par le conseil d'administration.

Au 31 octobre 2007, notre provision générale pour pertes sur prêts s'élevait à 1 085 millions de dollars, ce qui représente une baisse par rapport au 31 octobre 2006 alors qu'elle s'établissait à 1 141 millions de dollars.

PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES

La provision pour pertes sur créances est le montant imputé aux provisions générales et spécifiques pour pertes sur prêts au cours de l'exercice, afin de porter la provision totale à un niveau que la direction considère comme adéquat pour absorber toutes les pertes sur créances probables dans le portefeuille de prêts de la Banque. Tout recouvrement de prêts douteux est soustrait de la provision nette de l'exercice.

La Banque a comptabilisé des provisions pour pertes sur créances de 645 millions de dollars en 2007, contre des provisions de 409 millions de dollars en 2006, surtout en raison des volumes de prêts aux particuliers et de cartes de crédit. Ces provisions comprennent une reprise de provisions générales de 60 millions de dollars fondée sur des facteurs de taux de perte révisés, à partir de l'historique interne comme préconisé par le dispositif Bâle II. Le tableau 28 est un sommaire des provisions présentées à l'état des résultats consolidé.

TABLEAU 28	PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES		
(en millions de dollars canadiens)	2007	2006	2005
Nouvelles provisions ¹	825 \$	604 \$	352 \$
Reprise de provisions générales			
Banque TD	(60)	(60)	(35)
TD Banknorth	15	(6)	(17)
Recouvrements	(135)	(129)	(245)
Total de la provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	645 \$	409 \$	55 \$

¹ Le total des nouvelles provisions comprend des provisions spécifiques pour pertes sur créances liées à VFC de 47 millions de dollars.

Le total des nouvelles provisions a été de 825 millions de dollars en 2007, contre 604 millions de dollars en 2006. Le total de la provision pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne nette des prêts a été de 0,37 % pour 2007, contre 0,25 % en 2006.

TABLEAU 29	PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES PAR RÉGION ¹					
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)				Pourcentage du total		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Canada						
Atlantique	16 \$	15 \$	12 \$	2,5 %	3,7 %	21,8 %
Québec	47	24	21	7,3	5,9	38,2
Ontario	400	299	229	62,0	73,1	416,4
Prairies	36	34	36	5,6	8,3	65,4
Colombie-Britannique	48	39	34	7,4	9,5	61,8
Total – Canada	547	411	332	84,8	100,5	603,6
États-Unis	97	51	(205)	15,0	12,4	(372,7)
Autres pays						
Royaume-Uni	(1)	(1)	(13)	(0,1)	(0,2)	(23,7)
Australie	–	(4)	–	–	(1,0)	–
Asie	–	–	(7)	–	–	(12,7)
Total – autres pays	(1)	(5)	(20)	(0,1)	(1,2)	(36,4)
Provision générale	2	(48)	(52)	0,3	(11,7)	(94,5)
Total	645 \$	409 \$	55 \$	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Provision pour pertes sur créances en % de la moyenne nette des prêts²						
Canada						
Prêts hypothécaires résidentiels	0,01 %	(0,01) %	0,02 %			
Prêts aux particuliers	0,83	0,66	0,61			
Prêts aux entreprises et autres prêts	0,10	0,14	0,06			
Total – Canada	0,39	0,32	0,27			
États-Unis	0,31	0,17	(0,98)			
Autres pays	(0,04)	(0,22)	(0,94)			
Provision générale	–	(0,03)	(0,04)			
Total	0,37 %	0,25 %	0,04 %			

¹ D'après la région géographique de l'unité responsable de la comptabilisation des revenus.

² Comprend les engagements de clients au titre d'acceptations.

TAB LEAU 30 PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ¹

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2007	2006	2005	Pourcentage du total		
				2007	2006	2005
Canada						
Prêts hypothécaires résidentiels	4 \$	(3) \$	12 \$	0,6 %	(0,7) %	11,2 %
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	513	379	307	79,8	83,0	287,0
Total des prêts résidentiels et aux particuliers	517	376	319	80,4	82,3	298,2
Prêts pour promotion immobilière						
Commerciaux et industriels	3	(7)	1	0,4	(1,5)	0,9
Résidentiels	1	1	–	0,2	0,2	–
Total des prêts immobiliers	4	(6)	1	0,6	(1,3)	0,9
Agriculture	1	(1)	3	0,2	(0,2)	2,8
Vêtement et textiles	2	3	–	0,3	0,7	–
Automobile	4	4	–	0,6	0,9	–
Produits chimiques	–	(9)	3	–	(2,0)	2,8
Construction	10	1	2	1,5	0,2	1,9
Services financiers	1	1	–	0,2	0,2	–
Alimentation, boissons et tabac	3	1	1	0,4	0,2	0,9
Foresterie	(4)	28	–	(0,6)	6,1	–
Services de santé et services sociaux	–	1	1	–	0,2	0,9
Médias et divertissements	1	1	–	0,2	0,2	–
Métaux et mines	1	1	–	0,2	0,2	–
Pétrole et gaz	–	–	–	–	–	–
Détail	2	2	1	0,3	0,4	0,9
Fabrication – divers	2	1	2	0,3	0,2	1,9
Télécommunications	–	–	(4)	–	–	(3,7)
Transports	1	–	1	0,2	–	0,9
Services publics	–	–	–	–	–	–
Tous les autres prêts	2	7	2	0,3	1,6	1,9
Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements	30	35	13	4,7	7,6	12,1
Total – Canada	547	411	332	85,1	89,9	310,3
États-Unis						
Prêts hypothécaires résidentiels	–	–	–	–	–	–
Prêts à la consommation et autres prêts aux particuliers	46	34	12	7,1	7,5	11,2
Total des prêts résidentiels et aux particuliers	46	34	12	7,1	7,5	11,2
Prêts pour promotion immobilière						
Commerciaux et industriels	5	3	1	0,8	0,7	0,9
Résidentiels	23	2	–	3,6	0,4	–
Centres commerciaux	2	–	–	0,3	–	–
Services immobiliers	–	4	–	–	0,9	–
Total des prêts immobiliers	30	9	1	4,7	2,0	0,9
Agriculture	1	–	–	0,2	–	–
Vêtement et textiles	1	–	–	0,2	–	–
Automobile	3	–	–	0,4	–	–
Produits chimiques	1	–	–	0,2	–	–
Construction	5	1	(1)	0,8	0,2	(0,9)
Alimentation, boissons et tabac	3	–	1	0,4	–	0,9
Foresterie	1	–	–	0,2	–	–
Services de santé et services sociaux	10	–	–	1,5	–	–
Médias et divertissements	1	1	–	0,2	0,2	–
Métaux et mines	–	–	2	–	–	1,9
Détail	4	–	1	0,6	–	0,9
Fabrication – divers	(1)	4	1	(0,2)	0,9	0,9
Télécommunications	(7)	–	(14)	(1,1)	–	(13,1)
Transports	1	1	–	0,2	0,2	–
Services publics	–	–	(202)	–	–	(188,7)
Tous les autres prêts	(2)	1	(6)	(0,3)	0,2	(5,6)
Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements	51	17	(217)	8,0	3,7	(202,8)
Total – États-Unis	97	51	(205)	15,1	11,2	(191,6)
Autres pays						
Câblodistribution	–	–	(9)	–	–	(8,4)
Services financiers	–	–	(11)	–	–	(10,3)
Médias et divertissements	–	(4)	–	–	(0,9)	–
Détail	(1)	(1)	–	(0,2)	(0,2)	–
Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements	(1)	(5)	(20)	(0,2)	(1,1)	(18,7)
Total – autres pays	(1)	(5)	(20)	(0,2)	(1,1)	(18,7)
Total avant la provision générale	643 \$	457 \$	107 \$	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Provision générale (reprise)	2	(48)	(52)			
Total	645 \$	409 \$	55 \$			

¹ D'après la région géographique de l'unité responsable de la comptabilisation des revenus.

SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

Situation du capital

TABLEAU 31	STRUCTURE DU CAPITAL ET RATIOS			
		2007	2006	2005
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)				
Fonds propres de première catégorie				
Bénéfices non répartis		15 954 \$	13 725 \$	10 650 \$
Pertes de change latentes sur écarts de conversion sur les investissements dans les filiales, déduction faite des activités de couverture		(2 073)	(918)	(696)
Actions ordinaires		6 577	6 334	5 872
Rajustement additionnel pour les actions de la Banque TD détenues par un courtier		–	(78)	(29)
Actions privilégiées admissibles		974	1 319	895
Surplus d'apport		119	66	40
Participations sans contrôle admissibles dans les filiales		22	2 395	1 632
Instruments innovateurs		1 740	1 250	1 250
Moins : Écarts d'acquisition et actifs incorporels excédant la limite de 5 %		(7 668)	(7 014)	(6 508)
Total des fonds propres de première catégorie		15 645	17 079	13 106
Fonds propres de deuxième catégorie				
Billets et débiteures subordonnés		9 449	6 900	5 138
Provision générale pour pertes sur prêts incluse dans les fonds propres		1 092	1 145	1 137
Moins : Amortissement des billets et des débiteures subordonnés non admissibles et autres		(163)	(182)	(39)
Gain latent cumulé après impôts sur des valeurs mobilières disponibles à la vente inclus dans les autres éléments du résultat étendu		354	–	–
Total des fonds propres de deuxième catégorie		10 732	7 863	6 236
Participation dans des filiales d'assurances réglementées		(1 440)	(1 262)	(1 043)
Participations importantes dans des filiales non consolidées		(5 088)	(5 065)	(1 072)
Protection de premier niveau		(55)	(53)	(44)
		(6 583)	(6 380)	(2 159)
Total des fonds propres réglementaires		19 794 \$	18 562 \$	17 183 \$
Ratios des fonds propres réglementaires				
Fonds propres de première catégorie		10,3 %	12,0 %	10,1 %
Total des fonds propres		13,0	13,1	13,2
Ratio de l'actif par rapport aux fonds propres ¹		19,7	19,9	19,9
Avoir corporel en actions ordinaires		11 315 \$	12 938 \$	9 567 \$
Avoir corporel en actions ordinaires en % des actifs pondérés en fonction des risques		7,4 %	9,1 %	7,4 %

¹ Total de l'actif plus les instruments de crédit hors bilan, tels que certaines lettres de crédit et garanties, moins les placements dans des sociétés liées, les écarts d'acquisition et les actifs nets incorporels, divisé par le total des fonds propres réglementaires.

OBJECTIFS DE LA BANQUE

- Avoir des fonds propres suffisants pour garder la confiance des investisseurs et des déposants, tout en dégagant un rendement satisfaisant pour les actionnaires ordinaires.
- Posséder une structure de fonds propres appropriée, selon l'évaluation interne de la Banque, comme définie par les autorités de réglementation, et par rapport aux autres institutions financières.
- Obtenir le coût global le plus bas pour les fonds propres, tout en préservant une composition appropriée d'éléments de fonds propres afin de respecter les niveaux de capitalisation cibles.
- Maintenir des notations élevées auprès des agences de notation.

SOURCES DES FONDS PROPRES

Les fonds propres de la Banque proviennent principalement des actionnaires ordinaires et des bénéfices non répartis. Les autres sources englobent les actionnaires privilégiés de la Banque, les porteurs d'instruments hybrides de fonds propres et les porteurs des titres de créance subordonnés de la Banque.

GESTION DES FONDS PROPRES

Le service des Finances du Groupe gère les fonds propres de la Banque et est responsable de l'obtention, du maintien et du remboursement des fonds propres. Le conseil d'administration surveille la politique sur les fonds propres et la gestion des fonds propres.

CAPITAL ÉCONOMIQUE

Le capital économique, ou capital investi, est la mesure interne dont la Banque se sert pour évaluer les fonds propres requis. Le capital économique est formé du capital à risque qui est nécessaire pour financer les pertes qui pourraient survenir dans des situations de crises économiques ou opérationnelles et du capital de placement qui a été utilisé pour financer les acquisitions ou les investissements dans des immobilisations.

La Banque recourt à des modèles internes pour déterminer le capital à risque requis pour couvrir les risques de crédit, de marché, de négociation, de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire, d'exploitation, d'affaires et d'autres risques établis. Le capital à risque diffère des fonds propres réglementaires puisqu'il s'applique tant aux produits de dépôts qu'aux produits d'actifs, et il s'applique aux risques d'exploitation et d'assurance ainsi qu'aux risques de crédit et de marché. Les fonds propres réglementaires sont établis selon les règlements du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

À l'intérieur du cadre de mesure de la Banque, notre objectif est de maintenir le capital à risque servant à couvrir les pertes imprévues à un niveau élevé pour préserver la confiance et les notations. Étant donné que les pertes sont portées à l'état des résultats consolidé, la Banque s'assure de disposer d'un avoir en actions ordinaires suffisant pour absorber les pertes du scénario le plus défavorable.

La Banque fonde ses décisions d'affaires sur le rendement du capital économique, tout en s'assurant que, dans l'ensemble, elle atteint un équilibre entre le respect des exigences des autorités de réglementation et des agences de notation et les fonds disponibles.

FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES

Fonds propres de première catégorie

Les fonds propres de première catégorie atteignaient 15,6 milliards de dollars au 31 octobre 2007, en baisse par rapport aux 17,1 milliards de dollars un an plus tôt. La baisse était en grande partie attribuable à la privatisation de TD Banknorth en raison de l'exclusion des participations sans contrôle et des pertes de change liées aux investissements dans les filiales, neutralisés en partie par de solides bénéfices. Les activités de financement de la gestion des fonds propres au cours de l'exercice se composent de ce qui suit : la Banque a mobilisé 288 millions de dollars par l'émission d'actions ordinaires au cours de l'exercice, y compris 85 millions de dollars dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes; la Banque a racheté cinq millions d'actions ordinaires à un coût de 356 millions de dollars en 2007 dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des affaires; une filiale de la Banque a émis 500 millions de dollars US d'actions privilégiées de FPI; et Société d'investissement hypothécaire TD, filiale de la Banque, a racheté ses actions privilégiées de série A totalisant 350 millions de dollars. Après la clôture de l'exercice, le 1^{er} novembre 2007, la Banque a émis 250 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang, série P. Se reporter aux notes 11 et 13 afférentes aux états financiers consolidés de la Banque pour de plus amples renseignements.

Fonds propres de deuxième catégorie

Au cours de l'exercice, la Banque a racheté des débetures subordonnées de catégorie 2B pour 500 millions de dollars et 550 millions de dollars; une filiale de la Banque a racheté 342 millions de dollars US de débetures subordonnées de second rang de catégorie 2B; et la Banque a émis pour 2,25 milliards de dollars et 1,8 milliard de dollars de débetures subordonnées, toutes deux étant admissibles comme fonds propres de catégorie 2A. Après la clôture de l'exercice, le 1^{er} novembre 2007, la Banque a émis 2,5 milliards de dollars de débetures subordonnées, admissibles comme fonds propres de catégorie 2B. Se reporter à la note 11 afférente aux états financiers consolidés de la Banque pour de plus amples renseignements.

DIVIDENDES

La politique de dividende de la Banque est approuvée par le conseil d'administration. Au cours de l'exercice, la Banque a haussé son dividende trimestriel à deux reprises, et le dividende trimestriel s'établissait au 31 octobre 2007 à 0,57 \$ l'action, ce qui est conforme à la fourchette cible actuelle de 35 % à 45 % du bénéfice rajusté. Les dividendes en espèces déclarés et versés en 2007 ont atteint 2,11 \$ l'action (1,78 \$ en 2006; 1,58 \$ en 2005). Pour des renseignements sur les dividendes en espèces à verser sur les actions privilégiées de la Banque, se reporter aux notes 12 et 13 afférentes aux états financiers consolidés de la Banque. Au 31 octobre 2007, il y avait 717,8 millions d'actions ordinaires en circulation (717,8 millions en 2006; 711,8 millions en 2005). La capacité de la Banque de verser des dividendes est assujettie à la *Loi sur les banques* et aux exigences du BSIF. Pour obtenir de l'information détaillée, se reporter à la note 13 afférente aux états financiers consolidés de la Banque.

NOTATIONS

En mars 2007, Standard & Poor's (S&P) et Moody's Investors Service ont haussé la note des titres de créance de premier rang à long terme de la Banque pour la porter respectivement à AA- et Aaa. En octobre 2007, les notes à long terme suivantes étaient attribuées à la Banque : Fitch, AA-, Moody's, Aaa, DBRS, AA et S&P, AA-.

RATIOS DE FONDS PROPRES

Les ratios de fonds propres permettent de mesurer la santé et la souplesse financières. Le BSIF définit deux principaux ratios d'adéquation des fonds propres : le ratio des fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres. Le BSIF établit des niveaux cibles pour les banques canadiennes comme suit :

- Le ratio des fonds propres de première catégorie est défini comme les fonds propres de première catégorie divisés par les actifs pondérés en fonction des risques. Le BSIF exige que les banques visent un ratio de 7 % pour leurs fonds propres de première catégorie.
- Le ratio du total des fonds propres est défini comme le total des fonds propres réglementaires divisé par les actifs pondérés en fonction des risques. Le BSIF exige que les banques visent un ratio de 10 % pour le total de leurs fonds propres.

Le 31 octobre 2007, le ratio des fonds propres de première catégorie de la Banque et son ratio du total des fonds propres s'établissaient respectivement à 10,3 % et 13,0 %, contre 12,0 % et 13,1 % le 31 octobre 2006. La variation annuelle résulte de plusieurs facteurs dont la baisse des fonds propres, comme il est décrit ci-dessus, et l'augmentation des actifs pondérés en fonction des risques. Le placement de la Banque dans TD Ameritrade est déduit du total des fonds propres, ce qui a une incidence importante sur le ratio du total des fonds propres. Au 31 octobre 2007, la Banque surpassait sa cible à moyen terme pour les fonds propres de première catégorie, qui est de 8 % à 8,5 %.

Le BSIF mesure l'adéquation des fonds propres des banques canadiennes d'après ses instructions pour déterminer le capital rajusté en fonction des risques, les actifs pondérés en fonction des risques et les risques hors bilan. Cette démarche repose sur le cadre réglementaire de la Banque des règlements internationaux (BRI) visant à atteindre une mesure plus uniforme de l'adéquation des fonds propres et à établir des normes pour les banques engagées dans des activités internationales.

ACTIFS PONDÉRÉS EN FONCTION DES RISQUES

Les actifs pondérés en fonction des risques sont établis en appliquant les pondérations en fonction des risques prescrites par le BSIF aux actifs du bilan et aux instruments financiers hors bilan, d'après le risque de crédit de la contrepartie. Les actifs pondérés en fonction des risques comprennent également une somme qui représente l'exposition au risque de marché de la Banque pour son portefeuille de négociation. Le total des actifs pondérés en fonction des risques de la Banque a augmenté de 10,6 milliards de dollars, ou 7,5 %, en 2007 par rapport à l'exercice précédent, du fait d'une croissance interne de divers secteurs d'activité et au sein des Services bancaires en gros, qui s'explique surtout par une hausse des risques liés aux prêts aux grandes entreprises.

TABLEAU 32 ACTIFS PONDÉRÉS EN FONCTION DES RISQUES

(en millions de dollars canadiens)

	2007		2006		2005	
	Solde pondéré en fonction des risques	Solde	Solde pondéré en fonction des risques	Solde	Solde pondéré en fonction des risques	Solde
Actifs au bilan						
Liquidités et autres	16 536 \$	3 053 \$	10 782 \$	1 905 \$	13 418 \$	2 435 \$
Valeurs mobilières	123 036	4 984	124 458	4 792	108 096	4 955
Valeurs mobilières prises en pension	27 648	2 237	30 961	1 562	26 375	559
Prêts (montant net)	175 915	93 714	160 608	91 436	152 243	82 713
Engagements de clients au titre d'acceptations	9 279	9 279	8 676	8 676	5 989	5 896
Autres actifs	69 710	8 589	57 429	8 881	59 089	7 695
Total des actifs au bilan	422 124 \$	121 856 \$	392 914 \$	117 252 \$	365 210 \$	104 253 \$
Actifs hors bilan						
Instruments de crédit	20 015		14 818		13 419	
Instruments financiers dérivés ¹	7 573		6 647		7 201	
Total des actifs hors bilan	27 588		21 465		20 620	
Total de l'équivalent des actifs pondérés en fonction des risques						
– risque de crédit	149 444		138 717		124 873	
– risque de marché	3 075		3 162		5 109	
Total des actifs pondérés en fonction des risques	152 519 \$		141 879 \$		129 982 \$	

¹ Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2006, tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés au bilan.

TABLEAU 33		DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION ¹
Au 31 octobre 2007		Nombre d'actions
Actions privilégiées		
Actions privilégiées de catégorie A émises par la Banque (en milliers d'actions) :		
Série M		14 000
Série N		8 000
Série O		17 000
Total des actions privilégiées		39 000
Titres de fiducie de capital		
Parts de fiducie émises par Fiducie de capital TD (en milliers d'actions) :		
Série 2009		899
Total des titres de fiducie de capital		899
Actions ordinaires en circulation		
(en millions d'actions)		
Options sur actions (en millions d'actions)		717,8
– acquises		15,0
– non acquises		5,1

¹ Pour plus de détails, y compris le montant du capital, les caractéristiques de conversion et d'échange et les distributions, se reporter aux notes 12, 13 et 15 afférentes aux états financiers consolidés de la Banque.

ACCORD DE BÂLE II RÉVISÉ

En 2004, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a finalisé le nouvel Accord de Bâle sur les fonds propres (Bâle II), qui vise à remplacer le dispositif qui avait été instauré en 1988 et modifié en 1996. Les principes fondamentaux du nouvel accord prennent en compte les divers degrés de complexité et de technicité des banques pour faciliter la mise en application du cadre proposé. Le cadre permettra aux banques admissibles d'établir leurs fonds propres en fonction de leur méthode d'évaluation interne, de gestion et d'atténuation des risques. Il offre en outre un éventail de méthodes, allant des plus simples aux plus évoluées,

pour évaluer le risque de crédit et le risque d'exploitation. Une mesure plus évoluée des risques devrait aligner davantage les fonds propres réglementaires et le capital économique. De plus, le cadre comprend des dispositions prévoyant des changements de calcul des fonds propres de première catégorie et du total des fonds propres.

Le cadre vise à mettre en place une gestion des risques plus rigoureuse et plus exacte en réduisant les fonds propres réglementaires qui sont requis par des méthodes moins strictes et moins complexes. Bien que l'objectif général du nouveau cadre ne vise ni à augmenter ni à diminuer le niveau global des fonds propres dans le système, certaines institutions financières verront leurs fonds propres réglementaires augmenter, tandis que d'autres les verront diminuer, selon la combinaison des actifs, le niveau de risque et l'historique de pertes propres à chacune.

• La mise en œuvre des normes de fonds propres de Bâle II a débuté par le dépôt d'une déclaration parallèle surveillé par le BSIF tout au long de l'exercice 2007.

– Les institutions sont censées se conformer entièrement dès le 1^{er} novembre 2007.

• Au cours des deux premières années de la mise en œuvre (exercices 2008 et 2009), toute réduction des fonds propres sera limitée par des «planchers» de fonds propres réglementaires correspondant à respectivement 90 % et 80 % des normes de fonds propres actuelles.

• Au cours de l'exercice 2008, nous commencerons à communiquer les éléments clés de notre système de notation des risques ainsi que du mode connexe de calcul des actifs pondérés en fonction des risques et des fonds propres réglementaires conformément à Bâle II.

• Nous avons consacré d'importantes ressources ainsi que des efforts particuliers au niveau de la direction à la mise en œuvre de Bâle II.

– Le programme de Bâle II relève du chef de la gestion des risques de la Banque et est piloté par un comité de direction composé de membres de la haute direction provenant des secteurs les plus touchés par la mise en œuvre de Bâle II.

– Les groupes de travail du programme Bâle II sont composés d'équipes interfonctionnelles représentant tous les secteurs touchés par la mise en œuvre de Bâle II.

La Banque est en bonne voie de respecter les exigences du nouvel accord de Bâle prescrites par notre autorité de réglementation pour le contexte canadien.

SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

Arrangements hors bilan

Dans le cours normal des affaires, la Banque participe à diverses opérations financières qui, selon les PCGR, ne sont pas constatées au bilan consolidé ou le sont mais à des montants différents des totaux notionnels ou contractuels. Ces arrangements hors bilan comportent, entre autres risques, des risques de marché, de crédit et d'illiquidité qui sont traités à la rubrique «Gestion des risques», aux pages 60 à 70 du présent rapport de gestion. Les arrangements hors bilan, notamment les titrisations, les obligations contractuelles, certains engagements et certaines garanties servent habituellement à la gestion des risques, à la gestion des fonds propres ou pour du financement.

STRUCTURES D'ACCUEIL

La Banque mène certaines activités en vertu d'arrangements avec des structures d'accueil (SA). Nous utilisons des SA pour obtenir des liquidités par la titrisation de certains actifs financiers de la Banque, afin d'aider nos clients à titriser leurs actifs financiers et de créer pour eux des produits de placement. Les SA peuvent être structurées en fiducies, en sociétés de personnes ou en sociétés commerciales, et elles peuvent être établies comme des structures d'accueil admissibles (SAA) ou des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Lorsqu'une entité est considérée comme une EDDV en vertu de la note d'orientation concernant la comptabilité de l'ICCA, l'entité doit être consolidée par le principal bénéficiaire. Pour obtenir de l'information sur la note d'orientation concernant la comptabilité relative aux EDDV, se reporter à la note 6 afférente aux états financiers consolidés.

Mécanisme important des marchés de capitaux, les titrisations assurent une liquidité en facilitant l'accès des investisseurs à des portefeuilles particuliers d'actifs et de risques. Une structure de titrisation type consiste pour la Banque à vendre des actifs à une SA qui, à son tour, finance l'achat de ces actifs par une émission de titres à des investisseurs. Habituellement créées pour répondre à un objectif unique et distinct, les SA ne sont pas des unités d'exploitation et n'ont habituellement

pas d'employés. Les documents constitutifs de la SA décrivent le mode de distribution des flux de trésorerie provenant des actifs détenus par la SA entre les investisseurs et les autres tiers ayant droit à ces flux. La Banque est partie à des SA par voie de titrisations de ses actifs, de titrisations d'actifs de clients de la Banque et d'autres opérations financières.

Certaines titrisations de créances montées par la Banque ou de créances de clients de la Banque sont réalisées par l'entremise de SAA. Une SAA est une fiducie ou une autre entité juridique manifestation distincte de la Banque, qui exerce certaines activités permises, qui détient des actifs précis et qui ne peut vendre ou céder des actifs particuliers qu'en réponse automatique à des situations réunissant des conditions particulières. Aucune partie, y compris la Banque, ne consolide de SAA.

La Banque surveille sa participation auprès des SA par l'entremise de son comité des risques de réputation. Le comité a pour mandat de revoir les opérations structurées et les crédits complexes susceptibles de présenter d'importants risques de réputation, juridiques, de réglementation, comptables ou fiscaux, y compris les opérations faisant appel à des SA.

TITRISATION D'ACTIFS DE LA BANQUE

La Banque titrise des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts aux particuliers, des prêts sur cartes de crédit et des prêts hypothécaires commerciaux pour rehausser sa situation de trésorerie, diversifier ses sources de financement et optimiser la gestion de sa situation financière. Ces titrisations sont décrites ci-après.

Prêts hypothécaires résidentiels

La Banque titrise des prêts hypothécaires résidentiels par la création de titres adossés à des créances hypothécaires et leur cession éventuelle à des EDDV. La Banque continue de gérer les prêts hypothécaires titrisés et s'expose aux risques liés aux prêts cédés du fait des droits conservés dans ces prêts. Aucune perte sur créances n'est prévue à l'égard des droits conservés dans les prêts hypothécaires résidentiels titrisés, ceux-ci étant tous garantis par un gouvernement. Nous conservons des droits dans la marge excédentaire des titres adossés à des créances hypothécaires vendus et continuons de gérer les prêts hypothécaires sous-jacents à ces titres, en contrepartie d'avantages équivalant à une rémunération fondée sur le marché.

Structures de copropriété

La Banque titrise des prêts immobiliers garantis aux particuliers, des prêts sur cartes de crédit et des prêts hypothécaires commerciaux au moyen d'une structure de copropriété. Selon cette structure, les droits de propriété dans un groupe homogène sont vendus à des SA. En vertu de ses droits de propriété, la SA a droit à une partie des recouvrements de prêts utilisés pour payer ses frais et s'acquitter de ses obligations envers les porteurs de ses titres adossés à des actifs. Bien que les droits de la Banque dans les créances ne soient plus constatés dans notre bilan, nous gardons le compte du client et entretenons la relation. La titrisation de nos prêts immobiliers garantis aux particuliers et des créances sur cartes de crédit est une vente d'un point de vue juridique et satisfait aux critères de traitement à titre de vente d'un point de vue comptable. Au moment de la vente, ces créances sont retirées de notre bilan, ce qui donne lieu à un gain ou à une perte comptabilisé(e) dans les revenus autres que d'intérêts dans l'état des résultats consolidé.

Pour la titrisation des prêts immobiliers garantis aux particuliers, la Banque fournit un rehaussement de crédit du fait de ses droits conservés dans la marge excédentaire de la SAA et, dans certains cas, en fournissant des lettres de crédit. Les droits que la Banque conserve dans la marge excédentaire de la SAA et dans les lettres de crédit sont subordonnés aux obligations des porteurs des titres adossés à des actifs et absorbent les pertes sur les prêts immobiliers aux particuliers avant que les paiements aux porteurs en souffrent.

Pour la titrisation de créances de cartes de crédit, la Banque fournit un rehaussement de crédit à la SAA du fait de ses droits conservés dans la marge excédentaire. Les droits que la Banque conserve dans la marge excédentaire de la SAA sont subordonnés aux obligations de cette dernière envers les porteurs de ses titres adossés à des actifs et absorbent les pertes liées aux prêts sur cartes de crédit avant que les paiements aux porteurs en souffrent. Si les flux de trésorerie nets sont insuffisants, la perte de la Banque se limite à un coupon détaché qui découle du calcul d'un gain ou d'une perte au moment de la vente des créances.

La Banque vend des prêts hypothécaires commerciaux dans des groupes de sûretés à une SA. La SA finance l'achat de ces groupes par l'émission de certificats de propriété de rangs différents et qui peuvent ou non être notés (de AAA à B-). Les certificats de propriété représentent des droits indivis dans le groupe de sûretés, et la SA, comme elle a vendu tous les droits indivis associés au groupe, n'est plus assujettie aux risques des groupes de sûretés. La vente de nos prêts hypothécaires commerciaux à la SA constitue une vente réelle au sens comptable, et comme nous n'exerçons aucun contrôle sur la SA et que nous ne sommes exposés à aucun risque/rendement associé aux prêts hypothécaires, nous ne consolidons pas la SA.

La Banque titrise également des prêts hypothécaires commerciaux en les vendant à des EDDV. Au 31 octobre 2007, 108 millions de dollars de nos prêts hypothécaires commerciaux montés avaient été titrisés par l'entremise d'une EDDV soutenue par la Banque, tandis que 54 millions de dollars de prêts hypothécaires commerciaux ont été vendus à une EDDV soutenue par un tiers. Les droits de la Banque dans la marge excédentaire, le compte de dépôt en garantie et les prêts hypothécaires commerciaux des EDDV que nous soutenons sont subordonnés aux obligations des EDDV envers les porteurs de leurs titres adossés à des créances. Les droits de la Banque dans la marge excédentaire des EDDV soutenues par un tiers sont subordonnés aux obligations des EDDV envers les porteurs de leurs titres adossés à des créances.

Les actifs titrisés de la Banque qui ne sont pas constatés au bilan consolidé totalisaient 30,3 milliards de dollars, contre 28,3 milliards de dollars un an plus tôt. Pour obtenir de l'information détaillée, se reporter à la note 4 afférente aux états financiers consolidés de la Banque. Si ces titrisations cessaient d'exister, la Banque devrait rétablir la totalité de ces actifs dans son bilan consolidé et assumer entièrement le risque d'exploitation, le risque financier et le risque de marché qui en découleraient.

TAB LEAU 34 TOTAL DES RISQUES EN COURS TITRISÉS PAR LA BANQUE EN TANT QU'INITIATEUR

(en millions de dollars canadiens)

	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires commerciaux	Total
31 octobre 2007					
Actifs titrisés	22 279 \$	9 000 \$	800 \$	162 \$	32 241 \$
Droits conservés	289	71	6	5	371
31 octobre 2006					
Actifs titrisés	18 302 \$	8 000 \$	800 \$	220 \$	27 322 \$
Droits conservés	139	62	7	8	216

¹ Dans toutes les opérations de titrisation entreprises par la Banque relativement à ses propres actifs et à ceux de tiers, la Banque a agi en tant que

banque initiatrice et a conservé un risque de titrisation. La Banque ne court aucun risque de titrisation synthétique.

FIDUCIES DE CAPITAL

Nous sommes le promoteur de SA pour mobiliser des capitaux, y compris les titres de Fiducie de capital TD II, série 2012-1 (TD CaTS II), émis par Fiducie de capital TD II (la Fiducie II) qui est une EDDV. Comme la Banque n'est pas le principal bénéficiaire de la Fiducie II, elle ne consolide pas ces titres. Pour des détails sur cette activité des fiducies de capital et sur les modalités des TD CaTS II émis et en circulation, voir la note 12 afférente aux états financiers consolidés.

TITRISATION D'ACTIFS DE TIERS

La Banque aide ses clients à titriser leurs actifs financiers par l'intermédiaire de SA qu'elle administre. La Banque peut fournir un rehaussement de crédit aux SA ou obtenir pour ces dernières des facilités de swap ou de liquidité ou leur offrir des services de placement de valeurs mobilières. Au cours de 2007, la Banque a converti ses facilités de liquidité qui, de facilités de liquidité en cas de perturbation générale du marché sont devenues des facilités de liquidité. Celles-ci peuvent être utilisées par les conduits tant et aussi longtemps que, au moment du retrait, le conduit satisfait à certains critères visant à ce que la Banque ne fournisse pas un rehaussement de crédit. De temps à autre, la Banque peut, à titre d'agent de placement, détenir du papier commercial émis par les conduits. Tous les honoraires tirés de ces activités sont conformes aux conditions du marché. Si ces titrisations cessaient d'exister, les revenus de titrisation de la Banque diminueraient.

Notre relation principale avec les SA se limite à l'administration de programmes de conduits de papier commercial adossé à des créances à vendeurs multiples (conduits à plusieurs vendeurs) dont le montant totalisait 12,6 milliards de dollars au 31 octobre 2007, et 10,3 milliards

de dollars au 31 octobre 2006. Nous administrons actuellement quatre programmes de conduits à plusieurs vendeurs. Nous sommes engagés dans les marchés des conduits à plusieurs vendeurs parce qu'ils génèrent un rendement redressé en fonction du risque avantageux pour nous. Nos clients utilisent surtout les conduits à plusieurs vendeurs pour diversifier leurs sources de financement et réduire les coûts de financement en misant sur la valeur de garanties de haute qualité.

CRÉATION D'AUTRES PRODUITS DE PLACEMENT ET DE FINANCEMENT

La Banque participe à des opérations structurées avec des EDDV pour aider des grandes sociétés clientes à accéder à des capitaux de financement à un coût économique. En général, la Banque et le client investissent tous deux dans ces EDDV à l'aide du produit employé pour accorder des prêts aux sociétés membres du groupe du client. La Banque n'est pas le principal bénéficiaire de ces EDDV à qui, au 31 octobre 2007, la Banque avait fourni des capitaux de financement d'environ 3 milliards de dollars (2 milliards de dollars en 2006). La Banque a reçu des garanties totalisant environ 3 milliards de dollars de grandes institutions financières pour couvrir nos placements dans ces EDDV. En outre, la Banque a reçu des sûretés d'environ 888 millions de dollars et a conclu des swaps sur défaillance de crédit de 605 millions de dollars afin d'atténuer davantage toute exposition à ces EDDV. Les actifs détenus par ces EDDV totalisaient plus de 12 milliards de dollars au 31 octobre 2007. Le risque maximal de perte auquel la Banque est exposée, compte non tenu de ces garanties, sûretés et swaps sur défaillance de crédit, atteignait environ 3 milliards de dollars au 31 octobre 2007.

La Banque participe aussi à des structures de titres adossés à des créances à l'égard desquelles elle peut agir à titre de preneur ferme, de tiers investisseur ou de contrepartie à des dérivés. Ces titres permettent de mobiliser, par l'émission de titres de créance, des capitaux qui serviront à investir dans des portefeuilles de titres et d'instruments dérivés. Le résultat net est réparti entre les détenteurs de droits variables dans les titres adossés à des créances avec flux groupés. Les structures de titres adossés à des créances avec flux groupés que nous gérons peuvent de temps à autre acheter des créances émanant de nous ou de tiers. Nous constatons les revenus d'honoraires tirés des services de gestion des créances et, dans les cas indiqués, les revenus de négociation tirés des placements dans des structures de titres adossés à des créances avec flux groupés individuelles. Ces structures de titres adossés à des créances avec flux groupés présentent un risque faible pour la Banque.

GARANTIES

Dans le cours normal des affaires, nous concluons divers contrats de garantie visant à soutenir nos clients. Les principaux types de garanties que nous offrons comprennent des lettres de crédit de soutien financier et garanties d'exécution, des actifs vendus avec recours, des rehaussements de crédit et des ententes d'indemnisation. Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2006, la Banque a adopté de nouvelles normes comptables pour les instruments financiers, qui s'appliquent aussi aux garanties. Certaines garanties demeurent hors bilan. Pour de l'information détaillée sur les garanties de la Banque, voir la note 25 afférente aux états financiers consolidés.

ENGAGEMENTS

La Banque conclut différentes ententes pour répondre aux besoins financiers de ses clients et comme source de revenus d'honoraires pour elle. Les engagements importants de la Banque comprennent des lettres de crédit de soutien financier et garanties d'exécution, des lettres de crédit documentaires et commerciales ainsi que des engagements de crédit. Ces produits peuvent exposer la Banque à des risques d'illiquidité, de crédit ou de réputation. Il y a des processus de gestion et de contrôle des risques adéquats en place pour réduire ces risques. Certains engagements restent exclus du bilan. La note 25 afférente aux états financiers consolidés de la Banque présente de l'information détaillée sur le montant de crédit additionnel maximum que la Banque pourrait être tenue d'engager.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

La Banque a des obligations contractuelles d'effectuer des paiements futurs à l'égard d'engagements découlant de contrats de location-exploitation et de location-acquisition et de certains engagements d'achat. Ces obligations contractuelles influent sur les besoins de liquidité et de fonds propres à court et à long terme de la Banque. Tous les contrats, à l'exception des engagements découlant de contrats de location-exploitation (ceux en vertu desquels nous nous sommes engagés à acheter des volumes déterminés de biens et de services), sont présentés dans le bilan consolidé de la Banque. Le tableau 35 ci-après résume nos obligations contractuelles.

TABLEAU 35 CALENDRIER DES ÉCHÉANCES D'OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

(en millions de dollars canadiens)

					2007	2006
	Moins de 1 an	1 an à 3 ans	3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Dépôts ¹	219 075 \$	40 903 \$	15 009 \$	1 406 \$	276 393 \$	260 907 \$
Billets et débiteurs subordonnés	1	4	422	9 022	9 449	6 900
Engagements découlant de contrats de location-exploitation	330	562	384	598	1 874	1 794
Engagements en vertu de contrats de location-acquisition	18	29	27	2	76	s.o.
Titres de fiducie de capital	–	899	–	–	899	900
Ententes de services de réseau	167	325	–	–	492	616
Guichets automatiques	62	118	55	–	235	303
Technologies de centre d'appels	32	56	56	–	144	214
Licences de logiciels et entretien du matériel	73	95	–	–	168	135
Total	219 758 \$	42 991 \$	15 953 \$	11 028 \$	289 730 \$	271 769 \$

¹ Comme la date des dépôts payables à vue et des dépôts payables sur préavis n'est pas précisée et est établie au gré du déposant, les obligations sont considérées à moins de un an.

SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

Instruments financiers

La Banque, en tant qu'institution financière, possède des actifs et des passifs qui se composent essentiellement d'instruments financiers. Les actifs financiers de la Banque comprennent, entre autres, des liquidités, des valeurs, des prêts et des dérivés, tandis que les passifs financiers comprennent des dépôts, des obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert, des obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension, des instruments dérivés et des titres de créance subordonnés.

La Banque utilise des instruments financiers à des fins de transaction et à des fins autres que de transaction. En règle générale, la Banque s'engage dans des activités de transaction par l'achat et la vente de valeurs mobilières dans le but d'obtenir des liquidités et de combler les besoins des clients et, plus rarement, par la prise de positions de transaction exclusives dans le but de dégager un profit. Les instruments financiers détenus à des fins de transaction comprennent les valeurs mobilières détenues à des fins de transaction et les dérivés détenus à des fins de transaction. Les instruments financiers détenus à des fins autres que de transaction se composent de la majorité du portefeuille de prêts,

des valeurs mobilières détenues à des fins autres que de transaction, des dérivés de couverture et des passifs financiers de la Banque. En date du 1^{er} novembre 2006, la Banque a adopté les nouvelles règles comptables relatives aux instruments financiers, avec application prospective. Selon ces nouvelles normes, les instruments financiers qui sont classés comme instruments détenus à des fins de transaction, ceux désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur, ceux classés comme disponibles à la vente et tous les instruments dérivés sont évalués à la juste valeur dans les états financiers consolidés. Les instruments financiers classés comme détenus jusqu'à leur échéance, comme prêts et créances et comme autres passifs sont comptabilisés au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour de plus amples renseignements sur la façon de calculer la juste valeur des instruments financiers, se reporter à la rubrique «Estimations comptables critiques» à la page 70. L'utilisation d'instruments financiers permet à la Banque de dégager des profits sous la forme de revenus d'intérêts et d'honoraires. Les instruments financiers créent également divers risques que la Banque gère par la voie de ses politiques et procédures étendues de gestion des risques. Les principaux risques sont les risques de taux d'intérêt, de crédit et d'illiquidité ainsi que le risque lié aux actions et le risque de change. Pour une description plus détaillée de la façon dont la Banque gère ses risques, se reporter à la rubrique «Gestion des risques» aux pages 60 à 70.

FACTEURS DE RISQUE ET GESTION DES RISQUES

Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs

Outre les risques décrits dans la partie Gestion des risques, beaucoup d'autres facteurs de risque, dont beaucoup échappent à notre contrôle, pourraient faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de façon importante de nos plans, de nos objectifs et de nos estimations. Certains de ces facteurs sont décrits ci-dessous. Tout énoncé prospectif, y compris les énoncés prospectifs inclus dans le présent rapport de gestion, est naturellement associé à des risques et à des incertitudes, de nature générale et spécifique, qui peuvent faire en sorte que les résultats réels de la Banque diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Certains de ces facteurs sont présentés ci-dessous et d'autres sont cités dans la mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs, en page 13 du présent rapport de gestion.

FACTEURS LIÉS AU SECTEUR

Conjoncture économique et commerciale dans les régions où la Banque exerce ses activités

La Banque exerce ses activités au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays. Par conséquent, la conjoncture économique et commerciale dans les régions où la Banque exerce ses activités peut avoir une incidence importante sur ses bénéfices. Les facteurs conjoncturels comprennent notamment les taux d'intérêt à court et à long terme, l'inflation, les fluctuations des marchés financiers et du marché de la dette, les taux de change, la vigueur de l'économie, les menaces terroristes et le volume d'affaires réalisé dans une région donnée. Par exemple, si l'économie traversait une période de ralentissement marquée par une hausse du chômage et une baisse du revenu familial, cela aurait un effet négatif sur les bénéfices et les investissements des sociétés, la consommation et la demande de nos prêts et autres produits, et notre provision pour pertes sur créances augmenterait probablement, ce qui porterait atteinte à nos bénéfices. De même, un désastre naturel pourrait entraîner un accroissement des demandes de règlement qui pourrait nuire à nos résultats.

Taux de change

Les variations des taux de change des monnaies du Canada, des États-Unis et des autres pays où la Banque exerce des activités peuvent avoir un effet néfaste sur sa situation financière et sur ses bénéfices futurs en raison des écarts de conversion. Par exemple, l'appréciation du dollar canadien peut nuire à nos placements et à nos bénéfices aux États-Unis, y compris le placement de la Banque dans TD Banknorth Inc. et TD Ameritrade Holding Corporation. L'appréciation du dollar canadien peut aussi nuire aux bénéfices des petites entreprises, des commerces et des grandes sociétés qui sont des clients de la Banque au Canada.

Politique monétaire

Les bénéfices de la Banque sont tributaires des politiques monétaires de la Banque du Canada et de la Réserve fédérale américaine ainsi que d'autres facteurs à l'origine de l'évolution des marchés des capitaux. Les variations de la masse monétaire et du niveau général des taux d'intérêt peuvent avoir une incidence sur la rentabilité de la Banque. Une fluctuation des taux d'intérêt modifie l'écart entre les intérêts payés sur les dépôts et les intérêts gagnés sur les prêts, ce qui entraîne une variation du revenu d'intérêts net de la Banque. Les facteurs à l'origine de l'évolution des politiques monétaires et des marchés des capitaux échappent au contrôle de la Banque qui ne peut ni les prévoir ni les anticiper.

Concurrence

Le niveau de concurrence sur les marchés où la Banque exerce ses activités a une incidence sur son rendement. La Banque fait actuellement face à une très forte concurrence. Le maintien de la clientèle dépend de nombreux facteurs comme les prix des produits ou des services, le niveau de service à la clientèle offert et les modifications des produits et services proposés.

Modifications des lois et des règlements et poursuites judiciaires

Les modifications des lois et des règlements, y compris les changements touchant leur interprétation ou leur mise en œuvre, pourraient avoir une incidence sur la Banque puisqu'elles pourraient restreindre sa gamme de produits ou de services ou augmenter la capacité des concurrents à rivaliser avec ses produits ou ses services. En outre, un manquement aux lois et aux règlements applicables pourrait entraîner des sanctions et des amendes pouvant avoir une incidence défavorable sur les bénéfices de la Banque et sur sa réputation. Toute décision d'un tribunal ou d'une autorité de réglementation et toute poursuite judiciaire intentée contre la Banque peut avoir une influence néfaste sur ses résultats.

Exactitude et intégralité des renseignements sur les clients et les contreparties

Dans ses décisions concernant l'autorisation d'un crédit ou d'autres opérations avec des clients et des contreparties, la Banque peut se fier à des renseignements fournis par ces clients et ces contreparties, y compris des états financiers et d'autres informations financières. La Banque peut également se fier aux déclarations faites par des clients et des contreparties à l'égard de l'exactitude et de l'intégralité de ces renseignements. La situation financière et les bénéfices de la Banque pourraient en pâtir si celle-ci se fiait à des états financiers qui ne sont pas conformes aux PCGR, qui sont trompeurs ou qui ne présentent pas, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière et des résultats d'exploitation des clients et des contreparties.

Conventions et méthodes comptables utilisées par la Banque

Les conventions et les méthodes comptables utilisées par la Banque établissent la façon dont la Banque présente sa situation financière et ses résultats d'exploitation, et peuvent exiger que la direction fasse des estimations ou qu'elle recoure à des hypothèses portant sur des questions qui sont, par nature, incertaines. Ces estimations et ces hypothèses peuvent être révisées et toute modification peut avoir une incidence néfaste marquée sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Banque.

FACTEURS PARTICULIERS À LA BANQUE

Nouveaux produits et services pour maintenir ou accroître la part de marché

La capacité de la Banque à maintenir ou à accroître sa part de marché dépend, en partie, de sa capacité à adapter ses produits et ses services aux normes changeantes du secteur. Les sociétés de services financiers subissent de plus en plus de pression à l'égard des prix de leurs produits et services. Ce facteur peut réduire le revenu d'intérêts net ou les revenus tirés des produits et des services de la Banque donnant droit à des commissions. En outre, l'engouement pour de nouvelles technologies pourrait entraîner de grandes dépenses pour la Banque afin de modifier ou d'adapter ses produits et ses services. La Banque pourrait être incapable de déployer avec succès de nouveaux produits et services, de les faire accepter par le marché ou de développer une clientèle et de la fidéliser.

Acquisitions et plans stratégiques

La Banque soupèse régulièrement des occasions d'acquérir d'autres sociétés de services financiers ou une partie de leurs activités, soit directement, soit indirectement au moyen des stratégies d'acquisition de ses filiales. La capacité de la Banque ou d'une filiale de réaliser avec succès une acquisition est souvent assujettie à l'approbation des autorités de réglementation et des actionnaires. À cet égard, la Banque ne peut être certaine ni du moment où l'approbation des autorités de réglementation et des actionnaires sera accordée ni des modalités et conditions en vertu desquelles elle le sera, le cas échéant. Les acquisitions peuvent avoir une incidence sur les résultats futurs selon le degré de réussite de la direction à intégrer l'entreprise acquise. Si la Banque ou sa filiale a de la difficulté à intégrer l'entreprise acquise, à maintenir un niveau de gouvernance approprié sur l'entreprise acquise ou à découvrir les leaders adéquats au sein de l'entreprise acquise, les augmentations des revenus, les économies de coûts, l'accroissement des parts de marchés et les autres avantages attendus de l'acquisition pourraient ne pas se matérialiser. Le rendement financier de la Banque est également tributaire de sa capacité à exécuter les plans stratégiques élaborés par la direction. Si les plans stratégiques ne se réalisent pas avec succès ou qu'ils sont modifiés, les résultats de la Banque pourraient croître plus lentement ou décroître.

Capacité de recruter des dirigeants clés et de les maintenir en poste

Le rendement futur de la Banque repose en grande partie sur sa capacité à recruter des dirigeants clés et à les maintenir en poste. Il existe une forte rivalité pour s'attacher les meilleures personnes dans le secteur des services financiers. La Banque ou une société acquise par la Banque ne peut garantir qu'elle sera en mesure de continuer à recruter des dirigeants clés et à les maintenir en poste, bien que cela soit un objectif des politiques et pratiques de gestion des ressources de la Banque.

Infrastructure commerciale

Des tiers fournissent des composantes essentielles de l'infrastructure commerciale de la Banque comme les connexions à Internet et l'accès aux réseaux. Compte tenu du volume élevé d'opérations que nous traitons quotidiennement, certaines erreurs peuvent se répéter ou se combiner avant d'être découvertes et rectifiées avec succès. Malgré les plans d'urgence que nous avons mis en place, les interruptions de services Internet, de services d'accès aux réseaux ou d'autres services de communication voix-données fournis par ces tiers pourraient avoir une incidence néfaste sur la capacité de la Banque à offrir des produits et des services aux clients et à exercer autrement ses activités.

Caractère approprié du cadre de gestion des risques de la Banque

Le cadre de gestion des risques de la Banque comporte divers processus et stratégies visant à gérer les risques. Parmi les types de risques auxquels la Banque fait face, mentionnons les risques de crédit, de marché (y compris les marchés des actions et des marchandises), d'illiquidité, de taux d'intérêt, d'exploitation, de réputation, d'assurance, de stratégie, de change et de réglementation, ainsi que le risque juridique et d'autres risques. Il n'y a aucune garantie que le cadre de gestion des risques de la Banque, y compris les hypothèses et les modèles sous-jacents, sera efficace dans toutes les situations et circonstances. Si le cadre de gestion des risques de la Banque se révélait inefficace, en raison de changements de la situation de la Banque ou des marchés ou d'autres changements, la Banque pourrait subir des pertes imprévues et pourrait être sérieusement touchée.

FACTEURS DE RISQUE ET GESTION DES RISQUES

Gestion des risques

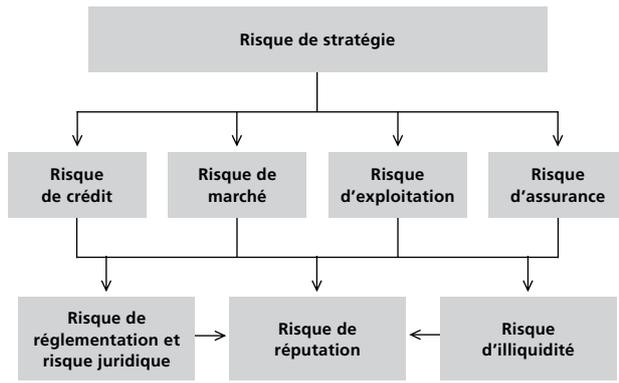
SOMMAIRE

La prestation de services financiers comporte des risques qu'il faut prendre de façon prudente en vue d'assurer une croissance rentable. L'objectif de la Banque est d'obtenir un rendement stable et durable pour chaque dollar de risque que nous prenons, tout en accordant une grande importance à l'investissement dans nos entreprises afin de nous assurer d'atteindre nos objectifs de croissance future. Nos entreprises examinent avec soin les divers risques auxquels elles sont exposées et évaluent l'incidence de ces risques et la probabilité qu'une perte en découle. Nous parons à ces risques en mettant en place des stratégies d'affaires et de gestion des risques pour nos diverses unités d'exploitation, compte tenu des risques et du milieu d'affaires au sein duquel nous exerçons nos activités.

RISQUES POUR NOS ENTREPRISES

Du fait de nos entreprises et des activités que nous exerçons, nous sommes exposés à un grand nombre de risques, recensés et définis dans notre cadre de gestion des risques. Ce cadre donne un aperçu des processus appropriés de surveillance des risques et de la filière de communication et de présentation des principaux risques pouvant nuire à la réalisation de nos objectifs et de nos stratégies d'affaires.

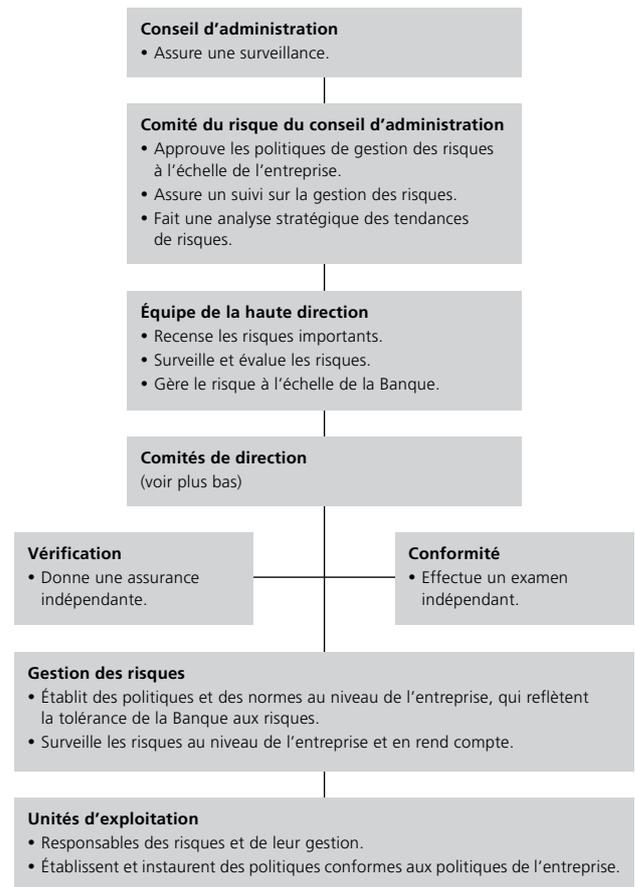
CADRE DE GESTION DES RISQUES



Comme l'illustre le schéma ci-dessus, le cadre de gestion des risques définit les principales catégories de risques auxquelles nous sommes exposés ainsi que les rapports qui les unissent.

RESPONSABLES DE LA GESTION DES RISQUES

Nous avons mis en place une structure de gouvernance pour la gestion des risques qui met l'accent sur l'exercice équilibré d'une surveillance rigoureuse et centralisée, et sur le contrôle des risques par les unités d'exploitation fondé sur des responsabilités claires et la prise en charge des risques. Cette structure nous assure que l'information importante sur les risques est diffusée, par les unités d'exploitation et les fonctions chargées de la supervision, à l'équipe de la haute direction et au conseil d'administration.



Comités de direction			
<p>Comité d'examen du rendement d'entreprise</p> <ul style="list-style-type: none"> Présidé par le président et chef de la direction Examine l'ensemble des stratégies et le rendement de l'exploitation. 	<p>Comité de surveillance des risques d'exploitation</p> <ul style="list-style-type: none"> Présidé par le chef de la gestion des risques Chargé de la supervision de toutes les activités de gestion des risques d'exploitation de la Banque et de la conformité de la Banque aux lois. 	<p>Comité de placements du GFBTD</p> <ul style="list-style-type: none"> Présidé par le chef de la gestion des risques Examine le rendement de tous les principaux placements, y compris notre propre portefeuille et les mandats de clients, gérés par des gestionnaires de portefeuille externes et internes. 	<p>Comité de l'actif et du passif</p> <ul style="list-style-type: none"> Présidé par le chef des finances Chargé de la surveillance du risque de marché lié aux activités autres que de négociation de la Banque, de la situation de financement et de trésorerie consolidée et de la situation du capital consolidé, y compris la couverture des capitaux en monnaies étrangères.
<p>Comité du risque de réputation</p> <ul style="list-style-type: none"> Présidé par le chef du contentieux Examine et approuve les questions touchant le risque de réputation de même que les opérations sur produits structurés complexes, et établit et supervise la politique relative au risque de réputation. 	<p>Comité de divulgation</p> <ul style="list-style-type: none"> Présidé par le chef des finances S'assure que des contrôles et des procédures sont en place en vue de présenter des informations fiables et conformes en temps opportun aux autorités de réglementation, aux actionnaires et au marché. 	<p>Comité de l'entreprise</p> <ul style="list-style-type: none"> Présidé par le président et chef de la direction S'occupe de la coordination de toutes les fonctions Siège social de la Banque et de l'exécution des opérations de fusions et acquisitions. 	<p>Comité de services partagés au Canada</p> <ul style="list-style-type: none"> Présidé par le chef de groupe, Activités de la Société S'assure de tirer parti efficacement des services partagés par les unités d'exploitation canadiennes.

NOTRE STRUCTURE DE GOUVERNANCE POUR LA GESTION DES RISQUES ÉTABLIT CE QUI SUIT :

- Le conseil d'administration et son comité du risque sont responsables de voir à ce que la direction instaure et oriente, à l'échelle de notre organisation, une culture de gestion efficace des risques. Ensemble, ils établissent notre tolérance aux risques, par l'examen et l'approbation périodiques de politiques appropriées de gestion des risques à l'échelle de l'entreprise.
- L'équipe de la haute direction de la Banque, présidée par le président et chef de la direction, est responsable de la surveillance, de l'évaluation et de la gestion des risques de la Banque.
- Le président et chef de la direction et le chef de la gestion des risques, avec l'appui des autres membres de l'équipe de la haute direction, sont responsables du recensement et de la communication au conseil d'administration des risques jugés importants.

- Les comités de direction surveillent, à l'échelle de l'entreprise, les principaux risques et principales expositions aux risques, par l'examen et l'appui des politiques, des stratégies et des activités de contrôle de gestion des risques. Les comités de direction voient à ce que les ressources de gestion des risques déployées dans toute la Banque soient suffisantes et adéquates pour que nos objectifs en la matière soient réalisés. Les comités tiennent des réunions périodiques et, au besoin, des réunions spéciales.
- La fonction Gestion des risques, exercée au niveau du Siège social, présidée par le chef de la gestion des risques, est responsable de l'établissement de politiques et de pratiques, à l'échelle de l'entreprise, qui reflètent la tolérance aux risques de la Banque, y compris de protocoles clairs sur le processus de signalement aux échelons supérieurs des occurrences et problèmes de risque. Le service Gestion des risques surveille les risques propres aux unités ou à l'échelle de l'entreprise et en rend compte lorsque ces risques peuvent nuire à la Banque.
- Les fonctions Vérification et Conformité s'assurent, de façon indépendante, de l'efficacité des politiques, des procédures et des contrôles internes de gestion des risques et en rendent compte à la direction et au conseil d'administration.

- Chaque unité d'exploitation est responsable de la gestion de ses propres risques, dans les limites des politiques de gestion des risques de la Banque, et du signalement aux échelons supérieurs des questions importantes liées au risque, selon les besoins. Chaque secteur d'exploitation a établi une structure de gouvernance pour la gestion des risques qui comprend la surveillance des risques aux niveaux de la direction appropriés. Dans le cas de TD Banknorth, un conseil d'administration et des comités de gestion des risques et de vérification indépendants sont en place pour assurer cette surveillance. En tant qu'institution financière américaine, TD Banknorth est réglementée par le Bureau du contrôleur de la monnaie et la Banque de réserve fédérale de Boston (FRB). Le conseil d'administration de TD Banknorth et ses comités reçoivent des rapports de ces organismes de réglementation dans le cours normal de leurs examens.
- Les professionnels de la gestion des affaires et de la gestion des risques de chaque unité d'exploitation s'assurent que des politiques, des processus et des contrôles internes sont établis afin de gérer, outre les affaires, les risques qui y sont associés.

COMMENT NOUS GÉRONS LES RISQUES

Nous adoptons une approche globale et proactive de la gestion des risques qui intègre l'expérience et les connaissances spécialisées de nos unités d'exploitation et de nos professionnels de la gestion des risques ainsi que les rôles de surveillance du Siège social. Notre approche fait la promotion d'une solide culture de gestion des risques et s'aligne sur nos objectifs stratégiques. Elle comprend ce qui suit :

- Des politiques et des pratiques de gestion des risques appropriées, à l'échelle de l'entreprise, y compris des lignes directrices, des exigences et des limites qui maintiennent les risques à des niveaux acceptables.
- Un examen et une évaluation réguliers des politiques de gestion des risques par les comités de direction, puis un examen et une approbation par le comité du risque du conseil d'administration.
- Un cadre intégré de processus de suivi des risques et d'information, à l'échelle de l'entreprise, qui permet de communiquer, sous forme de rapports, les éléments clés de notre profil de risque, tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif, à la haute direction et au conseil d'administration.
- Des méthodes de mesure des risques qui recourent à une quantification des risques, y compris une analyse de la valeur à risque, des analyses de scénarios et des évaluations des facteurs de stress.
- Des autoévaluations annuelles par les principales unités d'exploitation et les fonctions de surveillance du Siège social portant sur leurs principaux risques et contrôles internes. Les questions importantes liées aux risques sont recensées, signalées aux échelons supérieurs et surveillées, au besoin.
- Une mesure appropriée du rendement qui répartit le capital économique à risque entre les unités d'exploitation et impute une charge correspondante.
- Une surveillance active des occurrences de risques à l'interne et à l'externe afin de jauger l'efficacité de nos contrôles internes.
- Des examens indépendants et exhaustifs par le service Vérification quant à la qualité de l'environnement de contrôle interne et à la conformité aux politiques et procédures de gestion des risques.

COMMENT LE RISQUE EST GÉRÉ À TD AMERITRADE

Bien que la Banque ne possède pas de participation conférant le contrôle dans TD Ameritrade, elle exerce une surveillance sur la fonction de gestion des risques par une gouvernance appropriée et les protocoles du conseil d'administration et de la direction.

La Banque nomme cinq des douze administrateurs de TD Ameritrade. Ce nombre comprend actuellement notre chef de la direction, notre chef de groupe, Gestion de patrimoine, et un administrateur indépendant de la Banque. Les règlements de TD Ameritrade, qui stipulent que les nominations des futurs chefs de la direction doivent être approuvées par les deux tiers des membres du conseil d'administration, font que le choix du chef de la direction de TD Ameritrade doit nécessairement être soutenu par la Banque. Les administrateurs que nous nommons participent à certains comités du conseil d'administration de TD Ameritrade, y compris comme présidents des comités de vérification et de rémunération.

Les processus et les protocoles de surveillance mis en œuvre par la direction sont alignés de façon à coordonner l'échange nécessaire d'information entre les sociétés. Outre la communication régulière à l'échelon du chef de la direction, des rapports mensuels sur l'exploitation de TD Ameritrade permettent à la Banque d'examiner et d'analyser les résultats d'exploitation de celle-ci et ses principaux risques. De même, certaines fonctions comme Vérification interne, Finances et Conformité ont des protocoles de communication qui permettent de partager l'information sur les questions de risque et de contrôle. Les rapports trimestriels remis à notre comité de vérification et à notre comité du risque comprennent des commentaires sur toutes les questions

importantes liées à la vérification interne à TD Ameritrade; les questions liées au risque sont portées à l'attention du comité du risque, au besoin, mais au moins une fois l'an.

Accord de Bâle II

L'Accord de Bâle II est un cadre mis au point par le Comité de Bâle sur le contrôle interne dans le but d'améliorer l'uniformité des exigences de fonds propres à l'échelle internationale et de rendre les fonds propres réglementaires requis plus sensibles aux risques. L'Accord de Bâle II établit plusieurs options qui représentent des approches de plus en plus sensibles aux risques pour calculer les fonds propres réglementaires nécessaires pour couvrir le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel. Selon les approches plus complexes, les banques font leurs propres estimations internes des composantes du risque, qu'elles utilisent pour établir les actifs pondérés en fonction des risques et calculer les fonds propres réglementaires.

Nous avons adopté l'approche la plus complexe, soit l'approche fondée sur les notations internes (approche NI) avancée pour couvrir le risque de crédit pour tous les portefeuilles importants. Nous avons, selon cette approche, élaboré des systèmes internes de notation des risques fondés sur des estimations de risques, soit, premièrement, la probabilité de défaut (PD) – le degré de probabilité que l'emprunteur ne soit pas en mesure de faire les remboursements prévus; deuxièmement, la perte en cas de défaut (PCD) – c'est-à-dire le montant des pertes que nous aurions à subir en cas de défaut de l'emprunteur; et troisièmement, l'exposition en cas de défaut (ECD) – le montant total auquel nous pourrions être exposés à la date du défaut. Ces estimations se fondent sur notre expérience de pertes et sont mises à jour à intervalles réguliers. Notre demande d'autorisation officielle en vue de l'adoption de l'approche NI avancée a été soumise au Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) le 31 octobre 2007, et nous continuons d'avoir des ressources qualifiées qui se consacrent à la mise en œuvre de l'Accord de Bâle II en 2008 et par la suite. L'autorisation par le BSIF de mettre en œuvre l'approche NI avancée repose sur un processus d'examen rigoureux visant à confirmer que nous nous conformons à toutes les normes de l'Accord de Bâle II. Lorsque notre demande sera approuvée, nous serons autorisés à évaluer le risque de crédit au moyen de nos propres systèmes de notation des risques aux fins de calculer les fonds propres réglementaires. TD Banknorth, une filiale importante, adoptera d'abord l'approche standard de Bâle II pour couvrir le risque de crédit, puis passera progressivement à l'approche NI avancée pour ses principaux portefeuilles.

Nous nous affairons actuellement à mettre en œuvre les exigences de fonds propres afférentes au risque de marché dans les délais établis par le BSIF. De plus, nous adoptons pour commencer l'approche standard pour calculer le risque opérationnel au Canada, TD Banknorth mettant en œuvre l'approche indicateur de base. Des ressources spécialisées qualifiées et des plans détaillés sont en place pour mettre en œuvre l'approche de mesure avancée pour couvrir le risque d'exploitation avec le temps.

À compter de l'exercice 2008, il y aura, du fait de l'Accord de Bâle II, une plus grande transparence quant à l'information sur la gestion des risques et sur les incidences sur les fonds propres.

Les pages suivantes décrivent les principaux risques que nous courons et la façon dont ils sont gérés.

Risque de stratégie

Le risque de stratégie correspond à l'éventualité d'une perte découlant de la mise en application de stratégies inefficaces, de l'absence de stratégies d'affaires intégrées, de l'incapacité de mettre en œuvre ces stratégies et de l'incapacité d'adapter les stratégies à l'évolution de la conjoncture des affaires.

La direction générale supervise, évalue, gère et atténue nos principaux risques de stratégie, et le conseil d'administration en assure la surveillance.

RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE DE STRATÉGIE

L'équipe de la haute direction gère le risque de stratégie. L'équipe de la haute direction se compose des principaux dirigeants de la Banque, représentant chacune des principales unités d'exploitation et le rôle de surveillance du Siège social.

Notre stratégie globale est établie par le président et chef de la direction et par l'équipe de la haute direction, en consultation avec le conseil d'administration et avec son approbation. En outre, le comité de l'entreprise est responsable de l'exécution des opérations de fusions et acquisitions. Chaque cadre supérieur qui gère une importante unité d'exploitation ou fonction est chargé d'en gérer les stratégies et d'assurer qu'elles sont alignées sur la stratégie globale. Les cadres supérieurs sont aussi responsables, devant le président et chef de la

direction et l'équipe de la haute direction, de la surveillance, de la gestion et du compte rendu des risques commerciaux inhérents à leurs stratégies respectives.

Le président et chef de la direction fait rapport au conseil d'administration sur la mise en œuvre des stratégies de la Banque, sur le recensement des risques commerciaux inhérents à ces stratégies et sur la méthode de gestion de ces risques.

COMMENT NOUS GÉRONS LE RISQUE DE STRATÉGIE

L'équipe de la haute direction examine les stratégies et la performance de nos principales unités d'exploitation et le rôle de surveillance du Siège social dans le cadre de séances d'examen de la performance. La fréquence des examens des stratégies dans le cadre de ces séances dépend du profil de risque et de l'importance de l'unité ou de la fonction en cause.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond à l'éventualité d'une perte financière si un emprunteur ou la contrepartie à une opération ne respecte pas ses engagements conformément aux conditions convenues.

Le risque de crédit est l'un des risques les plus importants et les plus généralisés qui planent sur les activités bancaires. Tout prêt, tout crédit ou toute opération qui comporte des règlements entre la Banque et d'autres parties ou d'autres institutions financières – comme des opérations sur dérivés et des stocks de valeurs mobilières – expose la Banque à un certain degré de risque de crédit. De ce fait, nous n'accordons des prêts qu'en fonction des relations d'affaires avec nos clients, et nous gérons toutes nos activités de façon méthodique et prudente, en nous concentrant rigoureusement sur le rendement économique tiré de nos relations avec les clients.

Notre objectif premier est de mettre en place une stratégie complète, transparente et méthodique d'évaluation de notre risque de crédit visant une meilleure compréhension et une meilleure sélection et une gestion dynamique de nos expositions de manière à réduire la volatilité des bénéfices.

Notre stratégie consiste en une surveillance centralisée rigoureuse du risque de crédit au sein de chaque unité, ce qui renforce une culture de responsabilisation, d'indépendance et d'équilibre.

RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE DE CRÉDIT

La responsabilité de la gestion du risque de crédit incombe à l'ensemble de l'entreprise. Une solide culture de gestion du risque a été intégrée dans les processus quotidiens, la prise de décisions et l'élaboration des stratégies, ce qui fait en sorte que la compréhension du risque de crédit incombe à chaque unité d'exploitation.

Les fonctions de contrôle du risque de crédit sont intégrées au sein des unités d'exploitation afin d'ancrer la responsabilité à l'égard du risque de crédit, faisant rapport au service Gestion des risques afin d'assurer l'objectivité et l'imputabilité. L'équipe de contrôle du risque de crédit de l'unité d'exploitation est responsable des décisions de crédit et doit se conformer aux politiques, aux lignes directrices et aux limites discrétionnaires établies, en plus d'assurer le respect des normes établies en matière d'évaluation du crédit, en s'adressant au service Gestion des risques pour les décisions importantes en matière de crédit.

Une surveillance indépendante du risque de crédit est assurée par le service Gestion des risques, qui conçoit des politiques centralisées visant à gérer et à contrôler les risques de portefeuille, de même que des politiques spécifiques sur les produits, au besoin.

Le comité du risque du conseil d'administration est l'ultime autorité quant à la surveillance de la gestion du risque de crédit et approuve chaque année l'ensemble des politiques importantes en matière de risque de crédit.

COMMENT NOUS GÉRONS LE RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est géré au moyen d'une infrastructure centralisée reposant sur :

- l'approbation centralisée, par le service Gestion des risques, de l'ensemble des politiques en matière de risque de crédit et des limites discrétionnaires des agents à l'échelle de la Banque concernant les marges de crédit;
- l'établissement de lignes directrices visant à surveiller et à limiter les concentrations au sein des portefeuilles conformément aux politiques, approuvées par le conseil d'administration pour l'ensemble de l'entreprise, qui encadrent les risques-pays, les risques sectoriels et les expositions groupées;
- la conception et la mise en œuvre de modèles de risque de crédit et de politiques visant à établir des notations de risques propres aux emprunteurs et aux facilités afin de quantifier et de surveiller le niveau de risque et d'en faciliter la gestion au sein de nos Services bancaires commerciaux et de nos Services bancaires en gros. Ces modèles sont revus régulièrement afin d'en vérifier le caractère approprié, l'exactitude et la validité;

- l'approbation des techniques de pointage et des normes servant à l'octroi de crédit personnel et à la surveillance et à la communication d'information à cet égard;
- la mise en œuvre de processus de gestion dynamiques des notations relatives aux risques-pays, aux risques sectoriels et aux risques de contrepartie, ce qui comprend des exigences d'examen quotidiens, mensuels et trimestriels des risques de crédit;
- Nous avons mis en œuvre un processus de surveillance continue pour les grands paramètres de risques qui sont utilisés dans nos modèles de risque de crédit.

Un changement imprévu de nature économique ou politique dans un pays étranger pourrait nuire aux paiements transfrontaliers relatifs aux produits, services, prêts, dividendes et crédits liés aux échanges ainsi qu'à la capacité de rapatrier les capitaux de la Banque du pays étranger. Actuellement, la Banque est exposée à un risque de contrepartie dans plusieurs pays, avec une exposition aux risques majoritairement concentrée en Amérique du Nord. Les notes du risque-pays sont fondées sur des modèles de notation approuvés et sur le jugement de professionnels, et ces notes sont utilisées pour établir des lignes directrices portant sur le risque-pays qui tiennent compte de tous les aspects du risque de crédit auquel s'exposent nos diverses activités. Les notes de risque-pays sont gérées de manière dynamique et sont soumises à un examen exhaustif au moins annuellement.

Dans le cadre de notre stratégie en matière de risque de crédit, nous établissons des limites d'exposition au risque de crédit pour des secteurs d'activité particuliers. Une méthode systématique est utilisée pour surveiller les limites de concentration par secteur d'activité et assurer la diversification de notre portefeuille de prêts. Des lignes directrices à l'égard du risque sectoriel constituent un élément clé de ce processus, car elles limitent l'exposition au risque d'après une notation de risque à l'interne déterminée à l'aide de notre modèle de notation du risque sectoriel et d'une analyse sectorielle exhaustive.

Si plusieurs secteurs d'activité sont touchés par les mêmes facteurs de risque, nous attribuons à ces secteurs une ligne directrice commune. En outre, le service Gestion des risques attribue une limite de concentration à chaque secteur important, exprimée en pourcentage de notre exposition totale aux risques de gros et aux risques commerciaux. Nous révisons régulièrement les notations de risque par secteur d'activité afin d'assurer qu'elles continuent de bien refléter le risque lié à chaque secteur.

À l'aide de modèles particuliers à chaque secteur et du jugement de professionnels, nous attribuons à chaque emprunteur une note de risque qui reflète la probabilité de défaut de l'emprunteur. La note de risque de l'emprunteur détermine le montant de risque de crédit que nous sommes prêts à accorder à cet emprunteur. En outre, à l'aide d'une méthode fondée sur des modèles, chaque facilité de crédit accordée à un emprunteur est assortie d'une note de risque qui reflète les taux de recouvrement des prêts prévus, en cas de défaut, d'après notre évaluation de la garantie ou de la valeur des actifs servant de sûreté à la facilité.

Dans le cadre de nos techniques de diversification de portefeuille, des dérivés de crédit peuvent être utilisés de temps à autre pour atténuer le risque de concentration par secteur d'activité et le risque par emprunteur.

Nous utilisons un modèle de calcul du rendement du capital redressé en fonction des risques pour évaluer le rendement des relations de crédit selon la structure et l'échéance des prêts et selon des notations internes de risque des emprunteurs en cause. Nous révisons les notes de risque et le rendement du capital de chaque emprunteur au moins annuellement.

Crédit aux particuliers et aux petites entreprises

Notre secteur du crédit aux particuliers se compose d'un grand nombre de clients et comprend : les prêts hypothécaires résidentiels, les prêts non garantis, les créances sur cartes de crédit et les crédits accordés aux petites entreprises. Le risque de crédit s'évalue par des modèles analytiques statistiques et par des stratégies de décision. Les demandes de crédit personnel sont traitées à l'aide de systèmes de pointage automatisés axés sur le comportement ou, dans le cas d'opérations plus importantes ou plus complexes, sont acheminées à des tarifateurs dans des centres de crédit régionaux qui fonctionnent selon des limites clairement établies. Une fois que les crédits à la consommation sont financés, ils font l'objet d'un suivi constant au moyen de programmes de gestion quantitative des clients faisant appel à des indicateurs courants de risque internes et externes afin de déceler tout changement au niveau des risques. La centralisation de l'examen quantitatif des crédits personnels a permis de bien équilibrer les portefeuilles et de les assortir de risques prévisibles.

Évaluation des facteurs de stress

Des tests de sensibilité et de facteurs de stress sont effectués pour établir l'importance des pertes probables selon divers scénarios pour nos portefeuilles de crédit. Les tests de sensibilité, qui font appel à différentes hypothèses sur des facteurs de marchés et de l'économie, permettent d'examiner l'incidence sur les mesures du portefeuille. Les tests de

facteurs de stress servent également à évaluer la vulnérabilité des clients et des portefeuilles aux effets de situations graves mais plausibles, telles qu'une perturbation importante d'un marché ou d'un secteur ou un ralentissement économique marqué.

Risque de marché

Le risque de marché correspond à la perte éventuelle découlant des variations de la valeur des instruments financiers. La valeur d'un instrument financier peut être influencée par les variations des taux d'intérêt, des taux de change, des prix des actions et des marchandises et des écarts de crédit.

Nous sommes exposés au risque de marché dans notre portefeuille de négociation et dans notre portefeuille de placement ainsi que dans nos activités autres que de négociation. Pour ce qui est de nos portefeuilles de négociation et de placement, nous participons activement à des opérations sur le marché afin d'obtenir des rendements pour la Banque par la gestion prudente de nos positions et de nos stocks. Lorsque nous exerçons des activités bancaires autres que de négociation, nous sommes exposés au risque de marché par suite d'opérations conclues avec des clients.

RISQUE DE MARCHÉ DANS NOS ACTIVITÉS DE NÉGOCIATION

Les quatre principales activités de négociation suivantes nous exposent à un risque de marché :

- **Tenue de marché** : Nous maintenons un marché pour un grand nombre de valeurs mobilières et d'autres produits négociés. Nous constituons un portefeuille de ces valeurs mobilières afin de conclure des opérations d'achat et de vente avec des investisseurs et réaliser la marge entre le cours acheteur et le cours vendeur.
- **Ventes** : Nous offrons une vaste gamme de produits financiers qui répondent aux besoins de nos clients. Les revenus tirés de ces produits nous proviennent des marges bénéficiaires et des commissions.
- **Arbitrage** : Nous prenons des positions sur certains marchés ou certains produits et compensons le risque connexe sur d'autres marchés ou produits. Grâce à nos connaissances des divers marchés et produits ainsi que des relations entre ceux-ci, nous pouvons relever les anomalies de prix et en tirer avantage.
- **Positionnement** : En prévision de fluctuations sur certains marchés de capitaux, nous cherchons à réaliser des profits en prenant des positions sur ces marchés.

RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE DE MARCHÉ DANS LES ACTIVITÉS DE NÉGOCIATION

Les Services bancaires en gros assument au premier chef la responsabilité de la gestion du risque de marché dans les activités de négociation, tandis que le groupe Gestion des risques de négociation, qui fait partie du service Gestion des risques, surveille leurs activités à cet égard.

Le comité du capital et du risque de marché est présidé par le premier vice-président, Gestion des risques de négociation, et est composé de cadres supérieurs des Services bancaires en gros et de la fonction Vérification. Le comité se réunit à intervalles réguliers pour réviser le profil de risque de marché de nos activités de négociation, recommander des modifications aux politiques sur les risques, revoir les stocks de prises fermes et examiner l'usage qui est fait des capitaux et des actifs au sein des Services bancaires en gros.

COMMENT NOUS GÉRONS LE RISQUE DE MARCHÉ DANS NOS ACTIVITÉS DE NÉGOCIATION

La gestion du risque de marché joue un rôle clé dans l'évaluation de toute stratégie d'affaires. Nous n'amorçons de nouvelles activités de négociation et n'étendons celles qui existent que si le risque a été évalué de façon exhaustive et jugé susceptible d'être assumé selon notre seuil de tolérance et nos compétences en affaires, et que si nous possédons l'infrastructure adéquate pour surveiller, contrôler et gérer le risque.

Limites de négociation

Nous fixons des limites de négociation qui sont conformes au plan d'affaires approuvé pour une activité donnée et à notre tolérance à l'égard du risque de marché de cette activité. En établissant ces limites, nous tenons compte de la volatilité du marché, de sa liquidité, de l'expérience organisationnelle et de la stratégie d'affaires. Des limites sont établies au niveau des négociateurs, des portefeuilles et des secteurs d'activité, de même qu'au niveau global des Services bancaires en gros.

Les limites de risque de marché sont fondées sur les principaux facteurs de risque de l'activité et peuvent comprendre des limites quant aux notionnels, aux différentiels de taux, aux variations de la courbe de rendement, aux variations de prix et à la volatilité, ainsi que plusieurs autres catégories de limites.

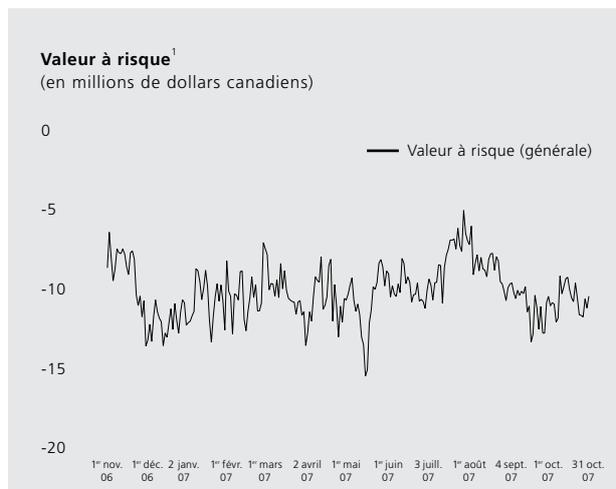
Une autre mesure importante des limites de négociation est la valeur à risque qui mesure l'incidence négative que les éventuelles fluctuations des taux et des prix du marché pourraient avoir sur la valeur d'un portefeuille pendant une période donnée. Nous utilisons la valeur à risque pour surveiller et contrôler le niveau global du risque et pour calculer les fonds propres réglementaires requis pour le risque de marché dans les activités de négociation.

À la fin de chaque journée, les positions de risque sont comparées aux limites, et les dépassements sont constatés conformément aux politiques et procédures établies en matière de risques de marché. Dans le cas des principaux dépassements dont l'incidence est élevée, un processus de signalement au chef de la gestion des risques est immédiatement mis en œuvre.

Calcul de la valeur à risque

Nous estimons la valeur à risque en créant une distribution des variations possibles de la valeur marchande du portefeuille actuel. Nous évaluons le portefeuille actuel au moyen des fluctuations des prix du marché et des taux au cours des 259 derniers jours de Bourse. La valeur à risque est ensuite calculée pour constituer le seuil que les pertes possibles du portefeuille ne devraient pas dépasser plus de un jour de Bourse sur 100.

Le graphique ci-après présente la valeur à risque quotidienne.



¹ La valeur à risque exclut la position de la Banque dans TD Ameritrade.

TAB LEAU 36 VALEUR À RISQUE

Pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars canadiens)	2007				2006			
	Fin de l'exercice	Moyenne	Haut	Bas	Fin de l'exercice	Moyenne	Haut	Bas
Risque de taux d'intérêt	(14,1) \$	(8,1) \$	(14,2) \$	(3,9) \$	(4,0) \$	(8,2) \$	(14,0) \$	(3,5) \$
Risque sur capitaux propres	(4,8)	(6,9)	(13,8)	(2,8)	(6,0)	(5,6)	(10,8)	(3,3)
Risque de change	(1,8)	(2,0)	(3,9)	(0,8)	(1,2)	(2,1)	(4,4)	(0,5)
Risque de marchandises	(2,1)	(1,4)	(4,5)	(0,4)	(1,0)	(1,3)	(4,2)	(0,4)
Effet de diversification ¹	12,7	8,5	n ²	n ²	5,0	7,3	n ²	n ²
Valeur à risque générale du marché	(10,1) \$	(9,9) \$	(15,2) \$	(4,7) \$	(7,2) \$	(9,9) \$	(14,8) \$	(6,2) \$

¹ La valeur à risque globale est moins élevée que la somme de la valeur à risque des différents types de risque, étant donné que certains risques sont atténués par l'effet de diversification des portefeuilles.

² Négligeable. Il n'est pas important de calculer un effet de diversification, du fait que le haut et le bas peuvent survenir à différents jours pour différents types de risques.

Évaluation des facteurs de stress

Nos activités de négociation sont soumises à une limite d'exposition mondiale globale aux facteurs de stress. De même, chaque secteur d'exploitation mondial doit obéir à une limite de tests de facteurs de stress et chaque grande catégorie de risque est assortie d'une limite globale de tests de facteurs de stress. Des scénarios de stress sont conçus pour reproduire des événements économiques extrêmes, les pires résultats historiques ou des fluctuations prononcées mais plausibles des principaux facteurs de risque de marché.

Les tests de stress sont effectués et revus à intervalles réguliers avec le chef de la gestion des risques ainsi qu'avec le comité du capital et du risque de marché.

RISQUE DE MARCHÉ DANS LES ACTIVITÉS DE PLACEMENT

Nous sommes aussi exposés à un risque de marché dans le propre portefeuille de placements de la Banque et dans les activités de banque d'affaires. Les risques sont gérés au moyen de divers processus, y compris la détermination de ces risques et de leur incidence possible. Des politiques et des procédures sont mises en place pour surveiller, évaluer et atténuer ces risques.

RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE DANS LES ACTIVITÉS DE PLACEMENT

Le comité de placements du GFBTD examine régulièrement le rendement des propres placements de la Banque et évalue la performance des gestionnaires de portefeuille. De même, le comité de placements des activités de banque d'affaires examine et approuve les placements des activités de banque d'affaires. Le comité du risque du conseil d'administration examine et approuve les politiques et les limites de placement pour le propre portefeuille de la Banque et pour les activités de banque d'affaires. Le comité des placements du GFBTD examine régulièrement le rendement des placements de la Banque et évalue la performance des gestionnaires de portefeuille.

COMMENT NOUS GÉRONS LE RISQUE DANS LES ACTIVITÉS DE PLACEMENT

Nous utilisons des systèmes et des outils de mesure évolués pour gérer le risque du portefeuille. L'information compilée sur le risque fait partie intégrante du processus de prise de décisions en matière de placement du fait de l'utilisation d'objectifs de rendement, de profils risque/rendement et de seuils de tolérance à l'égard du risque. L'analyse des rendements fait ressortir les inducteurs de rendement comme les expositions à certains secteurs ou à certains titres, ainsi que l'influence de facteurs de marché.

RISQUE DE MARCHÉ DANS LES OPÉRATIONS BANCAIRES AUTRES QUE DE NÉGOCIATION

Nous sommes exposés à un risque de marché lorsque nous concluons des opérations bancaires autres que de négociation avec nos clients. Ces opérations englobent surtout les dépôts et les prêts, qui sont aussi désignés comme nos «positions d'actif et de passif».

Gestion de l'actif et du passif

La gestion de l'actif et du passif consiste à gérer les risques de marché qui entourent nos activités bancaires traditionnelles. Les risques de marché comprennent principalement le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

RESPONSABLES DE LA GESTION DE L'ACTIF ET DU PASSIF

Le service Gestion de la trésorerie et du bilan évalue et gère les risques de marché de nos activités bancaires autres que de négociation, sous la surveillance du comité de gestion de l'actif et du passif, qui est présidé par le chef des finances, et comprend d'autres cadres supérieurs. Le comité du risque du conseil d'administration revoit et approuve périodiquement toutes les politiques relatives au risque de marché pour la gestion de l'actif et du passif et reçoit des rapports sur la conformité aux limites de risque approuvées.

COMMENT NOUS GÉRONS NOS POSITIONS D'ACTIF ET DE PASSIF

Lorsque les produits de la Banque sont émis, les risques sont évalués au moyen d'un cadre de prix de transfert redressé en fonction des options assurant une couverture intégrale. Ce cadre permet d'évaluer et de gérer le risque lié aux produits selon un profil de risque cible. Il permet aussi de s'assurer que les unités d'exploitation ne prendront de risques que pour des activités jugées productives.

Gestion du risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond aux effets que les fluctuations des taux d'intérêt pourraient avoir sur les marges, les bénéfices et la valeur économique de la Banque. Le risque de taux d'intérêt est géré afin d'obtenir des bénéfices réguliers et prévisibles au fil du temps. À cette fin, nous avons adopté une méthode de couverture méthodique pour la gestion de l'apport au bénéfice net de nos positions d'actif et de passif, y compris un profil d'échéances modélisé pour les actifs, les passifs et les capitaux propres non sensibles aux taux d'intérêt. Les principaux aspects de cette méthode sont les suivants :

- Évaluer et gérer l'incidence d'une hausse ou d'une baisse des taux d'intérêt sur le revenu d'intérêts net et la valeur économique.
- Mesurer la contribution de chaque produit de la Banque en fonction du risque et compte tenu d'une couverture intégrale, y compris l'incidence des options financières accordées aux clients, comme les engagements hypothécaires.
- Élaborer et instaurer des stratégies pour stabiliser le revenu d'intérêts net à l'égard de tous les produits bancaires personnels et commerciaux.

Nous sommes exposés à un risque de taux d'intérêt lorsque les flux de trésorerie liés au capital et aux intérêts de l'actif et du passif comportent des dates de paiement ou d'échéance différentes. Il s'agit alors d'une position asymétrique. Le prix d'un actif ou d'un passif sensible aux taux d'intérêt est fixé lorsque les taux changent, lorsque des flux de trésorerie sont générés à l'échéance ou pendant l'amortissement normal, ou lorsque les clients exercent les options de remboursement anticipé, de conversion ou de rachat qui sont rattachées à un produit particulier.

Notre risque de taux d'intérêt dépend de l'ampleur et de l'orientation des fluctuations des taux d'intérêt ainsi que de l'importance et de l'échéance des positions asymétriques. Il est aussi influencé par les volumes de nouvelles affaires, par les renouvellements de prêts et de dépôts ainsi que par la fréquence à laquelle les clients exercent les options, comme le remboursement d'un prêt avant son échéance.

Le risque de taux d'intérêt est mesuré à l'aide de simulations «chocs» des mouvements des taux d'intérêt permettant d'évaluer l'incidence des variations de taux d'intérêt sur les revenus annuels à risque et la valeur économique à risque de la Banque. Les revenus annuels à risque correspondent à la variation de notre revenu d'intérêts net annuel résultant d'un mouvement défavorable de 100 points de base des taux d'intérêt dû à des flux de trésorerie asymétriques. La valeur économique à risque correspond à l'écart entre la valeur actualisée de notre portefeuille d'actifs et la variation de la valeur actualisée de notre portefeuille de passifs, compte tenu des instruments hors bilan, qui résulte d'un mouvement défavorable de 100 points de base des taux d'intérêt.

Toutes les positions d'actif et de passif et tous les risques hors bilan sont évalués régulièrement, y compris les instruments hors bilan. Nous visons à protéger la valeur actualisée de la marge fixée au moment de la prise d'effet des actifs et des passifs à taux fixe et à réduire la volatilité du revenu d'intérêts net au fil du temps.

Le risque de taux d'intérêt lié aux instruments comportant des flux de trésorerie à taux fixe fermés (sans option) est évalué et géré séparément des options incorporées dans les produits. Les flux de trésorerie prévus comprennent l'incidence des risques modélisés pour :

- un profil présumé d'échéances pour notre portefeuille de dépôts de base;
- notre profil cible de placement d'après notre position nette en actions;
- les hypothèses de règlement des hypothèques, à part les options incorporées de remboursement anticipé.

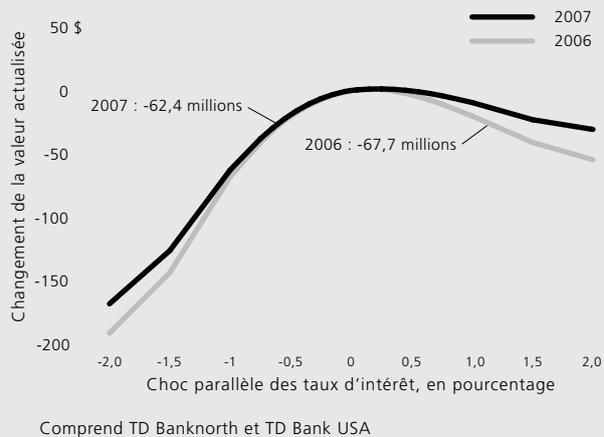
Pour ce qui est des instruments fermés, la gestion du portefeuille a pour objectif d'éliminer l'asymétrie des flux de trésorerie et ainsi réduire la volatilité du revenu d'intérêts net.

Les options rattachées aux produits, qu'elles soient autonomes comme celles des engagements de taux hypothécaires ou qu'elles soient incorporées dans un prêt ou dans un dépôt, nous exposent à un risque financier considérable.

Nos risques à l'égard des options autonomes en vertu d'engagements de taux hypothécaires sont modélisés d'après un taux de prêt prévu fondé sur des résultats historiques. Nous modélisons notre exposition aux options vendues incorporées dans d'autres produits, comme un droit de remboursement ou de rachat anticipé, d'après une analyse des comportements rationnels des clients. Nous modélisons également une exposition à une baisse des taux d'intérêt donnant lieu à une compression des marges sur certains comptes de dépôt à vue sensibles aux taux d'intérêt. Les expositions aux options de produits sont gérées par l'achat d'options ou par un processus de couverture dynamique conçu pour reproduire l'avantage des options achetées.

Le graphique ci-dessous présente notre exposition au risque de taux d'intérêt lié à tous les instruments inclus dans la situation financière, soit les instruments sans option (fermés) plus les options de produits. En 2007, le portefeuille a été plus sensible à une baisse soudaine et soutenue de 100 points de base des taux qu'à une hausse de taux. Si une telle baisse avait eu lieu, la valeur économique de l'actif des actionnaires aurait diminué de 62,4 millions de dollars après impôts. De la même manière, en 2006, le portefeuille avait été plus sensible à une baisse de 100 points de base des taux, qui aurait entraîné une baisse de 67,7 millions de dollars après impôts. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, les revenus à risque pour la totalité du portefeuille ont oscillé entre 24 et 77 millions de dollars. Le risque actuel est bien en deçà des limites approuvées par le conseil d'administration et représente un portefeuille étroitement couvert d'après les hypothèses sur les produits.

Portefeuille de tous les instruments
Valeur économique à risque après impôts
31 oct. 2007 et 31 oct. 2006
(en millions de dollars canadiens)



Pour la mesure des revenus à risque, une hausse de 100 points de base des taux le 31 octobre 2007 aurait fait baisser le bénéfice net avant impôts de 5,5 millions de dollars au cours des douze prochains mois, comparativement à 4,3 millions de dollars le 31 octobre 2006.

Gestion du risque de change hors du compte de négociation

Le risque de change correspond aux pertes qui pourraient découler des fluctuations des taux de change. L'actif et le passif libellés en monnaies étrangères comportent un risque de change.

Nous sommes exposés à un risque de change hors du compte de négociation en raison de nos investissements dans des établissements étrangers et lorsque nos actifs libellés dans une monnaie étrangère sont supérieurs ou inférieurs à nos passifs libellés dans la même monnaie. La situation donne lieu à une position ouverte en monnaie étrangère. Des fluctuations défavorables des taux de change peuvent nuire à notre bénéfice net et à nos capitaux propres ainsi qu'à nos ratios de fonds propres. Nous visons à réduire au minimum l'effet de ces fluctuations.

Minimiser l'effet d'une fluctuation défavorable des taux de change sur les capitaux propres présentés donne lieu à une variabilité des ratios de fonds propres en raison du montant des actifs pondérés en fonction des risques libellés en monnaies étrangères. Si le dollar canadien fléchit, l'équivalent en dollars canadiens de nos actifs pondérés en fonction des risques libellés en monnaies étrangères augmente, ce qui accroît nos exigences en matière de fonds propres. Donc, le risque de change découlant des investissements nets de la Banque dans des établissements étrangers est couvert dans la mesure où la variation des ratios de fonds propres ne dépasse pas une valeur tolérable pour une variation donnée des taux de change. La valeur tolérable augmente à mesure que notre ratio de fonds propres monte.

POURQUOI LES MARGES SUR LES PRODUITS FLUCTUENT AVEC LE TEMPS

Comme nous l'expliquons plus haut, notre méthode de gestion de l'actif et du passif bloque les marges sur les prêts et les dépôts à taux fixe lorsqu'ils sont comptabilisés. Elle atténue aussi l'incidence d'un mouvement instantané de taux d'intérêt sur le niveau du revenu d'intérêts net devant être gagné avec le temps, en raison de l'asymétrie des flux de trésorerie et de l'exercice des options incorporées. Malgré cette méthode, la marge sur les actifs productifs moyens peut fluctuer avec le temps pour les raisons suivantes :

- Les marges gagnées sur les nouveaux produits à taux fixe ou sur les produits à taux fixe renouvelés, par rapport aux marges déjà gagnées sur les produits parvenus à échéance auront une incidence sur les marges existantes des portefeuilles.
- La marge moyenne pondérée sur les actifs productifs moyens variera par suite des changements apportés à la composition des affaires.
- Les fluctuations du taux de base des acceptations bancaires et le décalage dans l'évolution des prix des produits en réaction à des changements de taux de gros peuvent avoir une incidence sur les marges gagnées.
- Le niveau général des taux d'intérêt influera sur le rendement que nous générerons sur notre profil d'échéances modélisé pour les dépôts de base et sur le profil de placement pour notre position nette en actions au fil du temps. Le niveau général des taux d'intérêt constitue également un facteur clé de certains risques modélisés au titre des options et aura une incidence sur le coût de couverture de ces risques.

Notre méthode tend à atténuer l'incidence de ces facteurs au fil du temps, ce qui donne lieu à un flux de bénéfices plus réguliers et plus prévisibles.

Une simulation modélisée du revenu d'intérêts net est utilisée pour évaluer le niveau et les variations du revenu d'intérêts net qui sera dégagé dans le temps, selon divers scénarios de taux d'intérêt. Cette simulation comprend également l'incidence des hypothèses quant à la croissance projetée des volumes de produits, aux nouvelles marges et à la combinaison de produits.

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité se rapporte au risque que nous ne puissions pas satisfaire aux demandes de liquidités et nous acquitter de nos obligations lorsqu'elles viennent à échéance. Les demandes de liquidités peuvent survenir au retrait d'un dépôt, à l'échéance d'une dette et par suite d'un accord de crédit. Le risque d'illiquidité comprend également le risque de ne pas être en mesure de liquider des actifs dans des délais convenables et à un prix raisonnable.

En tant qu'organisation financière, nous devons toujours nous assurer d'avoir accès à des fonds suffisants pour faire face à nos obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance et soutenir et faire croître nos actifs et nos activités, tant dans des conditions normales qu'en situation de stress. Dans le cas improbable que nous manquions de financement, nous devons pouvoir poursuivre nos activités sans être forcés de liquider une trop grande partie de nos actifs. La gestion du risque d'illiquidité est le processus qui nous assure l'accès à des fonds adéquats.

RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE D'ILLIQUIDITÉ

Le comité de gestion de l'actif et du passif surveille notre programme de gestion du risque d'illiquidité. Il s'assure de l'existence d'une structure de gestion efficace, à même d'évaluer et de gérer convenablement le risque d'illiquidité. De plus, le Forum général sur les liquidités, qui comprend des cadres supérieurs des Finances, de Gestion de la trésorerie et du bilan et des Services bancaires en gros, relève et surveille nos risques d'illiquidité. Au besoin, le Forum recommande au comité de gestion de l'actif et du passif les mesures qui s'imposent pour maintenir notre situation de liquidité à l'intérieur de certaines limites tant dans des conditions normales qu'en situation de stress.

Nous avons une seule politique mondiale pour le risque d'illiquidité, mais les grandes unités d'exploitation évaluent et gèrent les risques d'illiquidité comme suit :

- Le service Gestion de la trésorerie et du bilan est chargé de consolider la situation mondiale de la Banque à l'égard du risque d'illiquidité et d'en faire rapport ainsi que de gérer la situation de risque d'illiquidité des Services bancaires personnels et commerciaux du Canada.
- Les Services bancaires en gros sont responsables de la gestion des risques d'illiquidité inhérents aux portefeuilles d'activités bancaires en gros.
- TD Banknorth est chargée de la gestion de sa situation d'illiquidité.
- Chaque unité d'exploitation doit adhérer à la politique mondiale de gestion des risques d'illiquidité, qui est passée en revue et approuvée périodiquement par le comité du risque du conseil d'administration.

COMMENT NOUS GÉRONS LE RISQUE D'ILLIQUIDITÉ

Nos exigences globales en matière de liquidité sont définies comme la somme requise pour financer les sorties de fonds prévues, plus une réserve de liquidités prudente visant à financer d'éventuelles sorties de fonds en cas de dérèglement des marchés financiers ou d'un autre événement qui pourrait influencer sur notre accès à des liquidités. Nous ne recourons au financement de gros à court terme que pour le financement de titres négociables ou des actifs à court terme.

Nous évaluons les exigences de liquidités à l'aide d'un scénario de base prudent définissant les liquidités à détenir en tout temps pour une période minimale précise. Ce scénario prévoit la couverture de la totalité de nos titres de créance de gros non garantis venant à échéance, des retraits possibles de dépôts de détail et commerciaux et des exigences opérationnelles prévues. De plus, nous prévoyons la couverture de programmes de financement soutenus par la Banque, tels que les acceptations bancaires que nous émettons pour le compte de clients, et le papier commercial adossé à des créances. Nous procédons également à un test de couverture supplémentaire des liquidités pour nous assurer de notre capacité à financer nos activités de façon entièrement garantie pour une période maximale de un an.

Nous satisfaisons à nos exigences de liquidités en détenant des actifs facilement convertibles en espèces et en gérant nos flux de trésorerie. Pour être considérés comme facilement convertibles en espèces, les actifs doivent être négociables à court terme, assortis d'une notation de crédit suffisante et disponibles à la vente. Les actifs liquides sont représentés selon l'écart cumulatif des liquidités d'après le moment du règlement et la capacité d'absorption du marché. Les actifs requis aux fins de garantie ou ceux qui sont affectés à des fins semblables ne sont pas considérés comme facilement convertibles en espèces.

Bien que nos unités d'exploitation aient chacune la responsabilité d'évaluer et de gérer leurs risques d'illiquidité respectifs, nous gérons aussi des liquidités à l'échelle mondiale, en nous assurant de la gestion uniforme et efficace du risque d'illiquidité dans toutes nos activités. Le 31 octobre 2007, notre position d'actifs liquides excédentaires consolidés s'établissait à 7,8 milliards de dollars jusqu'à 90 jours, en regard d'une position de 18,8 milliards de dollars le 31 octobre 2006. Notre position d'actifs liquides excédentaires correspond à notre total d'actifs liquides, moins nos exigences de financement de gros non garanti, les retraits possibles de dépôts autres que de gros et les passifs éventuels venant à échéance dans les 90 jours.

Pour les situations de crise, nous disposons de plans d'urgence afin de respecter tous nos engagements en temps voulu.

Au moment de la rédaction du présent rapport, une crise de liquidité sévissait sur les marchés de la dette mondiaux. Pendant la crise, nous avons continué d'exercer nos activités à l'intérieur de notre cadre de gestion du risque d'illiquidité et notre structure de limites.

FINANCEMENT

Nous disposons d'une réserve importante de dépôts stables de détail et commerciaux, comptant pour plus de 64 % du total du financement. De plus, nous comptons un programme actif de financement de gros nécessaire pour accéder à une grande variété de sources de financement, y compris la titrisation d'actifs. Notre financement de gros est également réparti par région, par monnaie et par réseau de distribution. Nous avons des limites sur les sommes que nous pouvons garder pour un déposant de façon à ne pas compter excessivement sur un client ou sur un petit groupe de clients comme source de financement. Nous avons également une limite sur les montants de financement de gros qui peuvent arriver à échéance au cours d'une période donnée.

En 2007, nous avons titrisé et vendu 6,2 milliards de dollars de prêts hypothécaires et 1,0 milliard de dollars de lignes de crédit. De plus, nous avons émis 5,1 milliards de dollars d'autres titres de créance de premier rang à moyen et à long terme, 6,6 milliards de dollars de créances subordonnées et 0,8 milliard d'actions privilégiées.

Risque d'assurance

Le risque d'assurance correspond au risque de pertes découlant de réclamations supérieures aux réclamations prévues. Le risque d'assurance peut découler d'une estimation ou d'un choix inadéquat des risques connexes, d'une piètre conception des produits, du développement néfaste de passifs d'assurance, d'événements extrêmes ou catastrophiques, de même que du caractère aléatoire inhérent aux risques assurés.

De par sa nature, l'assurance comporte le placement de produits qui transfèrent des risques individuels en vue d'en tirer un rendement qui est prévu dans les primes gagnées. Nous sommes exposés à des risques d'assurance dans le cadre de nos activités d'assurances multirisques, et de nos activités d'assurances de personnes et de réassurance.

RESPONSABLES DU RISQUE D'ASSURANCE

La gestion du risque d'assurance incombe principalement à la haute direction de chaque unité d'exploitation ayant des activités d'assurances, sous la surveillance du service Gestion des risques. Le comité de vérification du conseil d'administration agit comme comité de vérification et comité de révision pour les filiales canadiennes d'assurance. Ces filiales ont également leur propre conseil d'administration, de même que des actaires nommés de manière indépendante qui assurent un suivi additionnel de la gestion du risque.

COMMENT NOUS GÉRONS LE RISQUE D'ASSURANCE

Nous avons mis en place un ensemble de politiques et de pratiques pour gérer le risque d'assurance. À cette fin, une bonne conception des produits est un élément déterminant. La plupart des risques assurés sont essentiellement à court terme, c'est-à-dire qu'ils n'engendrent pas de garanties de prix à long terme. Une diversification géographique et une diversification de la gamme de produits sont également des éléments importants. Une protection de réassurance est souscrite pour réduire encore plus l'exposition aux risques de fluctuations des réclamations, notamment l'exposition aux catastrophes naturelles dans nos activités d'assurances multirisques. Nous gérons aussi le risque par des pratiques efficaces de tarification et d'approbation des réclamations, le suivi constant des résultats réels et des analyses de scénarios de simulation de stress.

Risque d'exploitation

Le risque d'exploitation est le risque de perte découlant du caractère inadéquat ou de la défaillance des processus, des gens et des systèmes internes ainsi que d'événements externes.

Les rouages d'une institution financière complexe exposent nos entreprises à une vaste gamme de risques d'exploitation, notamment l'inexécution des opérations et les erreurs dans la documentation, les infractions fiduciaires et les divulgations d'information, les défaillances technologiques, l'interruption des affaires, le vol et la fraude, la sécurité des lieux de travail et les dommages aux actifs corporels découlant de nos activités internes et de nos activités imparties. L'incidence peut entraîner des pertes financières, nuire à notre réputation, ou donner lieu à des amendes ou à des blâmes.

La gestion du risque d'exploitation est impérative à la création d'une valeur durable pour les actionnaires ainsi qu'à l'efficacité de l'exploitation, et à l'offre d'un accès fiable, sécuritaire et commode à des services financiers, ce qui suppose que nous devions maintenir un cadre de gestion du risque d'exploitation efficace composé de politiques, de processus, de ressources et de contrôles internes qui permettent de contenir le risque d'exploitation à des niveaux acceptables.

RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE D'EXPLOITATION

Le service Gestion des risques est responsable de la conception et du maintien du cadre de gestion global de nos risques d'exploitation, lequel comprend des politiques, des processus et des pratiques de gouvernance à l'échelle de l'entreprise visant à déceler, évaluer, atténuer et contrôler le risque d'exploitation et à en faire rapport. Le service Gestion des risques facilite la surveillance du risque et la communication à la haute direction, au comité de surveillance du risque d'exploitation et au comité du risque du conseil d'administration, de rapports sur les risques d'exploitation que court la Banque et sur la conformité aux politiques.

Nous comptons également sur nos propres groupes de spécialistes qui se concentrent exclusivement sur la gestion de risques d'exploitation spécifiques qui nécessitent des activités d'atténuation ciblées. Ces groupes sont responsables de l'établissement de politiques à l'échelle de l'entreprise et du maintien d'une surveillance appropriée particulièrement de questions comme la poursuite des activités, la gestion de l'impartition, la gestion du risque lié à la technologie et la sécurité des données.

La responsabilité de la gestion courante du risque d'exploitation incombe essentiellement à la haute direction de chaque unité d'exploitation selon nos politiques de gestion du risque d'exploitation. Chaque unité d'exploitation et chaque groupe du Siège social comportent une fonction de gestion des risques indépendante qui met en œuvre le cadre de gestion des risques d'exploitation, compte tenu de la nature et de l'ampleur de ses risques d'exploitation propres. Chaque unité d'exploitation a un comité de gestion des risques composé des cadres supérieurs de l'unité qui supervise les enjeux et les initiatives à l'égard de la gestion des risques d'exploitation.

COMMENT NOUS GÉRONS LE RISQUE D'EXPLOITATION

Avec le cadre de gestion des risques d'exploitation, nous disposons d'un système de politiques, de processus et de méthodes exhaustifs pour gérer le risque d'exploitation selon des niveaux acceptables et préconiser des pratiques de gestion proactives. Les principales activités de gestion du risque d'exploitation sont les suivantes :

Autoévaluation des risques et des contrôles

Le contrôle interne constitue l'un des principaux boucliers qui assurent la protection de nos employés, des clients, des actifs et de l'information et sert à la prévention et la détection des erreurs et des fraudes. L'autoévaluation des risques et des contrôles est un processus complet adopté par chacun de nos groupes du Siège social et de nos unités d'exploitation dans le but de recenser de façon proactive les principaux risques d'exploitation présents dans l'entreprise et d'évaluer si les contrôles internes en place sont appropriés pour atténuer ces risques. La direction utilise également les résultats de ce processus pour voir à ce que chaque unité d'exploitation maintienne des contrôles internes efficaces conformes à nos politiques en matière d'exploitation et de gestion des risques.

Surveillance des occurrences de risque d'exploitation

La surveillance des occurrences de risque d'exploitation est importante pour rester sensible aux risques rencontrés et pour aider la direction à agir de manière constructive afin de réduire notre exposition aux pertes futures. Nous disposons d'un système centralisé d'information qui sert à surveiller les occurrences internes et externes et à en faire rapport.

L'information sur ces occurrences est analysée pour en dégager les tendances aux fins d'étalonnage ainsi que pour bien comprendre les risques courus dans nos unités d'exploitation et par la Banque.

Rapports sur les risques

Le service Gestion des risques, en collaboration avec la direction des unités d'exploitation, facilite la présentation régulière d'indicateurs de risques clés et d'autres mesures de risques à la haute direction et au conseil d'administration qui apportent une information transparente sur le niveau et l'orientation des risques présents dans la Banque. Les enjeux et les plans d'action importants à l'égard du risque d'exploitation font l'objet d'un suivi et d'une communication systématiques afin de s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités et reste attentive aux risques.

Assurances

Le service Gestion des risques gère activement un portefeuille de mesures d'atténuation des risques d'assurance et d'autres risques afin de compter sur une protection additionnelle contre les pertes. Le service évalue le type et le niveau de la couverture d'assurance de responsabilité civile requise par rapport à notre tolérance au risque et par rapport à nos obligations réglementaires. Il s'agit entre autres de procéder à des analyses de risques et à des analyses financières poussées et à trouver des occasions permettant de transférer les risques au besoin.

Technologies et information

La gestion des risques d'exploitation liés à l'utilisation de technologies et d'information est primordiale. Les technologies et l'information sont utilisées pour ainsi dire dans toutes les sphères de nos activités, y compris la création et le soutien de nouveaux marchés, de produits concurrentiels et de canaux de distribution. Les risques liés à la technologie et à l'information qui touchent à l'intégrité et à la sécurité opérationnelles de nos données, de nos systèmes et de notre infrastructure sont gérés de façon active au moyen de programmes de gestion des risques liés aux technologies et à la sécurité de l'information à l'échelle de l'entreprise, lesquels sont fondés sur les meilleures pratiques du secteur et sur notre cadre de gestion du risque d'exploitation. Ces programmes de gestion comprennent des évaluations strictes de la menace et de la vulnérabilité, des processus liés à la sécurité et des pratiques méthodiques de gestion des changements.

Gestion de la poursuite des activités

La gestion de la poursuite des activités est vitale et fait partie intégrante de notre cadre de gestion du risque d'exploitation. Elle comprend le maintien de pratiques de gestion de la poursuite des activités à l'échelle de l'entreprise, qui permettent à la haute direction et aux cadres supérieurs de continuer à gérer et à exploiter leurs unités d'exploitation dans des conditions défavorables, par l'exécution de stratégies souples, d'objectifs de récupération, de plans de poursuite des activités et de gestion de crise, et de protocoles de communication. Toutes les unités d'exploitation ont leur propre plan de poursuite des activités en cas de perte ou de défaillance d'une composante dont dépendent des fonctions critiques et elles testent ce plan régulièrement.

Gestion de l'impartition

L'impartition est une entente conclue avec un prestataire de services qui exécute, en notre nom, des activités, des fonctions ou des processus d'affaires dont nous nous attendrions normalement à exécuter nous-mêmes. L'impartition d'activités d'affaires est profitable si elle donne accès à des technologies de pointe, des connaissances spécialisées, des économies d'échelle et des efficacités opérationnelles. Bien que ces ententes soient avantageuses pour nos activités et notre clientèle, nous convenons que des risques y sont rattachés et que ces risques doivent être gérés. Pour réduire notre exposition aux risques relatifs à l'impartition, nous avons un programme en matière de gestion des risques d'impartition mis en œuvre à l'échelle de l'entreprise qui comprend l'établissement de normes minimales quant à la diligence raisonnable et à la surveillance continue des prestataires de services, selon l'importance de l'entente particulière d'impartition intervenue.

Risque de réglementation et risque juridique

Le risque de réglementation est le risque de ne pas se conformer aux exigences réglementaires et autres exigences semblables. Le risque juridique correspond au risque de non-conformité aux exigences légales, y compris la prévention et le règlement efficaces des litiges.

Les services financiers sont parmi les secteurs les plus strictement réglementés, et il est attendu que la direction d'une entreprise de services financiers comme la nôtre respecte des normes élevées dans toutes ses relations et activités d'affaires. Par conséquent, nous sommes exposés à un risque de réglementation et juridique dans la quasi-totalité de nos activités. La non-conformité aux exigences réglementaires et légales peut non seulement donner lieu à des amendes ou à des blâmes, et mener à une poursuite, mais aussi poser un risque pour notre réputation. Les amendes, les décisions défavorables d'un tribunal ou d'une autorité de réglementation ainsi que tout autre coût associé à des poursuites judiciaires peuvent également avoir une incidence négative sur les bénéfices de la Banque.

Le risque de réglementation et le risque juridique diffèrent des autres risques bancaires, comme le risque de crédit ou le risque de marché, car il ne s'agit pas de risques que la direction prend activement et consciemment en prévision de dégager un rendement. Ce sont des risques auxquels nous faisons face dans le cours normal de nos affaires.

RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE DE RÉGLEMENTATION ET DU RISQUE JURIDIQUE

Les unités d'exploitation et les groupes du Siège social sont responsables de la gestion quotidienne du risque de réglementation et du risque juridique, tandis que le Service juridique et le Service de la conformité les aident en leur fournissant des services de conseils et de surveillance.

Le Service de la conformité est responsable de l'identification et de la surveillance efficace du risque de réglementation à l'échelle de l'entreprise, et est tenu de veiller à ce que les principaux contrôles quotidiens soient suffisamment robustes pour assurer la conformité aux lois en vigueur.

Les conseillers juridiques internes et externes travaillent en étroite collaboration avec les unités d'exploitation et les groupes du Siège social pour relever les secteurs présentant un risque de réglementation et un risque juridique potentiels, et les gèrent activement afin de réduire le risque pour la Banque.

COMMENT NOUS GÉRONS LE RISQUE DE RÉGLEMENTATION ET LE RISQUE JURIDIQUE

Notre Code de conduite et d'éthique contribue à donner le ton, au niveau de la haute direction, pour l'instauration d'une culture fondée sur l'intégrité au sein de notre organisation. Le Code stipule que le souci de bien faire les choses doit être le premier point à prendre en considération dans toutes nos décisions d'affaires et actions, ce qui comprend le respect de la loi. Tous les administrateurs, les dirigeants et les employés doivent attester tous les ans qu'ils ont lu le Code et qu'ils se sont conformés à toutes ses dispositions.

Les unités d'exploitation et les groupes du Siège social gèrent le risque de réglementation et le risque juridique au quotidien principalement en mettant en œuvre les politiques, procédures et contrôles appropriés. Le Service juridique et le Service de la conformité les assistent en :

- communiquant de l'information et en donnant des conseils sur les exigences réglementaires et légales et les nouveaux risques liés à la conformité à chaque unité d'exploitation, le cas échéant;
- en travaillant de près ou de loin à la mise en œuvre de politiques et procédures et de programmes de formation;
- en les surveillant de manière indépendante et en vérifiant par des tests si elles se conforment aux exigences réglementaires et légales, et si les principaux contrôles internes connexes sont efficaces;
- en recensant et en signalant à la haute direction et au conseil d'administration les enjeux et résultats importants; et
- en assurant au besoin la liaison avec les organismes de réglementation concernant de nouvelles lois ou de lois révisées, ou des examens réglementaires.

De plus, la gestion du risque de réglementation et du risque juridique à l'échelle de l'entreprise est assurée par l'entremise du Programme de gestion de la conformité aux lois mené par le service de la conformité. Dans le cadre de ce programme, les exigences législatives et les contrôles clés connexes sont évalués à l'échelle de l'organisation à l'aide d'une approche fondée sur le risque. Lorsque des écarts sont décelés, des plans d'action sont mis en œuvre et suivis à intervalles réguliers. La haute direction de chaque unité d'affaires doit fournir chaque année une attestation écrite quant à la conformité de l'unité à toutes les exigences législatives applicables et aux mesures prises pour combler les écarts. À partir de ces attestations, le chef de la conformité remet une attestation annuelle de gestion de la conformité aux lois au comité de vérification du conseil d'administration.

Enfin, bien qu'il ne soit pas possible d'éliminer complètement le risque juridique, le Service juridique travaille aussi étroitement avec les unités d'affaires et les autres groupes du Siège social pour dresser et négocier des accords juridiques visant à gérer ces risques, fournir des conseils quant à l'exécution des obligations juridiques en vertu des accords et des lois applicables, et gérer les litiges auxquels la Banque et ses filiales sont parties.

Risque de réputation

Le risque de réputation correspond à la possibilité qu'une publicité négative, fondée ou non, concernant les pratiques commerciales, les actions ou les inactions d'une institution, entraîne ou pourrait entraîner une perte de valeur de l'institution, une baisse de sa liquidité ou un effritement de sa clientèle.

La réputation d'une société est en soi un bien précieux, essentiel pour optimiser la valeur pour les actionnaires. Voilà pourquoi elle est toujours sensible aux risques. Le risque de réputation ne peut être géré indépendamment des autres risques. Comme elle n'échappe à aucun risque, la réputation peut rejaillir sur la marque, le bénéfice et les fonds propres. Qu'il s'agisse du risque de crédit, du risque de marché, du risque d'exploitation, du risque d'assurance, du risque d'illiquidité, et du risque de réglementation ou du risque juridique, tous doivent être gérés de manière efficace afin de protéger la réputation de la Banque.

Nous avons, au niveau de l'entreprise, une politique à l'égard du risque de réputation, approuvée par le comité du risque du conseil d'administration. Cette politique a établi un cadre selon lequel chaque unité d'exploitation est tenue de mettre en œuvre une politique et des procédures à l'égard du risque de réputation, y compris former un comité chargé d'examiner les questions touchant le risque de réputation et de déterminer les questions à soumettre à l'attention du comité du risque de réputation au niveau de l'entreprise. Au sein des services de gros, nous avons également défini et documenté un processus d'approbation des opérations structurées. Ce processus fait intervenir des comités incluant des représentants des unités d'exploitation et des fonctions de contrôle, et il consiste entre autres à prendre en considération tous les aspects d'un nouveau produit structuré, y compris le risque de réputation.

RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE DE RÉPUTATION

L'équipe de la haute direction et les comités de direction qui examinent le risque de réputation dans le cadre de leur mandat normal sont responsables en dernier ressort de la réputation de la Banque. Le comité du risque de réputation est le comité de direction ayant comme responsabilité au niveau de l'entreprise de prendre des décisions sur les risques de réputation. Le comité a pour mandat de s'assurer que les pratiques nouvelles et existantes touchant les activités, les opérations, les produits ou les ventes qui lui sont soumises font l'objet d'une revue suffisamment exhaustive et professionnelle pour permettre d'examiner à fond les questions connexes touchant le risque de réputation. Cependant, tous les employés et les représentants de notre organisation doivent contribuer positivement à notre réputation, en s'assurant de respecter un code d'éthique en tout temps et de maintenir des relations harmonieuses avec les parties intéressées et en s'assurant que la Banque respecte les politiques, les lois et les règlements applicables. La gestion du risque de réputation est plus efficace lorsque chacun a continuellement à cœur d'améliorer et de protéger notre réputation.

Risque lié à l'environnement

Le risque lié à l'environnement est la possibilité de perte de notre valeur au niveau financier, de nos activités ou de notre réputation découlant de l'incidence des enjeux ou préoccupations écologiques.

Il est très important de protéger et de préserver l'environnement pour notre entreprise et nos activités, tant au Canada qu'à l'échelle internationale. Nous sommes sensibles aux impacts environnementaux de nos activités et gérons avec grand soin les risques liés à l'environnement qui peuvent toucher notre valeur que ce soit au niveau financier ou au niveau de nos activités et de notre réputation. Les principaux enjeux et préoccupations écologiques comprennent la dégradation de l'habitat, la biodiversité forestière, les changements climatiques et l'incidence sur les peuples autochtones.

RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE LIÉ À L'ENVIRONNEMENT

L'équipe des affaires environnementales, en collaboration avec le groupe Activités de la Société, est responsable de la conception et de la mise en œuvre de notre Système de gestion de l'environnement (SGE), qui établit la politique, les processus et la marche à suivre pour déceler, de manière systématique, les problèmes touchant les risques liés à l'environnement et les répercussions sur nos activités, en plus de fixer des objectifs en matière de conformité, de rendement et d'amélioration continue. La responsabilité de la gestion des risques liés à l'environnement incombe à l'ensemble de l'organisation, et est également intégrée dans la gestion d'autres risques tels que les risques de crédit, d'exploitation et de réputation.

COMMENT NOUS GÉRONS LE RISQUE LIÉ À L'ENVIRONNEMENT

Notre entreprise est exposée à deux grandes sources de risques liés à l'environnement : la propriété ou l'exploitation de lieux physiques et les actions de nos emprunteurs. Ces sources de risques sont activement gérées par notre SGE et par nos processus de gestion du risque de crédit. La gestion du risque de crédit nécessite l'établissement d'une politique du crédit et la surveillance du processus d'évaluation du crédit, ainsi que l'obtention d'évaluations environnementales, le cas échéant. En 2007, nos pratiques d'octroi de crédit dans le domaine du financement de projets ont été améliorées avec l'adoption des Principes de l'Équateur reconnus à l'échelle internationale, élaborés afin de fournir un cadre pour déterminer, évaluer et gérer les risques sociaux et environnementaux.

Élément clé du SGE, notre politique environnementale est approuvée par le comité du risque du conseil d'administration, et est complétée par notre cadre de gestion environnementale. Ensemble, cette politique et ce cadre nous servent de guide pour gérer et réduire au minimum l'impact potentiel des risques et des enjeux environnementaux découlant de nos activités. Nous surveillons les changements apportés aux politiques et aux dispositions législatives, et nous continuons d'entretenir un dialogue continu avec des organismes environnementaux, des associations industrielles et des organismes de placement responsables sur le plan social. Ces discussions portent notamment sur le rôle que les banques pourraient ou devraient jouer face à certains enjeux environnementaux qui, selon nous, sont importants pour nos clients et les collectivités où nous menons nos activités.

Pour en savoir plus sur notre politique environnementale et notre cadre de gestion environnementale, et nos activités connexes, consultez notre Rapport sur les responsabilités, qui se trouve sur notre site Web à l'adresse www.td.com.

NORMES ET CONVENTIONS COMPTABLES

Estimations comptables critiques

Les conventions comptables de la Banque sont essentielles pour comprendre ses résultats d'exploitation et sa situation financière. Un sommaire des principales conventions comptables est présenté dans les notes afférentes aux états financiers consolidés de la Banque. Certaines conventions comptables de la Banque nécessitent des jugements et des estimations de nature complexe et subjective, puisqu'ils portent sur des questions qui sont essentiellement incertaines. Toute modification de ces jugements et estimations pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Banque. La Banque a établi des procédés pour assurer que les conventions comptables sont appliquées de manière uniforme et que les processus de modification des méthodes sont adéquatement contrôlés et mis en œuvre de manière appropriée et systématique. En outre, les conventions comptables critiques de la Banque sont régulièrement examinées avec le comité de vérification. Les conventions comptables critiques qui exigent que la direction établisse des jugements et des estimations incluent la comptabilisation des pertes sur créances, la comptabilisation de la juste valeur des instruments financiers, la comptabilisation des impôts sur les bénéfices, la comptabilisation des titrisations et des entités à débiteurs de droits variables, l'évaluation des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels, la comptabilisation des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite, et les passifs éventuels.

COMPTABILISATION DES PERTES SUR CRÉANCES

La comptabilisation des pertes sur créances revêt une grande importance compte tenu de la taille du portefeuille de prêts de la Banque. La Banque utilise deux types de provisions pour pertes sur créances : les provisions spécifiques et la provision générale. Les pertes sur créances sont comptabilisées lorsque la Banque détermine, après l'identification et l'évaluation des comptes et des prêts problématiques, que le recouvrement de la totalité des intérêts et du capital exigibles aux termes du contrat n'est plus assuré. Le choix du moment pour désigner un prêt comme prêt douteux et établir le montant de la provision spécifique nécessaire exigent un jugement éclairé. Le jugement de la direction est fondé sur l'évaluation de la probabilité de défaut, de la perte en cas de défaut et du risque en cas de défaut. Les modifications apportées à ces estimations, du fait d'un certain nombre de circonstances, peuvent avoir une incidence directe sur la provision pour pertes sur créances et entraîner un

changement de la provision pour pertes sur prêts. Les modifications apportées à la provision pour pertes sur prêts, le cas échéant, influeraient surtout sur les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et les Services bancaires en gros. Les examens des autorités de réglementation du Canada et des États-Unis apportent une certaine uniformité aux provisions spécifiques constatées par les banques.

La provision générale exige l'exercice du jugement de la direction et son niveau dépend de l'évaluation de la conjoncture économique et commerciale, des résultats historiques et techniques prévus, de la composition du portefeuille de prêts et d'autres indicateurs pertinents. Pour établir le niveau approprié de la provision générale, la Banque a recours, outre le jugement de la direction, à des modèles internes fondés sur des paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et du risque en cas de défaut. Si l'on augmentait ou réduisait les paramètres pour les services de gros ou commerciaux de 10 % isolément, le modèle indiquerait soit une augmentation, soit une diminution du point milieu de la fourchette de 7 millions de dollars au titre de la probabilité en cas de défaut, 7 millions de dollars au titre de la perte en cas de défaut et de 23 millions de dollars au titre de l'exposition en cas de défaut.

La rubrique « Gestion des risques », pages 60 à 70 du présent rapport de gestion, présente une analyse plus détaillée du risque de crédit. Se reporter également à la note 3 afférente aux états financiers consolidés de la Banque pour plus d'information sur la provision pour pertes sur prêts.

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des instruments financiers négociés sur le marché est déterminée d'après les cours publiés du marché et rajustée en fonction des règlements de marge quotidiens, s'il y a lieu. La juste valeur de la presque totalité des instruments financiers est établie en fonction des cours du marché ou des modèles d'évaluation qui font appel à des intrants de marché observables de manière indépendante. Ces intrants comprennent les courbes des taux d'intérêt, les taux de change et la volatilité des options. Les modèles d'évaluation englobent les taux en vigueur sur le marché et ils tiennent compte de facteurs comme la qualité du crédit de la contrepartie, la liquidité et la concentration. Certains instruments dérivés sont évalués à l'aide de modèles dont les intrants de marché ne sont pas observables. En pareil cas, la direction doit faire preuve de jugement dans l'estimation des intrants. Ces instruments dérivés ne sont pas, en temps normal, négociés activement sur le marché et sont complexes. Par exemple, certains produits de crédit sont évalués à l'aide de modèles assortis d'intrants comme des taux de corrélation et de recouvrement qui ne sont pas observables. Toute incertitude dans l'estimation des intrants peut avoir une incidence sur le montant des revenus ou des pertes comptabilisés pour une position particulière. Dans le cas où aucun

intrans de marché n'est observable, la Banque reporte tous les bénéfices de mise en place. La direction exerce également son jugement pour comptabiliser les rajustements de juste valeur apportés aux modèles d'évaluation pour tenir compte de l'incertitude relative à la mesure dans l'évaluation d'instruments dérivés complexes et négociés moins activement sur le marché.

Pour s'assurer que les évaluations produites par les modèles et les intrants sont appropriées, la Banque exerce des contrôles, notamment une revue et une approbation indépendantes des modèles d'évaluation et des intrants, ainsi qu'une revue indépendante des évaluations par du personnel qualifié. Étant donné l'évolution du marché des instruments dérivés complexes, la tarification de ces produits pourrait devenir plus transparente, ce qui donne lieu à une amélioration des modèles d'évaluation. Pour de plus amples renseignements sur les risques de marché, se reporter à la page 64 du présent rapport de gestion. Tel qu'il est décrit à la note 22 afférente aux états financiers consolidés, en ce qui a trait aux instruments financiers dont la juste valeur est estimée d'après des techniques d'évaluation qui intègrent des intrants non observables sur le marché importants pour l'évaluation globale, la différence entre la juste valeur au moment de la comptabilisation initiale représentée par le prix de transaction, et la juste valeur établie d'après une technique d'évaluation est passée en résultat lorsque les intrants deviennent observables. Le montant total de la variation de juste valeur comptabilisée en résultat pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007 relativement à ces instruments financiers est de 62 millions de dollars, lequel est présenté avant l'incidence des couvertures et comprend les variations des intrants observables et des intrants non observables sur le marché au moment de la création. La note 22 contient également un résumé du profit global non comptabilisé du fait d'un écart entre le prix de transaction et le montant calculé à l'aide de techniques d'évaluation qui font appel à des intrants importants qui ne sont pas observables sur le marché au moment de la mise en place.

Nous sommes d'avis que les estimations de la juste valeur sont raisonnables à la lumière du processus suivi pour obtenir divers prix du marché extérieur, de l'application constante des modèles sur une certaine période et des contrôles et processus susmentionnés. Les évaluations sont également corroborées d'après les résultats passés et d'après les règlements en espèces réels de contrats.

L'évaluation des placements dans des titres de participation privés exige que la direction fasse preuve de jugement, étant donné l'absence

de cours du marché, le manque inhérent de liquidité et la nature à plus long terme de ces placements. Ces derniers sont initialement comptabilisés au coût, qui est ensuite comparé régulièrement à la juste valeur. La juste valeur est établie à l'aide de techniques d'évaluation, y compris les flux de trésorerie actualisés et un multiple du bénéfice avant impôts et amortissement. La direction exerce son jugement pour choisir la méthode d'évaluation ainsi que les diverses données utilisées pour le calcul, qui peuvent varier d'une période de présentation à l'autre. Ces estimations font l'objet d'un suivi et d'un examen périodiques de notre part afin d'établir la cohérence et la vraisemblance. Toute imprécision de ces estimations peut influencer sur la juste valeur qui en découlera. En raison de la nature des placements dans des titres de participation privés, l'évaluation de la direction changera avec le temps, à mesure que les titres sous-jacents arriveront à échéance et qu'une stratégie de sortie sera élaborée et mise en œuvre. Les estimations de juste valeur peuvent également changer en raison de l'évolution des affaires des émetteurs. Les changements peuvent être importants selon la nature des facteurs retenus pour la méthode d'évaluation et l'ordre de grandeur des variations de ces facteurs.

Les valeurs mobilières disponibles à la vente et détenues jusqu'à leur échéance sont ramenées à leur juste valeur dans l'état des résultats consolidé lorsqu'une baisse de valeur est considérée comme durable. La détermination du caractère temporaire ou durable de la baisse de valeur est une question de jugement. Nous examinons régulièrement les valeurs mobilières pour déterminer toute baisse de valeur durable possible, et cet examen comporte généralement une analyse des faits et circonstances propres à chaque placement et des attentes de rendement d'un titre. Plus particulièrement, les facteurs suivants sont indicatifs d'une perte de valeur : le fait que la juste valeur du titre soit inférieure, depuis longtemps, à la valeur comptable; le fait que la société émettrice ait subi des pertes importantes au cours du ou des derniers exercices; le fait que la société émettrice accumule des pertes depuis plusieurs années; la suspension des opérations portant sur le titre en question; les difficultés de trésorerie et les problèmes de continuité de l'exploitation de la société émettrice.

Tous les secteurs de la Banque sont touchés par cette convention comptable.

Le tableau suivant résume les actifs financiers et les passifs financiers importants de la Banque qui sont comptabilisés à la juste valeur selon une méthode d'évaluation.

TABLEAU 37	ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS FINANCIERS COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR SELON UNE MÉTHODE D'ÉVALUATION								
	Au 31 octobre 2007								
(en millions de dollars canadiens)		Actifs financiers					Passifs financiers		
		Valeurs mobilières détenues à des fins de transaction	Valeurs mobilières désignées comme détenues à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur	Valeurs mobilières disponibles à la vente	Dérivés	Prêts désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur	Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	Dépôts détenus à des fins de transaction	Dérivés
Juste valeur		77 637 \$	2 012 \$	34 355 \$	38 918 \$	1 235 \$	24 195 \$	41 621 \$	45 348 \$
Reposant sur :									
Cours officiels du marché		48 %	50 %	38 %	2 %	– %	53 %	2 %	– %
Techniques d'évaluation qui intègrent des intrants importants observables sur le marché ou des cotes des sociétés de courtage		51 %	50 %	62 %	98 %	100 %	47 %	97 %	99 %
Techniques d'évaluation qui intègrent des intrants importants non observables sur le marché		1 %	– %	– %	– %	– %	– %	1 %	1 %
Total en pourcentage		100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

L'effet éventuel de l'utilisation d'autres hypothèses possibles et raisonnables aux fins de l'évaluation de ces instruments financiers varierait d'une réduction de 68 millions de dollars de la juste valeur à une hausse de 82 millions de dollars de la juste valeur (avant les modifications de rajustements de valeur).

COMPTABILISATION DES TITRISATIONS ET DES ENTITÉS À DÉTENTEURS DE DROITS VARIABLES

Deux décisions importantes doivent être prises en ce qui concerne la comptabilisation des titrisations. La première décision importante concerne les actifs titrisés montés par la Banque. Il faut décider si la titrisation peut être considérée comme une vente selon les PCGR. Selon les PCGR, il faut que la Banque satisfasse à certains critères particuliers pour établir qu'elle a renoncé au contrôle des actifs et, par conséquent, être en mesure de constater un gain ou une perte à la vente. Par exemple, les actifs titrisés doivent être isolés par rapport à la Banque et être placés hors d'atteinte de la Banque et de ses créanciers, même en cas de faillite ou de mise sous séquestre. Pour calculer le gain ou la perte à la vente, la direction estime les flux de trésorerie futurs à partir du montant estimatif des intérêts attendus sur les actifs titrisés, du rendement revenant aux investisseurs, de la tranche des actifs titrisés qui sera remboursée avant l'échéance prévue, des pertes sur créances prévues, du coût de gestion des actifs et du taux d'actualisation des flux de trésorerie futurs prévus. Les flux de trésorerie réels peuvent être très différents des estimations de la direction. Si les flux de trésorerie réels diffèrent de nos estimations des flux de trésorerie futurs, alors les gains ou les pertes de titrisation constatés dans les résultats seront rajustés. Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2006, les droits conservés sont classés comme des valeurs mobilières détenues à des fins de transaction et sont comptabilisés à la juste valeur au bilan consolidé de la Banque. La note 4 afférente aux états financiers consolidés de la Banque présente de l'information additionnelle sur les titrisations, y compris une analyse de sensibilité pour les principales hypothèses. Pour 2007, les principales hypothèses utilisées pour estimer les flux de trésorerie futurs n'ont fait l'objet d'aucune modification importante. Les hypothèses sont révisées périodiquement et peuvent être modifiées en cas de changements économiques importants.

La deuxième décision importante consiste à déterminer si les EDDV doivent être consolidées. Toutes les fiducies de titrisation de la Banque sont considérées comme des EDDV. Selon les PCGR actuels, les EDDV doivent être consolidées seulement lorsque la Banque est le principal bénéficiaire et est exposée à une majorité des pertes prévues de l'EDDV ou a droit à une majorité des rendements résiduels prévus de l'EDDV. En outre, la Banque ne doit pas consolider une EDDV qui est une SAA. La direction exerce son jugement pour estimer les pertes prévues et le rendement résiduel prévu en vue d'établir si la Banque conserve la presque totalité des risques et des avantages résiduels relatifs à l'EDDV. Selon les PCGR actuels, la totalité des actifs montés par la Banque et cédés à des EDDV satisfont aux critères de traitement à titre de vente et de non-consolidation. Cette convention comptable a une incidence sur les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, les Services bancaires en gros et le Siège social.

ÉVALUATION DES ÉCARTS D'ACQUISITION ET DES AUTRES ACTIFS INCORPORELS

Selon les PCGR, les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, mais sont plutôt soumis à un test de dépréciation au moins annuellement au niveau des unités d'exploitation ou dans le cas où un événement ou un changement de situation indique que l'actif peut avoir subi une perte de valeur. Le test de dépréciation des écarts d'acquisition consiste à déterminer si l'unité d'exploitation à laquelle l'écart d'acquisition se rapporte a une juste valeur qui est inférieure à la valeur comptable, auquel cas la juste valeur de l'écart d'acquisition de l'unité d'exploitation est comparée à la valeur comptable de cet écart. Si la juste valeur est inférieure à la valeur comptable, l'écart d'acquisition est considéré comme ayant subi une perte de valeur, et une charge pour dépréciation est constatée immédiatement. La juste valeur des unités d'exploitation de la Banque est déterminée d'après des modèles d'évaluation internes qui tiennent compte de divers facteurs comme les bénéfices prévus et normalisés, les ratios cours-bénéfices et les taux d'actualisation. La direction exerce son jugement dans l'estimation de la juste valeur des unités d'exploitation, et toute imprécision des hypothèses et des estimations de juste valeur peut influencer sur le calcul de la dépréciation et sur l'évaluation des écarts d'acquisition. La direction est d'avis que les hypothèses et les estimations utilisées sont raisonnables et justifiables dans le contexte actuel. Lorsque

cela est possible, les justes valeurs internes sont comparées aux données du marché. Les valeurs comptables des unités d'exploitation de la Banque sont déterminées par la direction au moyen de modèles de capital économique aux fins de rajustement des actifs et passifs nets par unité d'exploitation. Ces modèles sont fondés sur divers facteurs comme le risque de marché, le risque de crédit et le risque d'exploitation, et ils visent à produire les fonds propres qui seraient détenus par une unité d'exploitation si elle était une entité autonome. L'attribution par la Banque de capital économique à l'unité d'exploitation est revue par le Comité de gestion du capital.

La juste valeur estimative de chacun des groupes d'unités d'exploitation de la Banque était sensiblement supérieure à la valeur comptable, y compris l'écart d'acquisition. Pour ce qui est des groupes d'unités d'exploitation pris séparément, la juste valeur estimative de tout groupe d'unités d'exploitation de la Banque devrait baisser de plus de 30 % avant qu'une évaluation détaillée de la dépréciation soit requise.

Les actifs incorporels qui tirent leur valeur de relations contractuelles avec des clients, ou qui peuvent être séparés et vendus, et qui ont une durée de vie utile limitée sont amortis sur leur durée de vie utile estimative. La détermination de la durée de vie utile estimative de ces actifs incorporels qui ont une durée de vie limitée nécessite une analyse des circonstances ainsi que du jugement de la part de la direction. Les actifs incorporels ayant une durée de vie limitée font l'objet d'un test de dépréciation chaque fois que des circonstances indiquent que la valeur comptable peut ne pas être recouvrable. Ces circonstances indiqueraient une dépréciation possible des actifs incorporels, auquel cas il faudrait effectuer une analyse des flux de trésorerie. La valeur des actifs incorporels ayant une durée de vie limitée serait ramenée à leur valeur recouvrable nette selon les flux de trésorerie futurs prévus. Cette convention comptable a une incidence sur tous les secteurs d'exploitation de la Banque. Se reporter à la note 5 afférente aux états financiers consolidés de la Banque pour plus d'information sur les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels.

COMPTABILISATION DES PRESTATIONS DE RETRAITE ET DES AVANTAGES POSTÉRIEURS AU DÉPART À LA RETRAITE

L'obligation au titre des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite dépendent des hypothèses utilisées pour le calcul de ces montants. Les hypothèses actuarielles sont établies par la direction et évaluées annuellement par les actuaires de la Banque. Ces hypothèses comprennent le taux d'actualisation, le taux d'augmentation des salaires, la tendance générale du coût des soins de santé et le taux de rendement à long terme prévu des actifs du régime. Le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les passifs est établi d'après le rendement à long terme d'obligations de sociétés notées AA à la date d'évaluation. Les autres hypothèses sont également des estimations à long terme. L'hypothèse relative au taux de rendement à long terme prévu des actifs du régime est fondée sur les rendements historiques et les attentes quant aux rendements futurs de chaque catégorie d'actifs ainsi que sur la répartition cible des actifs de la caisse. Comme ces hypothèses se rapportent à des facteurs à long terme, elles supposent un certain degré d'incertitude. Les écarts entre les résultats réels et les hypothèses ainsi que les variations des hypothèses découlant des modifications des attentes futures entraînent une augmentation ou une diminution de la charge pour prestations de retraite et avantages postérieurs au départ à la retraite au cours des exercices futurs.

Le tableau ci-après présente la sensibilité de l'obligation au titre des prestations de retraite constituées et de la charge de retraite du régime de retraite principal de la Banque aux variations du taux d'actualisation, de l'hypothèse relative au rendement à long terme prévu des actifs du régime et du taux d'augmentation des salaires au 31 octobre 2007. L'analyse de sensibilité présentée dans le tableau est hypothétique et doit être utilisée avec prudence. Cette convention comptable a une incidence sur tous les secteurs de la Banque. Pour plus d'information sur les principales hypothèses utilisées pour établir la charge de retraite annuelle et l'obligation au titre des prestations constituées de la Banque, se reporter à la note 16 afférente aux états financiers consolidés.

TABLEAU 38 SENSIBILITÉ DE LA MODIFICATION DES PRINCIPALES HYPOTHÈSES		
(en millions de dollars canadiens)	Obligation	Charge
Incidence d'une variation de 1,0 % des principales hypothèses		
Hypothèse utilisée pour le taux d'actualisation	5,60 %	5,50 %
Diminution de l'hypothèse	278 \$	45 \$
Augmentation de l'hypothèse	(220) \$	(31) \$
Hypothèse utilisée pour le rendement à long terme prévu des actifs		
Diminution de l'hypothèse	s.o.	6,75 %
Augmentation de l'hypothèse	s.o.	(20) \$
Hypothèse utilisée pour le taux d'augmentation des salaires		
Diminution de l'hypothèse	3,50 %	3,50 %
Augmentation de l'hypothèse	(68) \$	(28) \$
	76 \$	19 \$

COMPTABILISATION DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Pour comptabiliser les impôts de l'exercice, la Banque doit faire preuve de jugement à l'égard des questions touchant certaines opérations complexes, des questions connues en cours de pourparlers avec l'administration fiscale ou des questions soumises à un tribunal. De ce fait, la Banque a une charge d'impôts pour éventualités et elle en évalue régulièrement le caractère adéquat.

Des impôts sur les bénéfices futurs sont constatés pour tenir compte de l'incidence des impôts futurs sur les opérations réalisées pendant l'exercice courant. La constatation d'impôts sur les bénéfices futurs a une incidence sur tous les secteurs de la Banque et fait appel au jugement, notamment dans les situations suivantes :

- La recouvrabilité des actifs d'impôts futurs est évaluée. La Banque constate une provision pour moins-value lorsqu'elle croit, d'après tous les éléments probants disponibles, qu'il est plus probable qu'improbable que les actifs d'impôts futurs constatés ne se réaliseront pas tous avant leur échéance. Cependant, le montant des actifs d'impôts futurs constatés et considérés comme réalisables pourrait être réduit si le bénéfice projeté n'était pas réalisé en raison de divers facteurs, tels qu'une conjoncture économique défavorable. Si la Banque estimait que le béné-

ficé projeté ne sera pas atteint, elle constaterait une provision pour moins-value additionnelle pour ramener ses actifs d'impôts futurs à un montant qu'elle croit réalisable. La taille de la provision pour moins-value repose en grande partie sur les prévisions de bénéfices de la Banque, ces bénéfices établissant dans quelle mesure la Banque pourra utiliser ses actifs d'impôts futurs.

- Les actifs d'impôts futurs sont calculés à l'aide des taux d'imposition qui sont censés s'appliquer au cours de la période où ils seront réalisés. Les actifs et les passifs d'impôts constatés antérieurement doivent être rajustés lorsque la date prévue de l'événement futur est révisée en fonction de nouvelles informations.
- La Banque n'a pas constaté de passifs d'impôts futurs au titre des bénéfices non répartis de certaines activités à l'étranger puisqu'elle ne prévoit pas rapatrier ces bénéfices. Les impôts estimatifs à payer sur ces bénéfices en cas de rapatriement seraient de 428 millions de dollars au 31 octobre 2007.

PASSIFS ÉVENTUELS

La Banque et ses filiales font l'objet de diverses poursuites dans le cours normal des affaires, dont bon nombre sont liées aux prêts. De l'avis de la direction, l'issue d'une ou de l'ensemble de ces poursuites n'aura pas d'incidence défavorable marquée sur la situation financière de la Banque.

Des provisions pour litiges éventuels sont constituées lorsqu'il devient probable que la Banque engagera des frais et que le montant peut être estimé de manière raisonnable. Outre la direction de la Banque, des experts internes et externes évaluent la probabilité et le montant estimatif des pertes. Tant qu'une éventualité existe, la direction ou les experts de la Banque peuvent obtenir de nouvelles informations qui peuvent changer leur évaluation quant à la probabilité de pertes et à leur montant estimatif. Toute modification des évaluations peut faire varier le montant des pertes comptabilisées. De plus, les coûts réels de résolution de ces réclamations peuvent être sensiblement supérieurs ou inférieurs aux provisions.

Pour plus de détails, se reporter à la note 25 afférente aux états financiers consolidés de la Banque.

DÉRIVÉS

L'incidence des dérivés détenus à des fins autres que de transaction sur le revenu d'intérêts net et sur les autres revenus pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007 est présentée au tableau 39 ci-dessous.

TABLEAU 39 DÉRIVÉS DÉTENUS À DES FINS AUTRES QUE DE TRANSACTION		
(en millions de dollars canadiens)	Dérivés détenus à des fins autres que de transaction admissibles à la comptabilité de couverture	Dérivés détenus à des fins autres que de transaction non admissibles à la comptabilité de couverture
Revenu d'intérêts net (perte d'intérêts nette)	(65,3) \$	56,9 \$
Autres revenus	2,2	9,5

NORMES ET CONVENTIONS COMPTABLES

Modifications futures de conventions comptables et de la présentation de l'information financière

La Banque prévoit adopter les normes comptables suivantes au cours des prochains exercices. Voir la note 1 afférente aux états financiers consolidés de la Banque pour plus de détails sur ces modifications futures.

Informations à fournir concernant le capital

L'ICCA a publié une nouvelle norme comptable, soit le chapitre 1535, «Informations à fournir concernant le capital», qui exige que des informations tant qualitatives que quantitatives soient présentées pour permettre aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les objectifs, les politiques et les procédures de gestion du capital de l'entité. Pour la Banque, cette nouvelle norme entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2007.

Instruments financiers

L'ICCA a publié deux nouvelles normes comptables, soit le chapitre 3862, «Instruments financiers – informations à fournir», et le chapitre 3863, «Instruments financiers – présentation», qui s'appliquent aux états financiers intermédiaires et annuels relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2007. La Banque a l'intention d'adopter ces nouvelles normes à compter du 1^{er} novembre 2007.

Comptabilisation des coûts de transaction d'instruments financiers classés comme détenus à des fins autres que de transaction

Le 1^{er} juin 2007, le CPN a publié le CPN-166, «Choix de méthode comptable pour les coûts de transaction», qui permet à une entité de choisir entre la comptabilisation de tous les coûts de transaction en résultat net et l'ajout à la valeur comptable initiale des coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission de l'instrument financier pour tous les instruments financiers semblables classés comme détenus à des fins autres que de transaction. Cette norme entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2007. La nouvelle norme ne devrait pas avoir d'incidence importante sur la situation financière ou les bénéfices de la Banque.

PCGR DES ÉTATS-UNIS

Régimes de retraite à prestations déterminées et autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite

La Banque a adopté le Statement of Financial Accounting Standards du FASB (SFAS) No. 158, «Employers' Accounting for Defined Benefit Pension and Other Postretirement Plans» le 31 octobre 2007. En date du 1^{er} novembre 2008, la norme exigera également que la date à laquelle les obligations au titre des prestations constituées et les actifs du régime sont évalués soit la date de clôture de l'exercice. Par conséquent, la Banque ne pourra plus évaluer ses régimes de retraite à prestations déterminées jusqu'à trois mois avant la date des états financiers.

Impôts sur les bénéfices

À compter du 1^{er} novembre 2007, la Banque sera tenue d'adopter l'interprétation du FASB concernant les impôts sur les bénéfices. Cette interprétation fournit une ligne directrice sur la constatation, l'évaluation et la présentation des économies et des passifs d'impôts. La Banque évalue actuellement l'incidence de cette interprétation sur ses états financiers consolidés.

Évaluation à la juste valeur

En date du 1^{er} novembre 2008, la Banque devra adopter la ligne directrice du FASB concernant l'évaluation à la juste valeur. La nouvelle ligne directrice se répercutera surtout sur la mesure de la juste valeur des instruments financiers de la Banque. La Banque devra également présenter plus d'informations à l'égard de ses mesures à la juste valeur. La Banque évalue actuellement l'incidence de cette ligne directrice sur ses états financiers consolidés.

Option de la juste valeur pour les actifs financiers et les passifs financiers

La norme comptable du FASB concernant l'option de la juste valeur pour les actifs financiers et les passifs financiers permet à une entité de choisir d'évaluer à la juste valeur les instruments financiers admissibles, les variations de la juste valeur étant constatées dans les résultats. La norme entrera en vigueur pour la Banque le 1^{er} novembre 2008.

NORMES ET CONVENTIONS COMPTABLES

Contrôles et procédures

INFORMATION SUR LES CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Sous la surveillance et avec la participation de la direction de la Banque, y compris le chef de la direction et le chef des finances, une appréciation de l'efficacité des contrôles et procédures à l'égard de l'information financière de la Banque, selon les règles de la SEC et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, a été effectuée en date du 31 octobre 2007. Selon cette appréciation, la direction de la Banque, y compris le chef de la direction et le chef des finances, a conclu que les contrôles et procédures à l'égard de l'information financière de la Banque étaient efficaces au 31 octobre 2007.

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction de la Banque est responsable de la mise en place et du maintien d'un processus de contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière pour la Banque. Le contrôle interne de la Banque à l'égard de l'information financière s'entend des politiques et des procédures qui 1) concernent la tenue de comptes suffisamment détaillés qui donnent une image fidèle des opérations et des cessions d'actifs de la Banque; 2) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées comme il se doit pour établir les états financiers selon les principes comptables généralement reconnus, et que les encaissements et décaissements de la Banque ne sont faits qu'avec l'autorisation de la

direction et du conseil d'administration; et 3) fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de la Banque qui pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers est soit interdite, soit détectée à temps.

La direction de la Banque a utilisé les critères établis dans le rapport *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Commission Treadway, pour effectuer, avec la participation du chef de la direction et du chef des finances, une appréciation de l'efficacité du contrôle interne de la Banque à l'égard de l'information financière. D'après cette appréciation, la direction a conclu que le contrôle interne de la Banque à l'égard de l'information financière était efficace au 31 octobre 2007. L'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière a été vérifiée par les vérificateurs indépendants de la Banque, Ernst & Young s.r.l., cabinet d'experts-comptables inscrit, qui ont aussi vérifié les états financiers consolidés de la Banque pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007. Dans leur rapport, à la page 77, les vérificateurs expriment une opinion sans réserve sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque à l'égard de l'information financière en date du 31 octobre 2007.

MODIFICATIONS DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au cours de 2007, il n'y a eu aucune modification aux politiques, procédures et autres processus sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur le contrôle interne de la Banque à l'égard de l'information financière.